

Allemagne: la crise économique à venir 102,1

Le Monde.fr | 14.04.2014 à 09h39 |

Par Emmanuelle Schon-Quinlivan (University College Cork, Irlande) et Yannick Cabrol (Sciences Po Paris)

Qualifiée d'homme malade de l'Europe au début du XXI^e siècle, l'Allemagne paraît donc être devenue un véritable modèle économique au beau milieu d'une crise économique mondiale. L'excédent historique de sa balance commerciale inquiète le Trésor américain qui, dans son rapport semi-annuel d'octobre 2013, y voyait *"un biais déflationniste pour la zone euro et l'économie mondiale"*.

Quelques semaines plus tard, la Commission européenne a ouvert un examen approfondi de l'excédent commercial allemand car il a dépassé le niveau de 6% du produit intérieur brut (PIB), excessif et facteur de déséquilibre selon Bruxelles. Dès lors, l'Allemagne pourrait-elle être victime de ses récents succès économiques?

DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE DURABLE ET DETTE RECORD EN TEMPS DE PAIX

La première limite au modèle économique allemand est le vieillissement d'une population décroissante. Depuis le début des années 2000, l'Allemagne a perdu 400 000 habitants alors que, sur la même période, la France en a gagné 4,9 millions. Par conséquent, le faible taux de chômage allemand est aussi dû au fait que peu de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Certains Länder comme la Bavière sont ainsi déjà confrontés à une pénurie de MO, le taux de chômage n'y étant que de 3%.

A terme, les effets positifs de ce déclin démographique sur le taux de chômage auront disparu et pourraient se traduire par une diminution de la production du pays. Parallèlement, le vieillissement de la population entraînera mécaniquement une hausse des dépenses de sécurité sociale. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'emploi potentiel en Allemagne pourrait baisser de 0,5 point de pourcentage par an entre 2016 et 2025. Cela pourrait faire passer la croissance potentielle en-deçà des 1% et réduire considérablement les rentrées fiscales.

La question du niveau de la dette publique devra donc être au cœur de la politique économique allemande ces prochaines années. La règle d'or budgétaire va ainsi entrer en vigueur dès 2016. Les économistes Lars Feld et Ekkehard Köhler estiment d'ores et déjà que la dette allemande est à son plus haut niveau historique en tant de paix et que le besoin de consolidation budgétaire est *"criant"* (février 2013).

LES BANQUES ET LE SECTEUR DES SERVICES, TALON D'ACHILLE DU MODÈLE ÉCONOMIQUE ALLEMAND

L'Allemagne se trouve confrontée à la fragilité de son secteur bancaire. Elle constitue la principale préoccupation de l'agence de notation Moody's qui pointe notamment la forte présence des banques allemandes en Espagne et en Italie, deux pays durement touchés par la crise. Selon le stress test mené par l'Autorité bancaire européenne, le besoin de recapitalisation des banques allemandes s'élève à 13,1 milliards d'euros (décembre 2011).

L'Allemagne risque en outre d'être victime de la faiblesse et la rigidité du secteur des services. Le déficit commercial dans ce secteur atteignait en 2010 selon l'OCDE 29,1 milliards d'euros. De surcroît, sur les 27 pays de l'OCDE, l'Allemagne arrive au 22^e rang en termes de rigueur de la réglementation des services professionnels ce qui impacte négativement la croissance de la productivité.

L'Allemagne pourrait entraîner l'Europe dans une spirale déflationniste après avoir engrangé des excédents commerciaux sur le dos des pays du Sud de l'Europe, selon les rapports du Trésor américain et du Fonds monétaire international (FMI) publiés en octobre-novembre 2013.

De 1998 à 2010, le pouvoir d'achat de chaque salarié a baissé de 1% en Allemagne tandis qu'il a progressé de 18% en France. La conséquence a été le développement d'une proportion importante de travailleurs pauvres qui a atteint 8% à 10% de la population en 2011. Ainsi, la demande intérieure allemande a été sacrifiée sur l'autel d'une compétitivité-coût dont ses partenaires sont les premières victimes.

D'une part, l'Allemagne est dépendante de ses partenaires avec 40% de ses exportations industrielles à destination de la zone euro. D'autre part, français, italiens ou espagnols ne profitent pas de la bonne santé allemande puisque leurs exportations à destination de la première économie européenne représente moins de 3% de leur PIB.

Conclusion, l'Allemagne commence à souffrir de la mauvaise santé de partenaires sur le dos desquels elle a réalisé ses excédents commerciaux (FMI, novembre 2014). La croissance du PIB est d'ores et déjà passée de plus de 3% en 2010 et 2011 à moins de 1% en 2012 et 2013 et ce malgré des excédents commerciaux records proches des 7% de PIB.

REDYNAMISER LA DEMANDE INTÉRIEUR ET ACCROÎTRE L'APPORT DE MAIN-D'ŒUVRE

Concernant la demande intérieure, Angela Merkel a annoncé la mise en place d'un salaire minimum et des hausses de salaires dans les services publics. Suite à un recours devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, il a été jugé que le mode de calcul des allocations sous la loi Hartz IV violait « le droit au minimum vital digne ». L'allocation minimum a en conséquence été revalorisée de 359 euros en 2010 à 382 euros en 2013. Les 800 000 employés des services publics des 15 États régionaux ont également obtenu une hausse de salaire de 5,6%.

Concernant l'apport de main-d'œuvre, l'enjeu est double. L'Allemagne sera certainement contrainte de faciliter l'immigration ; la loi pour la reconnaissance des diplômes étrangers votée en 2011 va dans ce sens. Aussi, il conviendrait certainement d'encourager la hausse de la durée hebdomadaire de travail des femmes allemande qui est inférieure de plus de 4 heures à la moyenne des pays de l'OCDE (30,5 heures contre 34,8 heures).

L'enjeu est de taille avec seulement 14% des mères de un enfant et 6% des mères de deux enfants qui reprennent un emploi à temps plein malgré des lois pro-actives et généreuses concernant le congé parental et le droit à une place en crèche pour chaque enfant de 1 an.

LA QUESTION DES EXCÉDENTS COMMERCIAUX ALLEMANDS ET LA FIN DU SYSTÈME DE BRETTON WOODS

Les critiques actuelles adressées à l'encontre de l'Allemagne ne sont pas sans rappeler les accusations du président américain Johnson à la fin des années 1960 qui appelait déjà à une réévaluation du deutsch mark afin de réduire les excédents commerciaux de la RFA.

Cette situation avait aboutit à la fin du système de Bretton Woods de changes fixes. Les pressions exercées aujourd'hui par le Trésor américain, le FMI ou la Commission européenne témoignent donc ainsi de l'influence globale des mutations qui devront être opérées par notre voisin d'outre-Rhin.

Les auteurs

Emmanuelle Schon-Quinlivan est maître de conférence Comparative European politics à l'University College Cork, Irlande Elle est notamment l'auteur de *Reforming the European Commission* (Palgrave Macmillan, 2011).

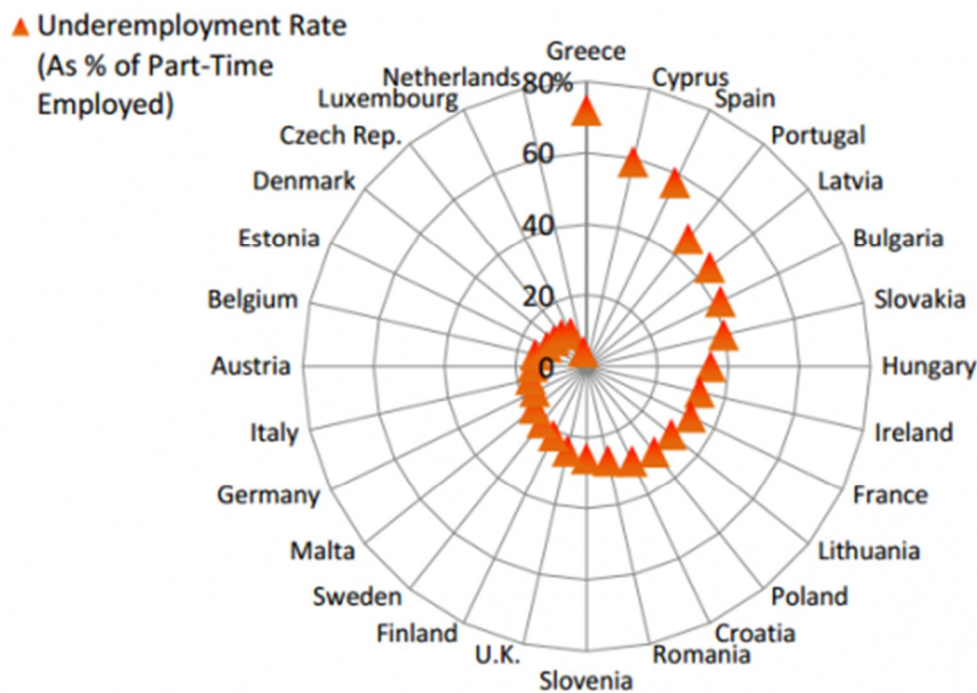
Yannick Cabrol est étudiant en master Affaires publiques à Sciences Po Paris.

<http://www.zerohedge.com/news/2014-04-12/72-greeks-need-more-work-make-ends-meet>

72% Of Greeks Need More Work To Make Ends Meet 102,3

Submitted by Tyler Durden on 04/12/2014 16:46 -0400

Almost 10 million out of 43.7 million part-time workers in the European Union were under-employed in 2013. As Bloomberg Brief's Niraj Shah notes, based on Eurostat's Labour Forces Study, **a record 72 percent of Greek part-time workers wished to work more hours** compared with 4.2 percent in the Netherlands.



Source: Bloomberg, Eurostat

BloombergBriefs.com

Maybe the Dutch should lay some more people off to lower their bond yields? As we explained in great detail here, the Greek "recovery" is a mirage and these numbers do not lie.

Source: Bloomberg Briefs (@economistniraj)

http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702303663604579501091034167048?mod=rs_s_Opinion?mod=hp_opinion&mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052702303663604579501091034167048.html%3Fmod%3Drss_Opinion%3Fmod%3Dhp_opinion

France, Islam and the 'Spreading Hatred' 102,4

The EU has no extensions for **the clash of civilizations that threatens European society**.

By JOHN VINOCUR April 14, 2014 3:57 p.m. ET

There's an area of French society bleak beyond any let's-pretend action-plan or incantatory chorus about brotherhood.

The country's existential problem of coming to terms with more than five million Muslims in its midst—and how these immigrants and citizens accommodate (or flout) French law and custom—is deepening into a new phase of what is described as intolerance, seeming incompatibility, and political polarization.

Minus the multi-syllabic wadding, reality says France is knee-deep in racial and religious nastiness. It is widely perceived at schools, in the metro and on the streets. And it precludes evasion.

"An unhealthy climate grows day after day in our country," the leaders of four major religious denominations warned in a statement over the weekend. "It's urgent to react and get a grip on ourselves."

But the problem doesn't go in a single direction. It involves a dissolving and disputed notion of French identity.

As real as discrimination against Muslims has become, researchers describe the growth of Muslim communities at the edges of large French cities that are developing parallel cultures. They are said to demand an allegiance to fundamentalist Islam, thus antagonizing the national majority's notion of the French way of life.

The result is a kind of double sense of victimization: Muslims are drawn by extremists into a rage about "Islamophobia," while poor whites are lured toward the hard right with promises of understanding and protection by the National Front.

Ultimately, France can handle its tribulations with big deficits, low competitiveness and tardiness in meeting European Union fiscal-consolidation targets. But the EU has no extensions to offer for a clash of civilizations that exemplifies Europe-wide concerns.

When Prime Minister Manuel Valls took office March 31, as the head of a new government he was confronted with an alarmed official report on the decline of French tolerance. The report found an increase in tension in national life focused on "Arab Muslims," who, it said, are perceived as being involved in criminality, taking advantage of the welfare system, refusing to respect the supremacy of the secular rules of the French state, and pressing aggressive religious practices.

The findings of the report from the National Consultative Commission on Human Rights were brutal. The commission's poll found that 68% of respondents regard integration's failure as the fault of the newcomers; 74% said they think there are "too many" immigrants in France; and 77% believe these immigrants are in France solely for its welfare benefits.

At the same time, in a book published last week titled "Passion Française," Gilles Kepel, an Arabist and academic respected for his studies over 25 years of France's Islamic communities, concentrated on what he called a new element moving at "lightning speed" into the identity equation. Mr. Kepel writes that the marked presence of Salafists, or Muslim puritans, in certain communities signals "a rupture in values with French

society, a will to subvert it morally and juridically." Mr. Kepel also describes public services in areas of Marseille as falling into the hands of local drug-dealing bosses.

All this creates an enormous challenge for Mr. Valls, who had previously dealt directly with the issue as interior minister. In appointing him as prime minister, President François Hollande chose a more popular Socialist and probable future rival, admired for his energy and combativeness—and a man portrayed as regarding the president as reluctant to engage on volatile issues such as security, immigration and Islam.

So the field of initiative is open for both Mr. Valls and for more determination. Still, because of the accompanying electoral risks, no one in a French government has ever attempted to install a national affirmative-action program favoring Muslim integration or a zero-tolerance police campaign aimed at reassuring the white majority. The new prime minister is unlikely to take either step.

As a candidate, former President Nicolas Sarkozy promised affirmative action but dropped it once on the job—just as Mr. Valls in 2011 called for an end to the 35-hour French workweek, then backed off.

All the same, Mr. Valls can be true to the spirit of what he has said concerning "Islamophobia" not being a legitimate complaint, but rather a concept employed by Islamic fundamentalists to make Muslims in France feel victimized by the state. He can also proceed with the frank views he's previously expressed on the presence of Roma in France: "These people have ways of life extremely different from ours which are in obvious confrontation" with the local population, Mr. Valls said last year. Fitting the Roma into France, he added, was "illusory."

On the other hand, there is the business of staying in office, including through the European parliamentary elections in May. A Socialist prime minister must note that French Muslims who voted at an 86% rate for Mr. Hollande in 2012 turned away from the party in municipal elections last month.

Muslims who contributed to the Socialists' drubbing exposed the additional and difficult-to-resolve electoral concern for the party in its advocacy of gay marriage. The new prime minister is a supporter.

So where does all that leave Manuel Valls, the politician? What does he do—and soon—about the appeal from the four religious leaders, which points to the "spreading hatred" that "threatens the unity of our country"?

Mr. Valls is genuinely smart and capable. But he has never gotten more specific about how to systematically extract this hatred than his September 2012 promise, as interior minister, that "the Republic will be intransigent with anyone who seeks to challenge it."

Explanation please? Answer: obfuscation. In his first policy speech as prime minister last week, Mr. Valls issued this substanceless gush: "France, yes, has the arrogance to believe that what is done here has value for the rest of the world. This famous 'French arrogance' that our neighbors often attribute to us is in fact the enormous generosity of a country that wants to surpass itself."

Mr. Valls will have to do better.

Mr. Vinocur is former executive editor of the International Herald Tribune.

10:59

Polizei

Wo Beamte Zielscheiben in Uniform sind 102,6

Polizisten beklagen zunehmende Angriffe und fehlenden Respekt. Ein türkischstämmiger Streifenbeamter aus Duisburg erzählt, warum Migranten besondere Probleme bereiten. Multikulti sei gescheitert. Von Kristian Frigelj



Foto: picture alliance / dpa Gewalt gegen Beamte: Ein aggressiver Demonstrant schlägt in Lübeck einen Polizeibeamten nieder

Wenn der Streifenbeamte Kalle B. aus seinem Einsatzwagen steigt, muss er auf alles gefasst sein. Es geht meist um Bagatellen, doch der Polizeikommissar aus Duisburg gerät rasch in eine Ausnahmesituation. Selbst geringste Anlässe können zu lebensgefährlichen Situationen führen: Verkehrskontrollen, Personenüberprüfungen, Aufnahme von Unfällen, Alltagsgeschäft – überall lauern Gefahren für Beamte.

"Der letzte Respekt gegenüber der Polizei schwindet. Man wird zur Zielscheibe in Uniform", sagt der 40-Jährige. Bei den Kollegen heißt er nur "Kalle" und so sollen wir ihn auch nennen. Er möchte seinen richtigen Namen in den Medien nicht sehen, weil er begründete Sorge vor Repressalien hat.

Diese Vorsicht kennt man sonst von Spezialkräften oder von Ermittlern, die hinter organisierten Banden her sind. Aber selbst normale Streifenbeamte fühlen sich mittlerweile wie im Sondereinsatz, sobald sie auf die Straße gehen, und fürchten Racheakte. Die Gewalt gegen Polizisten hat zuletzt bundesweit zugenommen. In Nordrhein-Westfalen gibt es aktuelle Zahlen. Nach Angaben der Gewerkschaft der Polizei (GdP) stieg die Zahl der gewaltsamen Übergriffe im vergangenen Jahr um 500 Fälle auf 7092. Die Zahl der beleidigten, bespuckten, getretenen oder geschlagenen Polizisten hat erneut zugenommen, von 10.831 auf fast 12.000.

Alle 50 Minuten Opfer eines Angriffs

Mehr als 1800 Polizisten wurden dabei verletzt, sechs von ihnen schwer. Alle 50 Minuten wird in NRW ein Polizist Opfer eines Angriffs. "Der Großteil der Angriffe findet bei Routineeinsätzen wie Festnahmen, Personen- und Verkehrskontrollen, Einsätzen wegen Ruhestörung und bei Demonstrationen und Fußballspielen statt", erklärte der NRW-Landeschef der Gewerkschaft der Polizei (GdP), Arnold Plickert, kürzlich bei einer Expertenanhörung im NRW-Landtag. Häufig reiche "schon das bloße Erscheinen aus, dass meine Kolleginnen und Kollegen angegriffen werden".



Foto: dpa Eine Polizeihauptkommissarin wirbt in einer Moschee um Nachwuchs: In Hessen versucht die Polizei gezielt, Migranten für den Dienst zu gewinnen

Erich Rettinghaus, Bundesvorstandsmitglied und NRW-Landesvorsitzender der Deutschen Polizeigewerkschaft (DPOIG), sieht Sicherheitsbehörden und Gesellschaft vor einem grundsätzlichen Problem: "Wenn man die Gesetze und Normen, die wir uns für ein geordnetes zwischenmenschliches Zusammenleben gegeben haben, und auch die Institutionen und Staatsorgane ablehnt, dann ist Integration gescheitert", sagt Rettinghaus im Gespräch mit der "Welt".

In bestimmten Stadtteilen wie in Duisburg-Marxloh können Polizisten nach eigenen Angaben Verkehrsunfälle oft nicht mehr in Ruhe bearbeiten. Rasch umzingeln zwei bis drei Dutzend junge Leute, Türken oder Libanesen, die Beamten, machen Sprüche, drohen, stellen sich in den Weg, filmen mit ihren Smartphones und alarmieren per SMS andere Schaulustige.

Rückzug der Polizeibeamten

Manches Mal musste sich die Polizei zurückziehen, weil sich die Situation zuspitzte und die Verstärkung noch nicht da war. "Es wird zunehmend aggressiv in einigen Stadtteilen. Da überlegt man sich zweimal, ob ein Beamter Verkehrskontrollen macht. Ich hatte schon Momente, wo ich gedacht habe, hoffentlich komme ich da heil raus", berichtet Kalle B.

Er ist türkischstämmig und seit 15 Jahren Polizist. Beamte deutscher Herkunft geraten leicht in Verdacht, politisch rechtslastig zu sein, wenn sie sich über die zunehmende Gewalt äußern, weil es vor allem Probleme mit kriminellen Migranten gibt. Kalle hat zwar einen anderen familiären Hintergrund, aber er sieht es genauso wie seine Kollegen und schimpft über die "Sozialromantik" in der Politik. Sein hartes Fazit nach den persönlichen Erfahrungen: "Man kann sagen, Multikulti ist gescheitert."

Migranten, die Probleme machen

Freilich ist der freundliche, durchtrainierte Familienvater selbst ein überzeugender Beweis dafür, wie gut man mit ausländischen Wurzeln hier ankommen und sich integrieren kann. Aber er macht die gleichen Erfahrungen wie deutschstämmige Kollegen und trifft überwiegend nicht auf beachtliche Resonanz stieß. "Meine deutschen Kollegen scheuen sich, ihre Meinung über die straffälligen Ausländer zu äußern, da sofort die alte Leier mit den Nazis anfängt", schreibt Kambouri.

Der Streifenbeamte erlebt immer wieder, dass gerade Türken, Libanesen, Osteuropäer es auf Ärger anlegen, bewusst Regeln brechen und einen großen Hass auf die Polizei hegen. Kalle B. erzählt von Beleidigungen und Drohungen, die Umstehende äußern, von Behinderungen bei der Arbeit. Viele seien "polizeierfahren" und wüssten, wie weit sie gehen könnten. Polizistinnen hätten es besonders schwer, weil Migranten sich nichts von Frauen sagen ließen.

Deutsche Kollegen sagen ihre Meinung nicht

Die zunehmende Gewalt gegen Polizisten ist seit einigen Jahren ein Thema in den Medien, auch die "Welt" hat immer wieder [die Übergriffe thematisiert](#). Neulich hat eine Polizistin aus Bochum das Augenmerk wieder auf die brisante Situation gelenkt. Die 30-jährige Tania Kambouri stammt aus einer griechischen Familie und hat jüngst in der Gewerkschaftszeitung "Deutsche Polizei" einen spektakulären Leserbrief geschrieben, der auf beachtliche Resonanz stieß. "Meine deutschen Kollegen scheuen sich, ihre Meinung über die straffälligen Ausländer zu äußern, da sofort die alte Leier mit den Nazis anfängt", schreibt Kambouri.

Derlei Scheu hat sie nicht. Sie und ihre Kollegen würden "täglich mit straffälligen Migranten, darunter größtenteils Muslimen (Türken, Araber, Libanesen usw.) konfrontiert, welche nicht den geringsten Respekt vor der Polizei haben. Dabei fängt die Respektlosigkeit bereits im Kindesalter an."

Sie werde täglich auf der Straße beleidigt. Ein Gespräch in ruhigem Tonfall sei oft nicht möglich. "Insbesondere habe ich als weibliche Migrantin mit den meisten Migranten mehr Probleme als meine deutschen Kollegen. Die ausländischen Bürger sehen mich meistens als eine von ihnen und somit als Verräterin an", schreibt Kambouri.

Sie vertritt einen harten Kurs

Es könne "nicht sein, dass solche Menschen, die das Grundgesetz nicht achten und eine illegale Parallelgesellschaft, die in jeder Hinsicht autark ist, geschaffen haben, hier tun und lassen können, was sie wollen, weil sie nicht auf den deutschen Staat angewiesen sind".

Die Streifenbeamtin vertritt eine harten Kurs: "Eine sanfte Linie bringt nach meiner Erfahrung nichts. Wenn die oben genannten Sanktionen nicht ausreichend sind, bleibt nur noch die Ausweisung. Denn in die Herkunftsländer möchte kaum einer zurück, da dort die Lebensbedingungen oft mangelhaft und nicht mit der hiesigen staatlichen Unterstützung zu vergleichen sind."

Tania Kambouri aus Bochum und Kalle B. aus Duisburg sind wichtig für die Gewerkschaften, denn rasch geraten Polizisten in die Bredouille, weil sie sich kritisch über Migranten äußern. "Man wird ja leider schnell in eine gewisse Ecke gestellt, auch wenn man über Tatsachen spricht. Umso besser ist es, dass wir einige Kollegen haben, die selbst Migranten sind und auch mal verdachtsfrei Tacheles reden können", sagt DPoIG-Bundesvorstandsmitglied Rettinghaus der "Welt".

Migranten werden meist nicht akzeptiert

Mittlerweile zeigt sich, dass Migranten im Polizeidienst kaum besser in Konflikten mit ausländischen Delinquenten vermitteln können: "Wir werden das Problem auch nicht alleine lösen, wenn wir einfach mehr Migranten in den Polizeidienst einstellen. Sie werden von denen, die wir gezielt erreichen möchten, meist nicht akzeptiert", sagt Rettinghaus.

Türken und Libanesen drehen verbal sogar noch auf, wenn sie erkennen, dass der Duisburger Streifenpolizist Kalle B. einen ausländischen Hintergrund hat. Dann beginnen sie auf Türkisch mit den übelsten Beschimpfungen: "Du Verräter. Wir finden raus, wo du wohnst, und dann vergewaltigen wir deine Frau." Es kommt auch öfter vor, dass Kalle B. als "Rassist" beschimpft wird.

Er hält das alles aus, auch das Gefühl der Hilflosigkeit, ohne etwas zu unternehmen. "Viele Beleidigungen werden doch gar nicht erst zur Anzeige gebracht. Was bringt das schon", sagt er. Bei einer förmlichen Anzeige müsste Kalle B. seine private Adresse angeben und könnte so seine Familie gefährden. "Es müsste eine Auskunftsperre geben. Nicht für Sondereinheiten, sondern auch für den operativen Dienst auf der Straße", sagt Kalle B.

Gewerkschafter fordert Auskunftsperre

Dies Forderung steht seit Jahren auf der Agenda der Gewerkschaften. Beamte besonderer Dienststellen wie Staatsschutz, Verfassungsschutz oder SEK können eine Auskunftsperre beim Einwohnermeldeamt ihrer Heimatstadt beantragen und regelmäßig erneuern lassen. "Es müsste auch jedem anderen Beamten im Außendienst möglich sein, dass er auf eigenen Wunsch eine Auskunftsperre beantragen kann", sagt DPoIG-Landeschef Rettinghaus.

Unter den Polizisten gibt es Forderungen, die Strafe bei Angriffen auf Beamte zu verschärfen, doch nach Ansicht von Rettinghaus würde es reichen, wenn die anklagenden Staatsanwälte und die Richter die bestehenden Strafmaße ausschöpfen würden: "Die Gerichte müssten härter durchgreifen und zeitnah Urteile sprechen. Wenn ein Gewalttäter grinsend aus dem Gerichtssaal geht, läuft irgendetwas schief."

All diese Mängel, Probleme und Eindrücke findet man in einer aktuellen Studie. Nordrhein-Westfalens Innenministerium hat eine bundesweit bedeutsame Untersuchung über Gewalt gegen Polizisten in Auftrag gegeben, an der sich rund 18.500 Beamte, also fast die Hälfte aller Polizeibediensteten in NRW, beteiligt haben.

Plötzlich schlägt "pure Aggression" entgegen

In der fast 400 Seiten starken Studie schildern die Befragten konkrete Beispiele aus dem beruflichen Alltag, wie scheinbar harmlose Situationen unerwartet eskalieren. Dann schlägt den Beamten plötzlich "pure Aggression" und Feindseligkeit entgegen, obwohl sie gerufen wurden, um zu helfen. Das passiert in Fällen häuslicher Gewalt, wenn sie Mutter und Kinder vor dem gewalttätigen Mann schützen wollen, und dann nicht nur Freunde, sondern mitunter auch die Ehefrau selbst die Polizisten attackiert. Besonders häufig gerät die Situation außer Kontrolle, weil die Übeltäter alkoholisiert sind.

Die zunehmende Gewaltbereitschaft hat laut Studie zur Folge, dass fast die Hälfte der befragten Beamten unter übersteigter Wachsamkeit, erhöhter Reizbarkeit und Schlafstörungen leidet.

Als entscheidenden Mangel nennen die Beamten immer wieder einen "fehlenden Rückhalt" in der eigenen Behörde. Sie fühlen sich allein gelassen, wenn sie Stress mit Gegenanzeigen von Übeltätern bekommen.

"Dafür wird man ja bezahlt"

"Meiner Erfahrung nach gibt es keinen Rückhalt in der Behörde ..., wenn es um alle Formen der Beleidigungen geht. Nach dem Motto: Dafür wird man ja bezahlt. Gehört zum Beruf dazu", lautet das Zitat eines anonymisierten Polizisten in der Studie. NRW-Innenminister Ralf Jäger (SPD) soll deshalb in der vergangenen Woche ein Rundschreiben an alle Behördenleiter verschickt haben, in dem er mehr Unterstützung für die Beamten anmahnt.

Der Duisburger Streifenpolizist Kalle B. sieht, dass viele Kollegen demotiviert sind. So weit ist es bei ihm nicht gekommen: "Bei mir entsteht keine Resignation, aber doch Verzweiflung." Zum Abschied sagt er, dass er sich immer wieder für den Beruf des Polizisten entscheiden würde. Kalle B. erlebt noch viele positive Momente im Alltag. Trotz allem.

France is the new cauldron of Euroseptic revolution 102,9

By [Ambrose Evans-Pritchard](#) **Politics and society** Last updated: April 15th, 2014

[62 Comments](#) [Comment on this article](#)

Britain is marginal to the great debate on Europe. [France](#) is the linchpin, fast becoming a cauldron of Euroseptic/Poujadist views on the Right, anti-EMU reflationary Keynesian views on the Left, mixed with soul-searching over the wisdom of monetary union across the French establishment.

Marine Le Pen's Front National leads the latest IFOP poll for the European elections next month at 24pc. Her platform calls for immediate steps to ditch the euro and restore the franc (“*franc des Anglais*” in origin, rid of the English oppressors), and to hold a referendum on withdrawal from the EU.

The Gaullistes are at 22.5pc. The great centre-Right party of post-War French politics is failing dismally to capitalise on the collapse in support for President François Hollande.

The Parti Socialiste is trailing at 20.5pc. The Leftist Front de Gauche is at 8.5pc and they are not exactly friends of Brussels.



[Click to enlarge](#)

The heirs to Charles de Gaulle are watching their Right flank peel way to the Front National, just as the Tory flank has been peeling away to Ukip. Needless to say, they don't like it. A party gathering over the weekend was a hubbub of Euroseptic dissent.

Xavier Bertrand, the former employment minister, said it is time to abandon the Franco-German axis that has been the guiding principle of French foreign and economic policy for half a century. “It's important but it shouldn't be the alpha and omega of France's vision,” he said.

“How can we pursue an energy policy if the interests of France and Germany are so different. It is better to work with the English on this subject, and the same goes for European defence. Let us recognise that the alignment with Germany is stopping us **pushing for another ECB policy, one that favours growth and jobs,**” he said.

This refrain was picked up in an astonishing column in Le Figaro by former editor Philippe Villin last Friday in which he called for a Latin front led by France and Italy to blow up the euro.

In an open letter to Italian leader Matteo Renzi – just 17 years old at the time of Maastricht, and therefore uncompromised and free of EMU's Original Sin – he warns the young leader that there is no hope of lifting Italy out of its low-growth debt-trap without a “return to the lira.”

Even if the euro fell to 1:1 against the dollar it still would not be enough to save Italy – says Mr Villin – since the intra-EMU gulf with Germany would remain.

He tells Mr Renzi to undertake a tour of southern capitals to forge a Latin alliance, then march on Berlin to inform Chancellor Angela Merkel that monetary union has become untenable. He should warn her that the end has come unless Germany does more than the bare minimum to keep EMU afloat.

She will of course refuse to budge – says Mr Villin – but that is not the point. The young Italian's actions would set off market alarm, causing a precipitous drop in the euro and a bond crisis. This would be deliberate, if dangerous. It would force Germany to face up the choice it has so far evaded: accept a genuine fiscal/transfer union, or leave EMU. Mr Villin obviously prefers the latter. (So does the Bundesbank in my view.) “By precipitating this drama, you would save Europe and the Europeans”, he said.

I pass this on so readers can make their own judgment, reserving my own. What is striking is how such thoughts are gaining currency (excuse the pun) in the French political debate.

Three books have recently appeared arguing that the euro must be broken up in order to clear the way for genuine economic recovery, or even to save the European Project.

1. François Heisbourg, “La Fin du Rêve Européen”
2. Coralie Delaume, “Europe Les Etats désunis”
3. Steve Ohana, “Désobéir pour sauver l'Europe”

A further book by statesman Jean-Pierre Chevènement — “1914-2014: L'Europe sortie de l'Histoire?” – makes a fascinating case the EU has lost its way because it wrongly blamed “nationalism” for causing the two world wars. It has tried to build a superstate edifice by denying the nation-state soul of the European peoples (plural). Fine stuff.

France is a country “animated by a spirit of rational liberty”, to borrow from Edmund Burke, and it has always seemed obvious to me that it would not for ever tolerate mass unemployment, fiscal infeudation to Berlin-Brussels, and a state of affairs that has become so noxious in so many ways. It is hardly surprising that it is at last in the grip of a fresh revolution.

The Gaullistes are divided. The old guard will of course yield no ground on EMU. They cannot do so because they have worshipped at this altar all their lives. Some relative reformists are now clutching at the flimsiest of straws.

Laurent Wauquiez – a former Europe minister, no less – has just written a book “Europe, il faut tout changer” (Europe, we must change everything) in which he calls for a return to a euro hard-core of Germany, France, Italy, Spain, Belgium, and Holland.

This strikes me as unworkable. Are they going to relegate the Slovenes, Slovaks, Finns, Latvians or Portuguese to non-voting status, or freeze them out of EMU altogether? You cannot run Europe on that kind of capricious basis. Such thinking does however show the intellectual policy swamp that has engulfed the grand venture of monetary union.

In the meantime, of course, we are assured that the EMU crisis is entirely behind us. Sunlit uplands lie ahead. This moment of malaise will pass. Yes, and pink elephants will fly over Mare Nostrum.

This is not a game theory 102,11

Apr 15th 2014, 11:30 by R.A. | LONDON

TYLER COWEN [quotes](#) an [article](#) in the *Financial Times*:

Michael Ben-Gad, a professor at London's City University who has studied the credibility of long-term promises by governments, questions whether Nato's commitment to collective defence is absolute and asks what would happen if Russia's border guards crossed the bridge that separates Narva from Ivangorod and took the Estonian town.

"Would the US and Western Europe really go to war to defend the territorial integrity of Estonia? I think Estonia has reasons to worry. Narva is the most obvious place; it is almost completely Russian-speaking," he says.

NATO Article 5 essentially says that an attack on one is an attack on all. This is meant to be a deterrent; presumably Russia (or whoever) does not want to go to war against the combined might of NATO. But for a deterrent to work, it must be credible. Game theory suggests the NATO threat probably isn't.

In backward induction we start by comparing the payoffs to the choice made in the final decision and working our way backward to the first decision. If we play the game forward, it seems as though Russia should not invade; NATO promises to respond with a massive attack, which means the payoff to Russia of an invasion is not attractive. Backward induction points to a different outcome.

In that case, the last decision is whether or not to respond to a Russian invasion by attacking Russia. The problem here is that the payoff to NATO'S big military powers to attacking Russia is hugely negative. A third world war fought with conventional weapons is among the best possible outcomes, with nuclear war being among the worst. The payoff to not attacking Russia, by contrast, is a small cost (to countries not called Estonia, or Latvia or Lithuania, or maybe Poland). It is difficult to imagine the key NATO governments risking thousands, or perhaps millions, of citizens' lives for the integrity of Estonian territory.

So we then move to the penultimate decision. If the payoff to invasion is higher than that to not invading we can conclude that Russia will invade. Here we run into a little trouble since, on the face of things, not invading clearly entails a higher payoff, at least in terms of Russian welfare. But the identity of the decision-taker is important here. Clearly Mr Putin is willing to accept some economic cost to Russia to obtain foreign territory, so if our western eyes reckon it's idiotic to invade we're obviously not perceiving Mr Putin's utility function correctly. The man gets something out of expanding Russia, throwing NATO for a loop, and generally reliving the bad old days. So it's possible that Mr Putin will perceive the payoff to invading Estonia as positive. In that case, it is hard to imagine that American military threats will discourage him. Odds are decent that Mr Putin will start nibbling away at the Baltics after finishing with Ukraine.

That seems bad.

Is there any way to prevent this outcome? There are a couple of actions that might alter Mr Putin's payoff structure. One would be to make threats that are both credible and a real deterrent to Russia. If America promised to counter any further aggression by locking Russia out of the global financial system (as it did to Iran) that might work, given that the policy would mean relatively minor economic costs for NATO and enormous and immediate economic pain for Russia. Another option would be to put American soldiers in harm's way, so that Russia could not invade NATO territory without directly harming American military personnel. Given that America could not help but respond forcefully to an attack on its own people, such a move might render the NATO guarantee toothy. Not toothless. So, basically, man the NATO-Russian border with American troops.

The problem in both of these cases is that—given that we're not exactly clear on Mr Putin's utility function and political constraints—there is some not-insignificant risk that either would make war more likely, and possibly much more likely.

One will read all sorts of chest-thumping about how what is needed is resolve or leadership or the pure, distilled machismo necessary to stare down Mr Putin. That's nonsense. Neither is it the case that NATO is a fundamentally weak and flawed organisation; or, it might be, but that is not really the problem here. The problem is that when a nuclear power doesn't want peace, there is just not an awful lot that can be done to write a happy ending to the story.

Mr. Putin's Power Play 102,12

By **THE EDITORIAL BOARD** APRIL 15, 2014

When President [Vladimir Putin](#) of Russia talks about what is happening in [Ukraine](#) these days, it is as if he's looking into a mirror. He says fascists and nationalists are running amok in Kiev, even as Crimea is annexed in the name of Great Russia; he says Russians are threatened in eastern Ukraine, even as Russia directs secessionists there to seize administrative buildings and arms; he calls on [President Obama](#) to use his influence to prevent the use of force in Ukraine, even as he puts a major military force on the Ukrainian border.

This ploy was a fixture of Soviet propaganda, and when other sources of information are silenced, it can fool people for a while. But nobody outside Russia is buying it.

What the world sees is an outrageous and highly dangerous power play. A [report](#) by the [United Nations](#) high commissioner for human rights says "greatly exaggerated stories of harassment of ethnic Russians by Ukrainian nationalist extremists" in Crimea were "systematically used to create a climate of fear and insecurity."

The same is now happening in eastern Ukraine — and with 40,000 Russian troops [poised across the border](#) and the Russian secessionists seizing arsenals and throwing up roadblocks, the potential for bloodshed is alarmingly real.

Mr. Putin's aim may be to raise the tensions so high that the Ukrainian authorities and their American and European supporters will agree to Russia's terms for a fragmented Ukraine, in which Russia gains considerable influence over the heavily industrialized southern and eastern regions. The threat of a Russian intervention is also real, if only because the secessionists who have seized buildings in Donetsk and several other cities could easily touch off violence and draw Mr. Putin into putting his fist where his mouth is.

Russia is likely to push its agenda at talks on Ukraine that have been scheduled for Thursday in Geneva, involving the foreign ministers of Russia, Ukraine and the United States and the foreign policy chief of the [European Union](#). Ukraine has ruled out any discussion in Geneva of reorganizing its government, though its representatives said they are planning to devolve some of Kiev's powers to the regions and to guarantee Russian language rights.

The Americans and Europeans must make clear that they will not acquiesce in any effort to partition Ukraine between East and West. For their position to carry any weight, the trans-Atlantic partners must come to Geneva prepared to be tough with Russia.

Washington and Brussels are aware that the time for symbolic sanctions is coming to an end, and Moscow will be watching them in Geneva to gauge their seriousness and solidarity. That does not mean the West needs to draw red lines in advance of the meeting.

It does mean that if Russia does not pull its forces back from the border and stop inciting secessionists in southeastern Ukraine, the trans-Atlantic partners — and in particular the Europeans, who have considerably deeper economic ties with Russia than the United States — must reach a clear and binding consensus on the next level of sanctions.

These must include far-reaching trade and financial penalties that will be painful and costly to both sides. It is imperative that Mr. Putin see a united front.

Der Mindestlohn verfehlt sein Ziel 102,13

16.04.2014 · Manche Menschen arbeiten und müssen trotzdem mit Hartz IV aufstocken. Dagegen sollte der Mindestlohn helfen. Ausgerechnet Forscher der Bundesagentur für Arbeit sagen jetzt: Das funktioniert nicht.

Von SVEN ASTHEIMER

Gerade erst wird er eingeführt, von 2015 an erst soll er gelten - doch der Mindestlohn von 8,50 Euro wird einige Erwartungen verfehlen, die die Bundesregierung an ihn hatte. Wissenschaftler der Bundesagentur für Arbeit **haben berechnet**, dass lediglich zwischen 43.000 und 64.000 berufstätige Hartz-IV-Bezieher durch die staatliche verordnete Lohnerhöhung den Sprung aus der Grundsicherung schaffen können. Das sind nicht einmal 5 Prozent **aller rund 1,3 Millionen „Aufstocker“**, die neben einem Arbeitseinkommen auch noch auf Arbeitslosengeld II (Hartz IV) angewiesen sind, um ihren Lebensunterhalt zu bestreiten.

Damit erfährt ein Großprojekt der großen Koalition eine weitere Schlappe. Im Januar war durch einen Bericht dieser Zeitung bekannt geworden, dass die Zahl der Aufstocker über Jahre falsch berechnet und überschätzt worden war. Diese Daten hatten im Wahlkampf SPD, Linken und Grünen als Argumentationshilfe für den flächendeckenden Mindestlohn gedient, damit alle Menschen von ihrer Hände Arbeit leben könnten. Die Union, die vor der Wahl noch für tarifliche Branchenlösungen geworben hatte, trägt in der Regierung das Modell mit, obwohl Wissenschaftler und Arbeitsmarktbeobachter seit langem darauf hinweisen, dass die Aufstockerproblematik komplexer ist.

Das hat nun auch das Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB), das zur Arbeitsagentur in Nürnberg gehört, nochmals klar gestellt. Denn bei den Aufstockern kommen oft mehrere Probleme und Arbeitsmarkthemmnisse hinzu. Niedrige Löhne sind nur ein Teil davon. Im Durchschnitt verdienen Aufstocker 6,20 Euro in Deutschland, wobei die Spreizung von unter 5 Euro für einen Single im Osten bis zu 10 Euro geht, die jeder Fünfte in einem Paarhaushalt im Westen bekommt.

Für die Frage, ob ein Haushalt zusätzlich Hartz IV braucht, spielt dessen Größe eine wichtige Rolle sowie die Frage, ob es sich um Alleinverdiener handelt. Zudem sind Aufstocker laut IAB häufig schlecht qualifiziert, gerade die Alleinstehenden haben häufiger keinen Schulabschluss und keine Berufsausbildung. Und mehr als drei Viertel der Betroffenen arbeiten in Teilzeit, das Gros weniger als 22 Stunden in der Woche.

Für künftige Mindestlohnbezieher, die den Sprung aus Hartz IV nicht schaffen, bleibt am Ende kaum etwas von der Erhöhung hängen. Weil der Mehrverdienst mit dem Arbeitslosengeld II gegengerechnet wird, blieben am Ende „lediglich 10 bis 12 Euro“ übrig, heißt es in der Studie.

Das Sparpotential für den Staat durch den Mindestlohn beziffern die Wissenschaftler jährlich auf 700 bis 900 Millionen an Arbeitslosengeld II. Allerdings müssten davon die Kosten für mehr Wohngeld und Kinderzuschlag gegengerechnet werden, die durch neue Ansprüche entstünden. Am Ende würden die Haushalte um 500 bis 650 Millionen Euro an Ausgaben entlastet. Für den Staat ergibt sich eine Gesamtentlastung von bis zu 3 Milliarden Euro, wenn man die angenommenen Sozialabgaben und Steuern dazu zählt.

Allerdings gilt für alle Berechnungen die Annahme, dass der Mindestlohn kurzfristig keine Änderungen auf Arbeitsangebot und -nachfrage hat; dass Arbeitgeber also bereit sind, den Mindestlohn zu zahlen. Werden die Aufstocker stattdessen arbeitslos, steigen die Kosten. Einige Wissenschaftler haben Beschäftigungsrückgänge im sechsstelligen Bereich berechnet, andere erwarten kaum Änderungen.

04/16/2014 01:06 PM

Out of Ammo?

The Eroding Power of Central Banks 102,14

By Michael Sauga and *Anne Seith*

Since the financial crisis, central banks have slashed interest rates, purchased vast quantities of sovereign bonds and bailed out banks. Now, though, their influence appears to be on the wane with measures producing paltry results. Do they still have control?

Once every six weeks, the most powerful players in the global economy meet on the 18th floor of an ugly office building near the train station in the Swiss city of Basel. The group includes United States Federal Reserve Chair Janet Yellen and her counterpart at the European Central Bank (ECB), Mario Draghi, along with 16 other top monetary policy officials from Beijing, Frankfurt, Paris and elsewhere.

The attendees spend almost two hours exchanging views in a debate chaired by Bank of Mexico Governor Agustín Carstens. Waiters serve an exquisite meal and expensive wine as the central bankers talk about the economy, growth and market prices. No one keeps minutes, but the world's most influential money managers are convinced that the meetings help expand their knowledge in important ways. "We learn what makes our counterparts tick," says one attendee.

These closed-door meetings, which are held on Sunday evenings, have a long tradition. But ever since many central banks lowered their interest rates to almost zero, bought up sovereign debt and rescued banks, a new, critical undertone has crept into the dinner conversations. Monetary experts from emerging economies complain that the measures taken by Europeans and Americans are pushing unwanted speculative money their way. Western central bankers say they have come under growing political pressure. And recently, when the host of the meetings -- head of the Basel-based Bank for International Settlements Jaime Caruana -- speaks in one of his rare public appearances, he talks about "chronic post-crisis weakness" and "risk." Monetary institutions, says Caruana, are at "serious risk of exhausting the policy room for manoeuvre over time."

These are unusual words, especially now that the world's central bankers, five years after the Lehman crash, are more powerful than ever. They set interest rates and control the money supply, oversee governments and banks and, like Bank of England Governor Mark Carney, are treated a bit like movie stars by the public.

To an extent unprecedented in postwar history, monetary watchdogs -- who are not elected and are usually independent of their countries' governments -- determine what happens in politics and on the markets. They are the new "masters of the universe." Yet their internal discussions on the effects of their power do not give the impression of resounding success. Growth is limping along in the world's major economies; banks, households and governments are deeply in debt; and the bankers' so-called unconventional monetary policy is running up against its limits everywhere.

Holding onto the Wheel

In the United States, the members of the Federal Reserve Board of Governors are grappling with the question of when they should stop spending trillions to buy up treasury bonds. In the United Kingdom, the central bank is confusing the public with contradictory announcements about future interest-rate decisions. And in Europe, the divided monetary watchdogs on the ECB Council are searching for a way to combat low inflation rates.

At the most recent meeting of the International Monetary Fund (IMF) in Washington, financial policy experts and bank industry executives urged central banker governors to continue their policy of cheap money. More bond purchases were discussed, as were negative interest rates and central bank deals involving collateralized debt securities. It almost seems as though monetary policy officials are now being asked to come up with as many financial innovations as investment bankers once did.

The central bank heads aren't particularly impressed. They are more inclined to believe they have done enough already and wonder whether their actions might now be doing more harm than good. Interviews with central bankers and monetary theorists leave the impression of a vast cognitive divide: Whereas the public wants central banks to continue driving the economy, bank heads feel they are increasingly no longer the only ones holding onto the wheel.

The Swashbuckler

If there is a cowboy among global central bankers, it is Richard Fisher. The president of the Federal Reserve Bank of Dallas, Fisher wears his hair a few centimeters over his collar, his red cufflinks are decorated with gold dollar signs and when he talks about monetary policy, he occasionally quotes Country music icon Dolly Parton or digresses into observations as to how much beer his fellow Americans drink.

His hero is Paul Volcker, the crusty Fed chairman from the 1980s, who aggressively banished the specter of inflation from the United States. Against the will of then President Jimmy Carter and much of the public, he pushed the prime rate to record highs. This led to a severe recession, but it also put an end to double-digit inflation. For Fisher, Volcker remains "the Moses of monetary policy."

The only problem is that since the financial crisis, the scripts followed by central bankers no longer contain elements of Western movies, but instead resemble the American TV series "Emergency Room." No one is more aware of this than Fisher, who was present in the intensive care unit after the Lehman crash, when the government had to take over major US banks and protect the financial sector from collapse. Interest rates were reduced to almost zero and the government bought up treasury bonds on a large scale.

The rescue effort was ultimately successful, and yet the patient still hasn't yet fully recovered. The economy is only slowly gaining steam and many factories are not operating at full capacity. This has prompted some of Fisher's counterparts on the Fed Board of Governors to advocate pumping even more money into the economy. Fisher, on the other hand, finds it disconcerting that the Fed has already bought up sovereign bonds and mortgage-backed securities worth \$18 trillion -- a sum comparable to a quarter of the entire US government debt -- with little effect.

Lonely Warriors

That's because much of the money flowing into the financial sector did not reach the private sector in the form of credit, as central bankers had expected. Instead, banks are pumping it into the stock market, where prices have reached dizzying highs in recent months. Values are now approaching levels similar to those before Black Friday in 1929 and the bursting of the dotcom bubble 70 years later.

Part of the blame lies with politicians in Washington, who are unable to agree on the federal budget. Companies don't invest as long as they don't know how their tax burden will look in the coming years, and as long as they don't invest, the economy will remain sluggish. The central bank's fuel isn't reaching the engine, Fisher warns, adding that it is bubbling in a giant gas tank that could explode at any moment.

If that happens, how can inflation be prevented, Fisher asks? How should the monetary watchdogs react if the markets collapse? And how will citizens respond to the losses that the central bank will inevitably incur if treasury securities lose value? Will they accept this without complaint, or will they bend to the will of politicians on the fringes of the left and right, who argued in the last presidential election that the Fed should be placed under government control?

In the past, central bankers felt like lonely warriors whose primary task was to hurl a powerful "no!" at politicians at just the right moment. Today the comparison they are more likely to use is to explorers like Vasco da Gama, who discovered the sea route around the Cape of Good Hope in the 15th century. We are sailing through unfamiliar waters, says Fisher, and we don't know if we will end up falling off the globe.

The Star

It takes Mark Carney fewer than eight minutes to explain how he and his counterparts intend to save the world. It is a Monday evening in late March and financial journalists are sitting in a windowless room at the Bank of England. The air is hot and stuffy, and yet when Carney hurries into the room, he looks like an actor who has just emerged from the makeup room, with his perfectly tailored suit and tie and his relaxed gait.

In addition to his job as governor of the UK's central bank, Carney heads the global Financial Stability Board (FSB), in which monetary watchdogs, regulators and experts from around the world attempt to repair the vast financial sector, with its banks, funds and rating agencies. The G20 nations created the FSB after the financial crisis to serve as a crisis research center for the financial world.

When Carney, in his loose and yet businesslike tone, rattles off the FSB's latest project -- to regulate the derivative markets and solve the problem of mega banks that are much too big -- he still sounds a little like the somewhat overbearing Goldman Sachs investment banker he was for 13 years. Perhaps it is also the devilish smile that makes him look a bit like George Clooney, or the fact that men's magazine *GQ* has touted him as a style icon, but it is clear that Carney is a new type of central banker -- not some dry head of a government bureaucracy, but a cosmopolitan money manager who also happens to have created a new business segment, the transfer market for central bank heads.

Carney served as governor of the Bank of Canada for many years. And because Canada survived the financial crisis largely unscathed, British Chancellor of the Exchequer George Osborne brought Carney to the Bank of England a year ago in the hopes that he would achieve similar miracles for the UK. His annual salary, housing allowance included, went up to the equivalent of €1 million -- seven times as much as US Fed Chair Yellen is paid. Osborne complied with Carney's request for a shortened term, the Bank of England's mandate was expanded and supervision of British banks was added to its duties.

Fading Aura

Since then, Carney has done his best to behave like the superstar he has been billed as. He brought management consultants into the cathedral-like premises of the Bank of England to improve work practices, he likes to be called "Mark," he eats in the cafeteria and he sometimes takes the subway.

But his new colleagues in Britain have remained unmoved by the big Carney show. Some veteran monetary policymakers stoically thwarted the Canadian's efforts to bring his innovations across the Atlantic. Carney wanted to put an end to the secrecy surrounding interest-rate decisions and instead issue a regular "forward guidance" -- a precise description of what the bank plans to do in the future.

In Canada, his approach kept the mood refreshingly calm during the crisis. But Carney's new colleagues are unwilling to be pinned down. In August, the central bank promised to keep prime lending rates low until the unemployment rate had dropped to 7 percent. But there were so many caveats that the markets hardly took the promise seriously.

In mid-February, the new Bank of England governor was forced to step back from his own announcement. Employment had improved so strongly that the 7 percent threshold had become far too immediate a possibility. Now Carney, trying to preserve his aura of coolness, declared that the unemployment rate was not an automatic "trigger" for an increase in interest rates. After all, such an increase would only stifle the eagerly anticipated upturn.

Since then, the newcomer's aura has faded considerably. As the British pound strengthens and real estate prices rise to worrying levels in several regions, Carney is coming under growing criticism. Many are beginning to notice that the Bank of England's balance sheet is still completely bloated, because England's monetary watchdogs bought large amounts of government debt during the crisis.

"I suspect," says Martin Weale, a member of England's Monetary Policy Committee, "people might be expecting a bit too much of (central banks)." In the end, he explains, a central bank has only one central instrument: the interest rates. "You can't deliver four or five different things with it."

The Doyen

Mario Draghi knows that a single sentence can sometimes work miracles, but that it can also produce catastrophes, especially in monetary policy. As he explains the ECB's latest decisions to journalists on this day in early April, he bends over his manuscript and simply rereads the key sentence in his initial speech -- like a teacher who isn't quite sure that everyone has been paying attention.

"The Governing Council is unanimous in its commitment to using" Draghi begins, looks pointedly at his audience, underscores his next word, "also," then pauses again and continues, "unconventional instruments within its mandate in order to cope effectively with risks of a too prolonged period of low inflation."

This means that conventional measures have not been fully exploited yet, he adds.

Got it? Draghi has developed knack for impressing the markets with ambiguous sentences. His latest creation is a response to an unsettling number: 0.5 percent. That was the level of inflation in the euro zone in March. According to ECB standards, a 2 percent rate of inflation is considered healthy. Even the central bankers did not predict such a sharp decline.

What's more, the classical weapon generally deployed in such situations has been largely exhausted, now that the ECB's key interest rate is at a historically low 0.25 percent.

Little Impact?

One of the ironies of recent monetary history is that this dilemma is creating common ground between Draghi and his greatest opponent on the ECB Council. For years Jens Weidmann, head of Germany's central bank, the Bundesbank, irked Draghi with his [repeated public warnings](#) against throwing vast sums of money at ailing euro zone countries.

But now? The two men appear to have reached consensus when it comes to euro-zone inflation. First they stressed that the current situation could only be characterized as low inflation, but not deflation. Then they announced, almost simultaneously, that they were willing to take action if inflation continued to weaken.

Draghi and Weidmann apparently hope that their words will be sufficient, eliminating the need for actual intervention. Both men know, after all, that measures, such as programs to buy up securities, are expensive but may have little impact. ECB experts have calculated that even if the central bank purchased securities for €1 trillion, this would only increase the inflation rate by between 0.2 and 0.8 percentage points.

This presents Weidmann and Draghi with a dilemma. Now that the classic ammunition is all but used up, they are trying to control the markets with words. Perhaps their words will have the desired effect. But it's also possible that the bluff will fall flat, forcing them to take measures they do not particularly support -- with risks and side effects that can only be surmised.

The Researcher

Why is it that so many central bankers are struggling with their decisions these days? Perhaps no one knows better than the short, gray-haired Italian who is storming out of his office with open arms. Claudio Borio is the chief economist of the Bank for International Settlements, the influential financial institution that serves as the bank for central banks and as their think tank.

The slightly built economist is little known outside the isolated world of monetary policy experts. But within their world, Borio is a respected man -- and has been since he was one of the few economists to have correctly predicted the financial crisis.

Borio has continued his research since then, analyzing countless data on interest rates, inflation trends and growth rates, and fine-tuning his theories. His central message is that the same forces that led to the financial crisis are still at work today. This is why the measures taken by central bankers are often ineffective and established economic models don't work, he says. "The disadvantage of mainstream macroeconomic models is that they ignore the financial cycle," he says.

Borio points to a chart on his glass-topped conference table. It depicts two curves that reflect half a century of US economic history.

The blue graph portrays economic trends, along with the known watersheds: the two oil crises in the 1970s and 80s, the dotcom crash around the turn of the millennium, and the sharp economic slump following the Lehman bankruptcy. The red curve isn't nearly as well known but is at least as important. It reflects fluctuations in the financial sector, for which Borio uses the growth in loans and real estate prices as an indicator. There are only minor fluctuations in the cycle until well into the 1980s, because the capital markets were still highly regulated and nationally isolated until then.

Inadvertent Influences

But then, as deregulation and globalization took hold, the financial sector becomes increasingly separated from the real economy, following the self-fueling logic of speculation, under which a bull market feeds a bull market and a bear market a bear market.

The fluctuations in this economic parallel universe reach massive dimensions in the 1990s. The only problem is that monetary watchdogs weren't watching. They remained exclusively oriented toward the ups and downs of the real economy, in keeping with the prevailing geopolitical doctrine: When prices rise during a recovery, central banks raise interest rates to avert inflation. When the economy declines, they reduce the cost of borrowing.

What they overlooked is that their decisions inadvertently influence the fluctuations in the financial markets. In 1987, for example, the Fed reduced interest rates following a market crash. Its aim was to avert a recession, but instead it stimulated an unhealthy boom in the housing market, which led to a sharp decline in prices soon afterwards and the collapse of hundreds of savings banks.

A decade later, it was the terrorist attacks of Sept. 11, 2001 that prompted the Fed to flood the markets with money. But that time the bubble didn't just build in the real estate market, but also in the lending and banking sector, ultimately leading to the crash of the century and the ensuing financial crisis. In attempting to control the economy, the central bankers created "a monster," as former German President Horst Köhler once put it. They have become hostage to the financial industry.

Borio has reached the end of his little story about money. He has a clear picture of the problem but no simple solutions.

Central banks were, of course, doing the right thing when they did everything in their power to avert a crash, but now they have exhausted their options. In the United States, the Fed bought up trillions in treasury bonds, but it cannot force politicians in Washington to reach an agreement in the budget fight. In Europe, the ECB flooded the banks with liquidity, but is unable to restructure the institutions. In the UK, the Bank of England has pledged to keep interest rates low for the foreseeable future, but it is unable to create jobs by itself. "Monetary policy is overburdened," says Borio.

'A Different Matter'

No matter what central bankers do, the pendulum swings of an unfettered credit sector either render their impulses ineffective or amplify them to such an extent that they become a threat. "Policy has to make sure that the financial cycle is not disruptive," says Borio.

For this reason, he explains, governments must exert tighter control over banks and financial institutions, but monetary policy experts also have a role to play. They shouldn't just focus on the economy, but also pay attention to the financial cycle. This means raising interest rates when a recovery threatens to become overheated, and otherwise to remind themselves of a virtue they once practiced more assiduously: doing nothing -- and urging those to take action who can truly bring about change, such as policymakers, bankers and business owners.

Central bankers are familiar with Borio's analysis, and many agree with him. But a larger number know that it isn't popular at the moment. "Central bankers have started to acknowledge that financial cycles are important," says the economist. "But how far they are prepared to take action is another question."

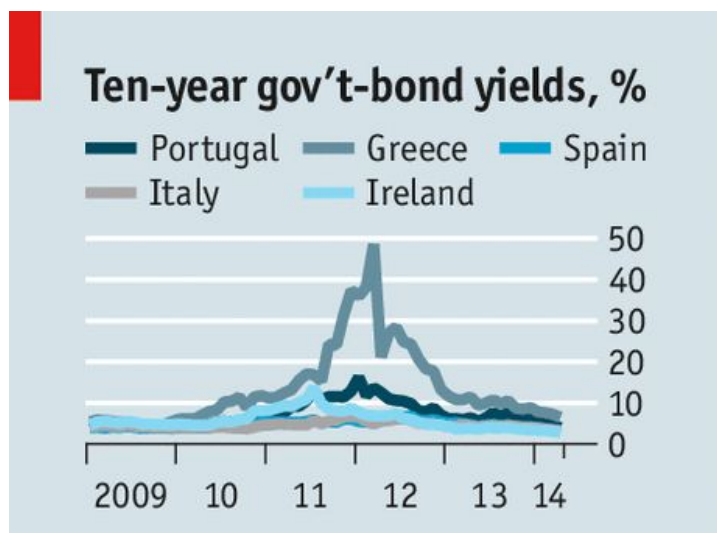
<http://www.economist.com/news/leaders/21600981-southern-europes-economies-are-worse-shape-tumbling-bond-yields-suggest-dont-go-potty>

Europe's bond bubble 102,17

Don't go potty on the peripher

Southern Europe's economies are in worse shape than tumbling bond yields suggest

Apr 19th 2014 | [From the print edition](#)



INVESTORS have developed a remarkable enthusiasm for the European debt they once shunned. On April 10th, only two years after Greece imposed the biggest debt-restructuring in history on its private creditors, it raised €3 billion (\$4.1 billion) in five-year bonds at a yield of less than 5%; the issue was seven times oversubscribed. On April 15th yields on ten-year Italian-government bonds fell to 3.11%, the lowest on record. From Portugal to Ireland, investors are piling into the bonds of the euro zone's peripheral economies, pushing nominal yields down to levels not seen since the single currency began.

It is tempting to say that this is proof that the euro crisis is over: that years of tough reform are paying off, and that lower bond yields should soon lead to greater investment and faster growth. Tempting, but largely wrong. The outlook is far less rosy than the plunge in bond yields suggests. First, there is the cruel arithmetic of deflation. With prices falling in several of the peripheral economies, the real burden of their debts is rising. Second, much of the fall in bond yields reflects investors' hopes that the European Central Bank (ECB) will start printing money, hopes that are likely to be dashed.

A year ago Spain's ten-year bonds yielded 4.7% and its inflation rate was 1.5%. Today ten-year bonds yield 3.1%, but inflation has fallen below zero. On this crude measure, the real yield on these government bonds—that is, after adjusting for inflation—has barely budged. On a fancier measure, using ten-year inflation expectations, real yields on the periphery's sovereign bonds have fallen more, but are still much higher than anywhere else in the rich world. That is why investors are piling in. But it is also why the debt burden is a problem.

Hoping against history

The burden of a country's debts depends on how much it owes and the gap between its growth rate and the real interest rate it must pay. On each count, Europe's peripheral governments fare poorly. Most have debts above 100% of GDP. Structural reforms, from freeing labour markets to deregulating cosseted industries, have not been radical enough to transform their growth prospects (see [article](#)). So the odds are that output will stay weak, deflation will persist and debt will rise further.

The way to avoid this is strong action from the ECB to banish deflation. That is exactly what many investors today are betting on. Thanks to a string of hints from ECB officials that they are considering "unconventional measures" to stop inflation falling further, there is a growing expectation that the ECB is on the brink of cranking up the printing presses.

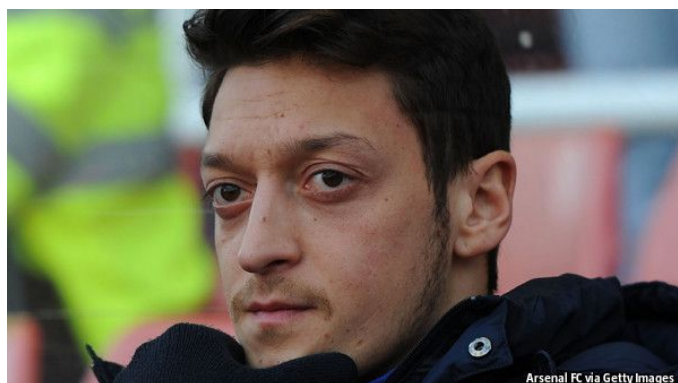
The reality will probably be much less dramatic. Europe's central bankers are willing to talk about bold measures, in the hope that talk alone persuades the markets. But there is no evidence of a commitment to act decisively. Germany's influential Bundesbank is not convinced that low inflation is yet a problem. Even those central bankers who worry about falling prices see endless practical problems in designing measures to combat them. If the ECB acts it will probably be in small, careful steps, starting perhaps with the introduction of a negative rate on bank deposits.

Unfortunately, history suggests that incremental efforts to fight deflation do not work. Take Japan. For two decades the economy was stuck in a trap of economic stagnation, falling prices and rising debt. In the early 2000s the Bank of Japan's timid efforts at battling deflation with money-printing failed. Only since 2013 has the ambitious stimulus of Abenomics begun to succeed. The ECB is much more like the Bank of Japan in 2000 than that of 2014. Until that changes, investors in Europe's periphery should expect more deflation and rising debt. Nominal yields may shrink further, but the problems are not getting any smaller.

Language and migration

Johnson: A little German difficulty 102,18

Apr 16th 2014, 14:47 by R.L.G. | BERLIN



“DEUTSCH oder Englisch?” the gruff middle-aged man behind the counter at the driving-licence authority asked, after a look at my passport. Your columnist had to take the German driving-licence exam; my previous licence (from New York state) is not recognised in Germany. The German test includes questions like: “Where are you allowed to park a trailer with a permissible total mass exceeding 2 tonnes in built-up areas regularly on Sundays and public holidays and between 10pm and 6am?” (An actual question.) One can take the test in various foreign languages. Johnson is not comfortable with many driving-related vocabulary items like “servo-assisted steering” in German, so English it was.

The next test-taker came in, a teenager, and the man asked him “Deutsch oder Türkisch?” All of the ears in the room pricked up. “I grew up in Germany,” the teen replied in unaccented German. “You have a Turkish passport,” the man said neutrally. “But I grew up in Germany,” the young man said again. The test administrator insisted there was no insult in his question.

Should he have known better? There are hundreds of thousands of people of Turkish descent in Berlin; many have been here for decades, and many were born here, with little connection to Turkey aside from a passport. Germany has loosened the old laws that used to require German blood for German citizenship. But getting German citizenship can still be difficult, and double citizenship is usually impossible. (German-born Mesut Özil, pictured, gave up his Turkish citizenship in 2007 so he could play football for Germany.) Young people like the teen taking the driving-licence test are usually not only fluent in German; they often speak no Turkish.

The German man giving the exam could well feel that Germany was generous in offering its national driving-licence exam in so many languages. He clearly felt he was being polite in offering the Turkish language to the holder of a Turkish passport. But the young man had every reason to be prickly too. His passport and dark hair might have said Turkish, but his clothes and his language could not have been much more Berlin. He was hardly an elderly lady in a headscarf, and his passport is not his fault. It is well known that getting a German passport is even harder than getting a driving licence.

It’s not easy being multilingual, Johnson [noted recently in the context of Ukraine](#). This goes for states with ancient linguistic minorities, but it also goes for those made multilingual by recent migration. Attractive rich economies will attract migrants from poorer countries—and this is to the benefit of the receiving country, whatever xenophobes and tabloids might say.

But migration does create ticklish issues. Best known is the common problem of what services to offer in what foreign language—the German driving-licence test can be taken in 11 languages besides German. Why not fewer? Why not more? These problems are obvious ones. More subtle are problems like the one I witnessed: how to know when an offer of a service in a foreign language will be treated as an insult rather than a migrant-friendly kindness?

Berlin is changing quickly, and some people do not like that fact. This is an old story—gentrification—and a new one, the rapid internationalisation of the German capital. Johnson’s wife, talking on her mobile while walking down the street recently, was yelled at: “Speak German!” Shouting at foreigners for speaking a foreign language isn’t very good *Gastfreundlichkeit*.

But it can be off-putting to address someone in their native foreign language when they speak the national language perfectly well. Visitors to Denmark or the Netherlands frequently have their passable but accented Dutch or Danish answered in fluent English by well-meaning natives who forget that this can be taken as a mild slight. The slight can be even greater when it follows from the speaker’s appearance or passport. That Germans have to tiptoe around this in their own capital might rankle. But learning to deal with it is a small price for living in one of the most dynamic and internationally attractive cities in the world.

Les Européens en ordre dispersé face à Poutine 102,19

Publié le 16/04/2014 à 19:27



Les ministres des Affaires étrangères européens se sont accordés pour élargir leur liste de 33 individus visés par des gels d'avoirs et des interdictions de voyager mais ne se sont pas entendus sur un alourdissement des sanctions économiques contre Moscou.

«Les Russes cherchent à diviser les Européens, à cajoler les Allemands et à ignorer les Français»: la formule d'un haut fonctionnaire parisien à la manœuvre sur le dossier de l'[Ukraine](#) reflète peu ou prou la dispersion des Vingt-Huit à l'amorce de la réunion de Genève. L'Ukraine, la [Russie](#), les États-Unis et l'[UE](#) se retrouvent jeudi sur les bords du Léman pour tenter de dénouer la crise ukrainienne, mais la pusillanimité des Européens n'est pas du meilleur augure pour relever un défi déjà très lourd.

Lundi, à Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères européens se sont accordés pour élargir leur liste de 33 individus visés par des gels d'avoirs et des interdictions de voyager en raison de leur rôle dans l'annexion de la Crimée. En revanche, les chefs de la diplomatie ont divergé sur les critères qui les conduiraient à alourdir les sanctions économiques contre Moscou. Laurent Fabius a bien évoqué la possibilité d'un sommet extraordinaire, dès la semaine prochaine, si la réunion de Genève n'aboutissait à rien de concret, pour adopter un nouveau train de sanctions. Une perspective qui, à cette échéance, a laissé dubitatifs nombre de ses homologues européens, tant les positions entre les uns et les autres demeurent éloignées.

En pointant explicitement dans ses déclarations la responsabilité de Moscou, Laurent Fabius n'aura d'ailleurs pas tout à fait été «ignoré»: le ministère russe des Affaires étrangères russe a nommément accusé la diplomatie française de se livrer à des «accusations gratuites»...

Même les plus allants pour sanctionner Moscou veulent s'éviter de porter le fardeau

Avec la France, un certain nombre de pays européens seraient favorables à un alourdissement des sanctions: la Grande-Bretagne, la Pologne - très militante -, la Suède, le Danemark, la République tchèque et les trois pays Baltes, eux aussi fortement «concernés». Un second groupe de pays apparaît plus réticent, comme l'Italie, la Grèce, la Bulgarie, le Luxembourg, l'Autriche, l'Espagne, le Portugal, Chypre - des sanctions économiques contre la Russie «détruiraient l'économie chypriote», a estimé le chef de la diplomatie de l'île, Ioannis Kasoulidès. Un troisième groupe de pays navigue entre deux eaux, les Pays-Bas, la Belgique, la Finlande, l'Irlande, la Roumanie, la Slovaquie, la Croatie et surtout l'Allemagne, pièce importante sur l'échiquier de la crise actuelle.

Lundi, à Luxembourg, le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, a maintenu un profil bas. Et le lendemain, le vice-chancelier Sigmar Gabriel, en charge de l'Économie et de l'Énergie, a envoyé des

signaux plutôt conciliants à la Russie, l'enjoignant de faire preuve de bonne volonté à Genève pour engager une désescalade. Une position qu'expliquent les intérêts économiques et le fait que l'Allemagne importe une bonne part de son énergie de Russie.

À cette aune, la France a aussi en jeu la vente de ses deux bateaux Mistral et le souci que Moscou continue à faciliter jusqu'au bout le retrait des troupes d'Afghanistan. La Grande-Bretagne, elle, sert de centre financier offshore pour les riches hommes d'affaires russes.

Même les plus allants pour sanctionner Moscou veulent s'éviter de porter le fardeau. Ainsi, les Britanniques mettent l'accent sur la réduction de la dépendance énergétique à l'égard de la Russie et l'interruption des ventes d'armes à ce pays, mais rechignent au blocage des flux financiers. En revanche, la Lituanie, totalement dépendante du gaz russe, veut sévir sur le secteur bancaire. Une équation compliquée, qui fait dire à certains que si la Russie s'abstient de franchir la ligne rouge d'une intervention militaire, un renforcement des sanctions européennes paraît peu probable.

Gel des retraites : le faux courage de Manuel Valls 102,21

Le Point.fr - Publié le 16/04/2014 à 19:17 - Modifié le 17/04/2014 à 07:40

Depuis 1991, la gauche sait que le système de retraite va dans le mur. En gelant les pensions, Valls enterre une fois de plus l'indispensable réforme.



Manuel Valls et

François Hollande le 13 avril 2014. © Alain Jocard / AFP

Par **PATRICK BONAZZA**

Les retraites seront gelées. Jusqu'à quand ? Au moins jusqu'à octobre 2015. Quelle bonne idée ! Et pourquoi ne pas les réduire comme en Grèce ou en Espagne au stade où on en est ? Non, Manuel Valls joue les grands protecteurs. Il désindexe, c'est tout. Ses airs de matamore cachent pourtant une invraisemblable désinvolture. Pas vraiment la sienne, mais celle de toute la gauche.

Voilà plus de quarante ans, depuis le Livre blanc de Michel Rocard (un des mentors de Valls) publié en 1991, que la gauche sait que le régime des retraites va dans le mur. Premier ministre, Lionel Jospin (autre mentor de Valls) n'ignorait rien de cela. Mais pour faire l'économie de réformes, il s'est contenté de créer le Fonds de réserve des retraites que, plus tard, Sarkozy et Fillon allaient siphonner. La gauche s'est toujours débrouillée pour éviter d'attaquer de front le régime des retraites.

Injustice

Et quand on dit "le" régime, c'est plutôt "les", car il en existe en France au moins une quarantaine. Le plus exigeant, le plus rigoureux, le plus dur est celui réservé aux salariés du privé. Autrement dit à ceux qui sont en première ligne dans la compétition mondiale. Ceux dont la carrière, surtout quand ils travaillent pour des PME, est prise dans la tourmente des délocalisations et des plans sociaux. Et que la gauche ignore superbement, s'agissant des retraites.

Elle leur préfère les fonctionnaires (État, collectivités locales, hôpitaux) et les employés protégés d'EDF, de la SNCF, de la RATP sans parler de l'Opéra ou de la Comédie-Française. Et pour cause, ces salariés (au premier rang desquels les enseignants) fournissent le gros de ses militants et de ses votes. Peu importe que leurs régimes de retraite soient bien plus avantageux que celui des salariés du privé. Les fonctionnaires partent avec 75 % de la moyenne de leurs six derniers traitements et la plupart des agents SNCF-EDF-RATP se retirent entre 52 et 57 ans. C'est l'histoire d'une injustice absolue qui va parfois se loger dans des détails insupportables : dans un couple, le régime de réversion des retraites est beaucoup plus avantageux dans le public que dans le privé.

Quand il est arrivé en 2012 au pouvoir, François Hollande, flammèche au vent, a parlé de rétablir la justice. Au lieu de cela, il a brouillé les pistes. Il a donné la retraite à soixante ans à ceux qui ont cotisé plus de quarante ans. Il a ouvert le chantier de la pénibilité. Inattaquable sur le plan des principes ! Mais uniquement source de dépenses pour les régimes de retraite quand il fallait réaliser des économies que l'on aurait pu faire en calant tous les Français sur le régime du privé.

Une longue incurie

Pour le reste, aucune prise de risque, la réforme Hollande prolonge ce qu'avait lancé la réforme Sarkozy de 2010 (on ira à 43 ans de cotisations). La droite est la seule à avoir changé un peu la donne pour tous (en repoussant l'âge de la retraite de 60 à 62 ans et la durée des cotisations de 37 ans ½ à 41 ans ½). Elle non plus pourtant n'a pas osé s'attaquer aux régimes spéciaux - ou si peu. Cette longue incurie oblige aujourd'hui le Premier ministre à recourir à une ficelle énorme : geler les retraites.

Il veut faire passer pour du courage, de la rigueur, ce qui relève de quarante ans de petites et grandes lâchetés. Car à chaque fois, dans les dernières décennies, lui et ses amis socialistes - tous courants confondus - se sont opposés violemment aux réformes de la droite. Et à aucun moment ils n'ont songé à s'inspirer de ce qu'ont fait les Suédois : un même système de retraite pour tous (fonctionnaires ou salariés du privé) ; chacun pouvant s'arrêter à partir de 61 ans et améliorer sa pension en travaillant au-delà. Cerise sur le gâteau, le système prévoit un peu de capitalisation. Cette réforme a été lancée par Ingvar Carlsson. Un social-démocrate. C'était en 1991, l'année du Livre blanc de Rocard...

Le Point.fr - Publié le 17/04/2014 à 06:10

VIDÉOS. Promouvoir l'ambition des Américains en dénigrant la paresse des Français : c'est l'idée de la dernière publicité du constructeur automobile. 102,22



et l'ELR de Cadillac. © Compte YouTube Cadillac

Par JUSTINE MAZZONI

"Pourquoi travaillons-nous si dur pendant que d'autres vont au café et prennent tout le mois d'août de vacances ? Pour ça !" s'exclame Neal McDonough devant une somptueuse piscine. Dans le dernier spot publicitaire pour Cadillac, l'acteur, connu pour son rôle dans la série *Desperate Housewives*, campe un bon père de famille américain qui mène une vie fastueuse. Il y traverse sa luxueuse villa en faisant l'apologie du rêve américain : ambition, travail acharné et matérialisme. Après avoir cité quelques héros nationaux - les frères Wright, Bill Gates, Mohamed Ali -, il se vante même de faire partie de ce peuple qui est allé sur la Lune, s'y est ennuyé et est le seul capable d'y retourner.

Une prétention empreinte d'ironie envers ces "autres" qui procrastinent, ces paresseux qui n'accomplissent rien de grand. Mais de qui parle-t-il ? Des Français ! Impossible de ne pas comprendre le message quand, après une minute de lynchage, l'acteur conclut par un "N'est-ce pas ?" en français dans le texte.

REGARDEZ la publicité Cadillac :

Le french bashing à la mode

Pour vendre sa dernière voiture électrique, le constructeur de Detroit a donc misé sur une pratique désormais très à la mode dans les pays anglo-saxons : le "french bashing", qui consiste à dénigrer tout ce qui se rapporte de près ou de loin à la France et à ses ressortissants. Diffusée pendant les Jeux olympiques de Sotchi, la publicité a finalement été retirée au profit de spots vantant les qualités innovantes et technologiques du véhicule. En effet, une partie des Américains n'a pas apprécié la présomption selon laquelle tous ceux qui travaillent dur peuvent s'offrir ce coupé à 75 000 dollars - soit 54 000 euros.

Les Français n'ont donc pas eu besoin de s'abaisser à riposter alors qu'une autre parodie américaine faisait déjà son apparition. Elle est signée d'un concurrent, Ford, qui reprend la trame de fond de la publicité Cadillac pour promouvoir une voiture électrique plus modeste. Le personnage central, Pashon Murray, véritable fondatrice d'une entreprise solidaire de récupération de déchets, y explique travailler non pas pour s'offrir des biens matériels, mais pour un monde meilleur. Tel est pris qui croyait prendre.


REGARDEZ la publicité Ford

Europa lebt von der deutschen Industrie 102,23

18.04.2014 · Deutschlands Exportstärke geht zu Lasten anderer Länder? Von wegen. 3,5 Millionen Arbeitsplätze in Europa hängen davon ab, dass deutsche Unternehmen dort Material einkaufen.

Von JOHANNES PENNEKAMP



© REUTERS  Arbeiter im Porsche-Werk in Stuttgart.

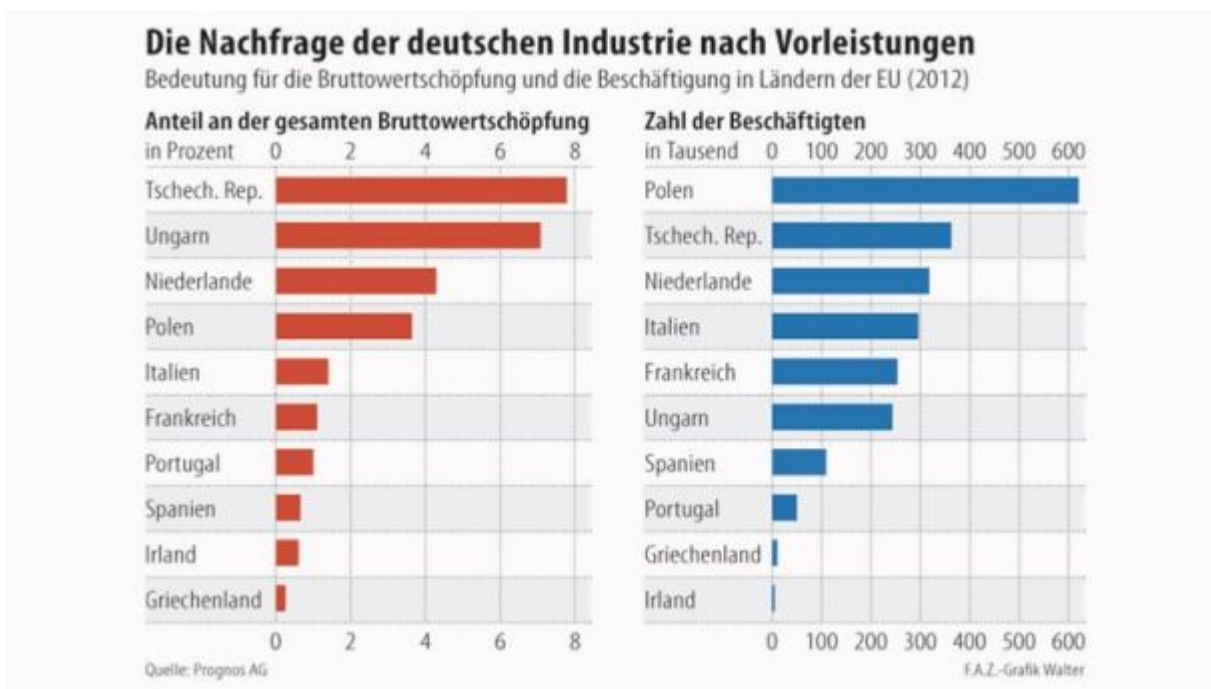
Die starke Entwicklung der exportorientierten deutschen Industrie sorgt seit Monaten **für hitzige Debatten**. Für die einen ist die hohe Wettbewerbsfähigkeit der Deutschen eine Erfolgsgeschichte – den anderen ist sie ein Dorn im Auge. Das Argument der Kritiker: Die mit der Exportstärke einhergehenden großen Überschüsse in der Leistungsbilanz gingen zu Lasten der übrigen EU-Staaten und müssten schleunigst abgebaut werden.



Autor: Johannes Pennekamp, Jahrgang 1983, Redakteur in der Wirtschaft.

Eine noch unveröffentlichte Studie, die dieser Zeitung vorliegt, dürfte die Position der Kritiker schwächen. Die deutsche Industrie sorgt mit ihrer Nachfrage nach Vorleistungsprodukten demnach in anderen EU-Staaten für 3,5 Millionen Arbeitsplätze und eine erhebliche Wertschöpfung, hat die Prognos AG im Auftrag der Vereinigung der Bayerischen Wirtschaft (VBW) berechnet. Würde die deutsche Industrie im internationalen Vergleich an Wettbewerbsfähigkeit verlieren, träfe das mittelfristig auch die Handelspartner empfindlich. „Damit ist die Mär widerlegt, die Exporterfolge der Bundesrepublik gingen zu Lasten der anderen EU-Staaten“, sagt VBW-Geschäftsführer Bertram Brossardt.

Die Ergebnisse sind in ihrem Ausmaß bemerkenswert. Die Erklärung dafür ist die enge Verflechtung der europäischen Volkswirtschaften. Allein im Jahr 2012 kauften deutsche Unternehmen aus anderen EU-Staaten laut der Studie Vorprodukte im Wert von 409 Milliarden Dollar ein – zum Beispiel Autobremsscheiben aus Tschechien. Diese werden dann in deutschen Fabriken verbaut und auf dem Heimatmarkt oder eben im Ausland verkauft.



© F.A.Z.  Bedeutung

für die Bruttowertschöpfung und die Beschäftigung in Ländern der EU

Die mit Abstand meisten Vorleistungen bezieht Deutschland in der EU aus den Niederlanden und Belgien, auch wegen der großen Häfen in Antwerpen und Rotterdam. Es folgen Frankreich, Italien, Großbritannien und die Tschechische Republik. Mehr als 60 Milliarden Euro für

Vorleistungen aus dem EU-Ausland gab zuletzt die Chemieindustrie aus, aber auch Autohersteller, Maschinenbauer und die Metallindustrie sind in großem Maßstab auf die internationale Arbeitsteilung angewiesen.

Für die Handelspartner sind die Lieferungen nach Deutschland von enormer Bedeutung. „Etwa 8 Prozent der gesamten Wirtschaftsleistung der Tschechischen Republik wird durch Nachfrage nach Vorleistungsgütern aus dem deutschen Verarbeitenden Gewerbe induziert“, rechnen die Autoren vor. 2012 habe der Anteil in Ungarn 7 Prozent ausgemacht, in Belgien, den Niederlanden und Österreich etwa 4 Prozent. Beachtlich ist der Beschäftigungseffekt, der damit einhergeht. In Polen schätzen ihn die Forscher auf rund 600.000 Arbeitsplätze, in Tschechien, den Niederlanden und Rumänien auf mehr als 300.000 Stellen, in Frankreich und Italien sind es geringfügig weniger.

Die Europäische Kommission sieht den hohen Leistungsbilanzüberschuss Deutschlands kritisch und unterzieht ihn im Rahmen eines Makroökonomischen Ungleichgewichtsverfahrens einer vertieften Analyse. [Im März hatte die Kommission eine zu schwache Binnennachfrage bemängelt, die Exportstärke an sich aber positiv hervorgehoben.](#)

Dennoch löste die Kritik bei Politikern hierzulande die Sorge aus, dass die Debatte Maßnahmen begünstigen könnte, die letztlich die deutsche Wettbewerbsfähigkeit schwächen würden. „Die schlichte These, wir müssten durch deutliche Lohnsteigerungen und weitere soziale Ausgabenblöcke den Binnenbereich stärken, ist zum Scheitern verurteilt“, sagte der hessische Ministerpräsident Volker Bouffier (CDU) dieser Zeitung.

Welche tiefgreifenden Folgen eine Schwächung des Standorts auch für andere Länder hätte, führt die Studie eindrucksvoll vor Augen. Würden die Lohnstückkosten in den Jahren 2014 bis 2016 – zum Beispiel durch den Mindestlohn und einen geringeren Produktivitätszuwachs – um 1,4 Prozentpunkte stärker zulegen als eigentlich zu erwarten, gibt es zwar kurzfristig positive Impulse durch höhere Lohneinkommen. Im Jahr 2020 sei das Bruttoinlandsprodukt der übrigen EU-Länder dann aber um 0,5 Prozent niedriger als mit einer starken Wachstumslokomotive Deutschland. „Gerade aus Sicht unserer europäischen Partner ist eine Schwächung der deutschen Industrie unsinnig“, sagt VAW-Geschäftsführer Brossardt. Frankreich und die südeuropäischen Länder bekämen diesen Effekt besonders deutlich zu spüren.

Weitere Artikel

- [Kommentar: Gute Exportüberschüsse](#)

Gute Exportüberschüsse 102,25

18.04.2014 · Die deutschen Exportüberschüsse bieten immer wieder Anlass zu Kritik. Jetzt aber zeigt sich: Deutschlands Wirtschaftskraft nutzt dem Rest Europas. Schlecht, dass Deutschland diese Kraft verspielt.

Von CARSTEN KNOP

[Artikel](#) [Lesermeinungen](#) (2)

Die deutschen Exportüberschüsse bieten immer wieder Anlass zu Kritik aus anderen Ländern. In der amerikanischen Regierung, im Internationalen Währungsfonds und in anderen europäischen Staaten heißt es regelmäßig, der deutsche Überschuss habe zu Ungleichgewichten beigetragen. Als Konsequenz einer unfairen deutschen Lohnzurückhaltung hätten die Reallöhne in Deutschland jahrelang stagniert. Darum habe sich die Wettbewerbsfähigkeit verbessert und Deutschland seine Arbeitslosigkeit in andere Staaten exportiert.



Autor: Carsten Knop, Jahrgang 1969, Redakteur in der Wirtschaft, verantwortlich für die Unternehmensberichterstattung, zuständig für „Die Lounge“.

Tatsächlich ist die globalisierte Welt komplizierter. [Eine neue Studie von Prognos zeigt, welche positiven Auswirkungen gerade eine blühende deutsche Wirtschaft auf andere Länder haben kann](#), indem sie Vorleistungen importiert. Insofern ist es gut, dass Deutschland trotz seines Leistungsbilanzüberschusses gerade nicht vorgeworfen werden kann, das Land habe eine Importschwäche. Mit einem Importanteil von knapp unter 50 Prozent ist Deutschland offener als ein Land wie Frankreich mit einem Anteil von 30 Prozent.

Dass sich die Deutsche Wettbewerbsfähigkeit in den vergangenen Jahren verbessert hat, liegt weniger an der deutschen Lohnzurückhaltung als an hohen Steigerungen in anderen Ländern. Noch spannender sind die Prognos-Aussagen für die Zukunft: Würden die Lohnstückkosten in den Jahren 2014 bis 2016 um 1,4 Prozentpunkte stärker zulegen als eigentlich zu erwarten, brächten die höheren Löhne zwar kurzfristig positive Impulse für die Binnennachfrage in Deutschland. Im Jahr 2020 wäre das Bruttoinlandsprodukt der übrigen EU-Länder aber um 0,5 Prozent niedriger als mit einer starken Wachstumslokomotive Deutschland.

Weitere Artikel

• [Studie zu Exportüberschüssen: Europa lebt von der deutschen Industrie](#)

Die schlechte Nachricht ist, dass sich die Dinge in Deutschland genau in diese Richtung entwickeln. Mindestlohn und steigende Sozialversicherungsbeiträge werden sich negativ auf das deutsche Importwachstum auswirken und damit den Aufschwung in anderen Ländern bremsen.

Was könnte man tun? Gut wäre es, wenn die Deutschen ihre eigene Wettbewerbsfähigkeit nicht durch rückwärtsgewandte Klientelpolitik verspielten – das betrifft auch die Rente mit 63. Eine starke deutsche Wirtschaft hilft allen. In offenen Volkswirtschaften sind Leistungsbilanzungleichgewichte ein ganz normales Phänomen. Hilfreich wäre es aber auch, wenn die Deutschen ihre Leistungsbilanzüberschüsse sinnvoller anlegten als bisher, zum Beispiel indem sie in den Peripherieländern direkt investierten und so deren Wirtschaft stärkten.

Les musulmans défendent la famille 102,26



En congrès ce week-end, l'UOIF aborde les inquiétudes suscitées par le mariage homosexuel et la théorie du genre.

Les musulmans de France se sont montrés discrets ces deux dernières années sur la question du [mariage pour tous](#) et sur la théorie du genre, mais ils n'en sont pas moins inquiets. Ils pourraient sortir ce week-end de leur réserve pour s'exprimer publiquement à l'occasion du rassemblement annuel de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) organisé jusqu'à lundi au Parc des expositions du Bourget précisément sur le thème: «Quelles valeurs pour un monde en mutation? L'homme, la famille, le vivre ensemble».

Même si l'UOIF, proche des Frères musulmans, n'est que l'une des branches de l'islam de France, elle en est la famille la plus dynamique et la mieux organisée puisqu'elle fédère pas moins de 250 associations, revendiquent des partenariats avec un tiers des 3000 mosquées ou lieux de culte en France et vient de lancer une fédération pour les écoles musulmanes. Rien d'étonnant donc à ce qu'elle attende pas moins de 160.000 visiteurs au Bourget!

«Les thèmes du rassemblement collent toujours à l'actualité», explique [Amar Lasfar](#), président de l'UOIF. «Le mariage pour tous, l'ABCD de l'égalité... ça heurte notre religion et ça nous inquiète», ajoute-t-il. De fait, son prédécesseur, Ahmed Jaballah, avait participé au nom de l'UOIF à la finale de la grande Manif pour tous, le 13 janvier 2013. Il expliquait alors: «Nous sommes sur la même position que toutes les traditions religieuses et humanistes qui estiment que la structure familiale reste la cellule de base de la société. Or, un tel projet met directement en cause la famille.»

Pour autant, l'UOIF s'est désolidarisée de l'initiative lancée par Farida Belghoul en janvier dernier, consistant à boycotter, de temps à autre, l'école en retirant ses enfants pour protester contre l'[ABCD de l'égalité](#). «Nous refusons d'utiliser les enfants dans les débats des grands», assure Amar Lasfar et «nous sommes pour le débat mais nous ne voulons pas de polémique».

Même position pour l'invité vedette du rassemblement Tariq Ramadan, qui confiait jeudi matin, au micro de [Jean-Jacques Bourdin](#) sur RMC-BFM, «Je suis absolument contre cette façon de faire. On a dit n'importe quoi sur la question du genre qui doit être débattue.» Il ajoutait à propos du mariage homosexuel qu'il pose un problème de conscience du point de vue de la conscience religieuse car «l'homosexualité ce n'est pas le projet divin, cela va à l'encontre de ce que je considère comme ma foi». Tariq Ramadan insistait toutefois aussitôt pour dire qu'il faut respecter la loi tout comme l'État de droit.

Il est probable que Tariq Ramadan ne tiendra pas un autre langage à la tribune du Bourget, lui qui encourage ses auditeurs musulmans français à entrer dans la culture française pour la connaître de l'intérieur et y agir «plus efficacement» en tant que musulmans. En 2012, il avait dit à cette tribune que la foi a «une vue longue» et si «le Prophète a été si efficace à La Mecque», c'est «parce qu'il connaissait bien la société» de cette ville. En France, avait-il conclu, «vous avez à connaître votre société» et prendre «conscience de votre responsabilité» car «nous portons un dépôt, un message» pour ce pays et «l'islam est un et accepte toutes les cultures». Seulement, «il va falloir résister», avait-il lancé.

Cette vision d'un islam fortement identifié mais très intégré est reprochée à l'UOIF par des mouvements plus radicaux et Amar Lasfar reconnaît qu'«une partie des nôtres est tentée par un repli identitaire» en se plaignant car «les premiers à en souffrir, c'est nous».

Une crispation qui faisait dire à [Tariq Ramadan](#) jeudi matin: «Les coupables sont ceux qui font de la présence de l'islam en France uniquement un sujet de controverse et jamais un sujet de dialogue serein.» Il déclarait «quand on n'a pas de projet social, à droite comme à gauche, le meilleur ennemi facile, c'est l'islam».

La réponse laïque de lycées marseillais face à l'essor des « tenues islamiques » 102,27

LE MONDE | 18.04.2014 à 12h11 • Mis à jour le 20.04.2014 à 07h49 | Par Maryline Baumard (Marseille, envoyée spéciale)



« Ça a sonné. Dépêchez-vous. » Les surveillants, Loubna et Alain, battent le rappel devant le lycée La Calade. Il est 14 heures, jeudi 10 avril, dans le 15^e arrondissement de Marseille. Le soleil chauffe les barres d'immeubles des quartiers nord et retient les élèves dehors. Nassima range son chapelet musulman. Samia se lève, époussette la longue jupe marron qui tombe sur ses pieds, sort de son sac un gilet, son carnet de correspondance, et se dirige vers l'entrée.

Loubna et Alain contrôlent le « check-point » entre le monde des cités et celui de l'école. Deux conditions pour passer : carnet de correspondance et chevelure libre. Sans qu'on lui demande quoi que ce soit, Samia ôte la partie supérieure de sa tenue couvrante, son jilbeb. Elle roule dans son sac la cape, assortie à sa jupe, qui couvrait ses cheveux et flottait sur son buste, enfile son long gilet et rejoint ses copines.

A l'entrée de La Calade, le déshabillage est quotidien. « Parmi nos 500 élèves, une dizaine arrive en tenue intégrale », recompte mentalement la proviseure Marie-Pierre Van Huffel qui reconnaît l'augmentation du phénomène.

Les longues jupes noires ou foncées, les sarouels passent l'entrée. S'agit-il de signes religieux ? « Quand ces tenues sont apparues il y a deux ans, le recteur d'alors a posé cette règle simple que les vêtements achetés par des circuits islamiques étaient des signes religieux », rappelle la proviseure. Depuis, les jeunes filles concernées plaident, même si personne ne s'y trompe, que leur jupe provient de la grande distribution...

A La Calade, la tenue n'est pas complétée par des gants, alors qu'au lycée général Saint-Exupéry, dans les quartiers nord aussi, il a fallu les interdire. « Saint-Ex » compte dans ses 1 500 élèves une trentaine de filles qui arrivent en jilbeb. Le proviseur, Olivier Briard, a fait installer un miroir en pied dans son hall pour qu'elles puissent réajuster leur voile à la sortie.

Si Marie-Pierre Van Huffel estime que « ces tenues sont un problème parmi bien d'autres », Olivier Briard trouve que cela « mobilise beaucoup d'énergie. Le sujet est récurrent dans tous les conseils d'administration et divise l'équipe éducative ». En 2013, il a organisé une demi-journée pour réfléchir, faire adopter une ligne commune à ses 162 enseignants et ses surveillants – qui viennent des mêmes quartiers que les élèves. « Après des débats houleux, nous avons réécrit le règlement intérieur et y avons ajouté une “démarche laïque d'intégration”. Aujourd'hui, j'affirme qu'on tient... Mais je ne sais pas pour combien de temps », ajoute-t-il.

LE PORT DU JILBEB, MARQUE D'UN ISLAM QUI SE DURCIT ?

Dans les deux lycées, la loi de 2004, qui interdit les signes ostentatoires, sert de boussole. Elle est perçue comme un bon outil, auquel il faut ajouter la négociation permanente. Pour le voile, le message est passé. Pour les jupes, les équipes composent pour garder les élèves en évitant la contagion. « Quand un parent vous dit : “Vous la prenez comme ça ou elle reste à la maison”, on attend un peu avant de revenir à la charge », explique M^{me} Van Huffel, consciente que dans ces quartiers, la réussite au bac professionnel est déjà 5 points en dessous de la moyenne nationale.

Mais c'est difficile pour les professeurs. Marie-Claude Lubac enseigne l'accueil et la vente depuis seize ans. « *Ces tenues me gênent en tant qu'enseignante et en tant que femme. Cela crée un climat assez lourd dans la classe. Mais je suis quand même rassurée que certaines mettent des petits talons et un tailleur pour chercher un stage.* » Que cache le port du jilbeb ? Une crise d'adolescence, version cité ? La marque d'un islam qui se durcit ? M. Briard estime qu'« *un tiers de ces jeunes filles se sert de ce vêtement pour marquer son mal-être adolescent et autant pour marquer sa foi* ».

Samira est de celles-là. A 17 ans, la lycéenne en filière gestion est voilée depuis huit mois. Deux jours par semaine, elle va à l'école coranique. Le samedi, elle se rend à la mosquée. « *La religion, c'est plus que ma vie, lance-t-elle, un rien exaltée. Mais pour mes études, je suis prête au compromis. Je comprends l'exigence de laïcité, et mon lycée est le seul lieu où je me découvre* », explique la jeune fille dont aucun des parents ne travaille. « *C'est pas facile... Mais on a la religion* », ajoute-t-elle, toujours tout sourire. A Marseille, un ménage sur quatre vit sous le seuil de pauvreté (contre 14 % sur la France).

DES RENTRÉES DE PLUS EN PLUS DIFFICILES

Des jeunes filles comme Samira, Pascal Bonicel, principal adjoint du collège Manet, dans le 14^e arrondissement, en croise souvent. « *Dans l'établissement, nous n'avons que deux cas de tenue musulmane. Mais dans le quartier j'en vois beaucoup en tenue intégrale* », ajoute-t-il. Son collègue, le principal du collège Henri Barnier, a dû appeler l'imam de la mosquée voisine face au fort taux d'absentéisme du vendredi après-midi.

Cette pression, Asma la connaît bien. La jeune fille de 17 ans habite le 3^e arrondissement et étudie à La Calade. « *Dans mon quartier, des jeunes frappent aux portes toutes les semaines pour rappeler qu'on doit se comporter en bon musulman. Il y a aussi les petites filles voilées de 6 ou 7 ans autour de la mosquée...* » Dans *Passion française, les voix des cités* (Gallimard, 288 p., 18,90 €), Gilles Képel s'inquiète de l'influence des salafistes, qui tiennent la mosquée du 3^e arrondissement.

Une note des services de la Direction centrale de la sécurité publique, révélée par *Le Figaro*, le 10 avril, corrobore ce durcissement contre lequel lutte l'école. « *A chaque retour de vacances, il faut reprendre les négociations sur les tenues. Preuve que d'autres plaident contre nos positions d'éducateur* », regrette M. Briard. A La Calade, Alain aussi trouve les rentrées de plus en plus difficiles, même si la consigne reste identique. « *On veut éviter le conflit, les situations bloquées* », insiste M^{me} Van Huffel.

COMMISSION MIXITÉ

M. Briard, lui, s'est servi des élèves élus au conseil de la vie lycéenne pour convaincre leurs camarades. Un des leviers sur lesquels le recteur d'académie Ali Saïb mise aussi. Il connaît les quartiers pour y avoir vécu et n'est pas dupe du climat de tension latente. Un de ses adjoints, Rodrigue Coutouly, y a fait toute sa carrière et a réuni les 25 chefs d'établissement dans une commission laïcité.

La réflexion qui y est menée sert de base à la construction d'un module de formation pour les nouveaux enseignants, mais aussi pour tous les cadres de l'académie. Le recteur y tient. Pour lui, cette poussée de l'islam « *met en évidence des points sur lesquels le système doit évoluer. C'est vrai pour la diffusion des bonnes pratiques développées par les établissements les plus concernés, mais aussi pour l'intégration des lycéens élus comme porteurs du message de laïcité* ». Toutes ces questions accompagnent Ali Saïb dans sa mission quotidienne.

En attendant que le combat pour plus de mixité sociale et culturelle marque des points, les établissements gèrent. A La Calade, la proviseure vient d'exiger qu'une élève enlève ses boucles d'oreille en forme de croix, afin que les jeunes musulmanes ne se sentent pas stigmatisées.

<http://www.zerohedge.com/news/2014-04-19/its-time-retire-gross-domestic-product-measure-prosperity>

It's Time To Retire Gross Domestic Product As A Measure of Prosperity 102,29

Submitted by [Tyler Durden](#) on 04/19/2014 18:34 -0400

Submitted by [Charles Hugh-Smith](#) of [OfTwoMinds](#) blog,

What if we used wellness (Gross Domestic Happiness) as a metric for prosperity rather than GDP?

Distilling an economy's success in delivering "prosperity" to a single number has outlived its purpose. Zachary Karabell describes the birth of GDP in far less complex times in [\(Mis\)leading Indicators: Why Our Economic Numbers Distort Reality](#) (Foreign Affairs):

A GDP that is growing in sync with expectations can enhance a country's reputation and thus its strength and power. A GDP that is contracting or failing to meet expectations, on the other hand, can lead to disaster. Yet a hundred years ago, the concept of GDP did not exist; history unfolded without it. The United States, for example, managed to win its independence, fight a civil war, and conquer a continent without any measure of national income.

GDP's origins lie in the 1930s, when economists and policymakers in the United States and the United Kingdom struggled to understand and respond to the Great Depression.

It is not terribly surprising that economists and policymakers came to favor a statistical technique that helped the United States survive a depression and win a war. But not even the economists who invented this metric imagined that GDP would become so central to every state in the world within a few short decades.

The problem is this radical reductionism at the heart of any single measure is irrevocably flawed:

Leading indicators were invented to measure the economies of the industrial nation-states of the mid-twentieth century. In their time, they did so brilliantly. The twenty-first century, however, is proving more challenging to measure. Industrial nation-states have given way to developed economies rich in services and to emerging industrial economies exporting goods made by multinational companies. The statistics of the 20th century were not designed for such a reality, and despite the assiduous efforts of statisticians, they cannot keep up.

These shifts have created a temptation to find new formulas, better indicators, and new statistics. But the belief that a few simple numbers or basic averages can capture today's multifaceted national and global economic systems is a myth that should be abandoned. Rather than seeking new simple numbers to replace old simple numbers, economists need to tap into the power of the information age to figure out which questions need to be answered and to embrace new ways of answering them.

The limitations of GDP are so severe that the number is at best misleading. Karabell identifies three intrinsic flaws in any single-number scheme to measure GDP:

1. GDP does not include vast swaths of economic output and value
2. GDP is useless in measuring real-world trade
3. GDP counts digging a hole and filling it but not conservation of energy or resources.

If a steel mill produces pollution that then requires a cleanup, both the initial output (the steel) and the cost of addressing its byproduct (the cleanup) add to GDP. So, too, would the cost of health care for any workers or residents injured or sickened by the pollution. Conversely, if a company replaces its conventional light bulbs with long-lasting LED bulbs and, as a result, spends less on lighting and electricity, the efficiency gains would detract from GDP. Yet few would argue that the pollution example represents a positive development or that the lighting example constitutes a negative one.

The simplistic assignment of "import" and "export" completely misses the reality of modern manufacture and trade, where parts come from multiple nations. As Karabell explains:

If trade numbers more accurately accounted for how products are made, it is possible that the United States would not have any trade deficit at all with China. The problem, in short, is that trade figures are currently calculated based on the assumption that each product has a single country of origin and that the declared value of that product goes to that country. Thus, every time an iPhone or an iPad rolls off the factory floors of Foxconn (Apple's main contractor in China) and travels to the port of Long Beach, California, it is counted as an import from China.

A more reasonable standard, of course, would recognize that iPhones and iPads do not have a single country of origin. More than a dozen companies from at least five countries supply parts for them. Infineon Technologies, in Germany, makes the wireless chip; Toshiba, in Japan, manufactures the touchscreen; and Broadcom, in the United States, makes the Bluetooth chips that let the devices connect to wireless headsets or keyboards.

Taking these facts into account would leave China, the supposed country of origin, with a paltry piece of the pie. **Analysts estimate that as little as \$10 of the value of every iPhone or iPad actually ends up in the Chinese economy,** in the form of income paid directly to Foxconn or other contractors.

I have addressed this issue for years, for example: [Trade War with China: Who Benefits?](#) (April 11, 2007)

[Trade and "Trade War" with China: Who Benefits?](#) (October 5, 2010)

No single number, regardless of the inputs, can possibly reflect the real economy. Karabell concludes:

How entrepreneurs run effective businesses; how individuals buy homes, pay for college, or retire -- none of those decisions should be based on the leading indicators of the last century. Old attachments to those indicators, and to the myth that there is something called "the economy" that affects all people equally, poses a major obstacle to progress.

Karabell also discusses what I call the *propaganda value of GDP*:

These measurements were not invented to serve as absolute markers of national success or failure or to indicate whether some governments were visionary and others destructive. But the transformation of these numbers from statistics into markers of national success happened so quickly over the course of a few decades that no one quite noticed what was happening.

I tend to think political authorities knew exactly what was happening: they realized that their own credibility could be boosted by a rigged GDP number. Thus we have the central government of China issuing blatantly bogus claims of 7+% annual GDP, as anything less will severely erode their claim of managerial brilliance.

In our own propaganda-dependent state, GDP is almost always positive, much like corporate earnings always beat expectations by a penny.

But we should be paying attention to an even deeper critique of GDP: that prosperity no longer depends of the "growth" of consumption, financialization, etc. but on the Degrowth of narcissistic consumerism and more efficient use of resources and capital.

What if we used Bhutan's guiding national policy of Gross Domestic Happiness, as a metric for prosperity?

A second-generation GNH concept, treating happiness as a socioeconomic development metric, was proposed in 2006 by Med Jones, the President of International Institute of Management. The metric measures socioeconomic development by tracking seven development areas including the nation's mental

and emotional health. GNH value is proposed to be an index function of the total average per capita of the following measures:

1. *Economic Wellness: Indicated via direct survey and statistical measurement of economic metrics such as consumer debt, average income to consumer price index ratio and income distribution*

2. *Environmental Wellness: Indicated via direct survey and statistical measurement of environmental metrics such as pollution, noise and traffic*

3. *Physical Wellness: Indicated via statistical measurement of physical health metrics such as severe illnesses*

4. *Mental Wellness: Indicated via direct survey and statistical measurement of mental health metrics such as usage of antidepressants and rise or decline of psychotherapy patients*

5. *Workplace Wellness: Indicated via direct survey and statistical measurement of labor metrics such as jobless claims, job change, workplace complaints and lawsuits*

6. *Social Wellness: Indicated via direct survey and statistical measurement of social metrics such as discrimination, safety, divorce rates, complaints of domestic conflicts and family lawsuits, public lawsuits, crime rates*

7. *Political Wellness: Indicated via direct survey and statistical measurement of political metrics such as the quality of local democracy, individual freedom, and foreign conflicts.*

Here in the U.S., we give lip-service to all these values, but ask yourself: where do we spend most of our time? Serving our masters in the State/crony-cartel economy, creating GDP.

Yes, we all still need to earn a livelihood, but imagine a society constructed around generating Gross Domestic Happiness instead of GDP. The power structure would collapse because none of these activities generate enough profits or taxes to keep the Machine operational.

It is a sad statement that we often only awaken to real value and meaning when we've run out of time to change the way we "invest" our time.

Average:

<http://www.zerohedge.com/news/2014-04-19/everything-we-are-told-about-deflation-lie>

Everything We Are Told About Deflation Is A Lie 102,32

Submitted by [Tyler Durden](#) on 04/19/2014 16:18 -0400

Submitted by [Tim Price](#) via [The Cobden Center blog](#),

"The European Central Bank has given its strongest signal yet that it is prepared to embrace quantitative easing to prevent the euro zone from sliding into deflation or even a prolonged period of low inflation."

- 'Draghi strengthens QE signal', *Financial Times*, April 4, 2014.

Yes, heaven protect Europe's embattled citizens and savers from a prolonged period of low inflation. How could they possibly survive it ?

If history is any guide, probably quite well. As Chris Casey points out in his essay 'Deflating the deflation myth', the American economy during the 19th Century twice experienced deflationary periods of roughly 50 percent:



Source: [McCusker, John J. "How Much Is That in Real Money?: A Historical Price Index for Use as a Deflator of Money Values in the Economy of the United States." Proceedings of the American Antiquarian Society, Volume 101, Part 2, October 1991, pp. 297-373.](#)

This during a period of "sustained and significant economic growth". But just think of all those poor consumers, having to make the best of constantly falling everyday low prices.

In their research article 'Deflation and Depression: Is There an Empirical Link?' of January 2004, **Federal Reserve economists Andrew Atkeson and Patrick Kehoe found that "...the only episode in which we find evidence of a link between deflation and depression is the Great Depression (1929-1934)**. We find virtually no evidence of such a link in any other period.. What is striking is that nearly 90% of the episodes with deflation did not have depression. In a broad historical context, beyond the Great Depression, the notion that deflation and depression are linked virtually disappears."

In his 2008 essay 'Deflation and Liberty', Jörg Guido Hülsmann writes as follows:

"In the present crisis, the citizens of the United States [he could have added: and of the UK, and Europe] have to make an important choice. They can support a policy designed to perpetuate our current fiat money system and the sorry state of banking and of financial markets that it logically entails. Or they can support a policy designed to reintroduce a free market in money and finance. This latter policy requires the government to keep its hands off. It should not produce money, nor should it appoint a special agency to produce money. It should not force the citizens to use fiat money by imposing legal tender laws. It should not regulate banking and should not regulate the financial markets. It should not try to fix the interest rate, the prices of financial titles, or commodity prices.

"Clearly, these measures are radical by present-day standards, and they are not likely to find sufficient support. But they lack support out of ignorance and fear.

"We are told by virtually all the experts on money and finance – the central bankers and most university professors – that the crisis hit us despite the best efforts of the Fed [...and the Bank of England, and the ECB..]; that money, banking and financial markets are not meant to be free, because they end up in disarray despite the massive presence of the government as a financial agent, as a regulator, and as money producer; that our monetary system provides us with great benefits that we would be foolish not to preserve. Those same experts therefore urge us to give the government an even greater presence in the financial markets, to increase its regulatory powers, and to encourage even more money production to be used for bailouts."

But as Hülsmann goes on to argue, all of these contentions are wrong, and have been proven to be wrong since the times of Adam Smith and David Ricardo. A paper money system is not beneficial "from an overall point of view". (Nor has any unbacked paper money system ever lasted.) A

paper money system does not create real resources on which our welfare depends. "It merely distributes the existing resources in a different manner; some people gain, others lose. It is a system that makes banks and financial markets vulnerable, because it induces them to economize on the essential safety valves of business: cash and equity."

The conventional view of deflation is that if it sets in, "the banking industry, the financial markets, and much of the rest of the economy will be wiped out in a bottomless deflationary spiral." But as Hülsmann goes on to argue, such a spiral would not prove fatal to the lives and welfare of the general population. Rather, it would destroy "essentially those companies and industries that live a parasitical existence at the expense of the rest of the economy, and which owe their existence to our present money system."

Let us be more explicit. **Severe deflation threatens at an existential level bankrupt banks and the bankrupt governments that perpetuate their existence. Deflation is a mortal enemy to the heavily indebted state and its embedded parasites, but it is a friend to the saver and to anyone with a positive net worth. Because it is so dangerous to the debtor, (unelected) central bankers clearly feel they have no option but to incinerate savers at the altar of perpetuating an unsustainably indebted banking and political elite.**

So it would seem that the euro zone, under Mario Draghi, is on the verge of outright quantitative easing, and that the ECB is also committed to using "unconventional instruments" in an increasingly desperate attempt to revive the corpse through explicit inflationism, not least by actually buying sovereign debt of dubious underlying value, rather than merely pledging to. The financial markets certainly appear to think so: the yields on Spanish 5-year government paper fell below those of their US equivalents last week. Spanish bonds yielded more than 7% above US paper as recently as 2012. And as Bloomberg pointed out, the yields on Spanish and Italian five year paper, and the yield on 10 year Irish government debt, all fell to record lows last Friday.

Whether in terms of goosed bond markets or inflated stock markets, inflated higher not necessarily by any improvement in corporate prospects but primarily by expectations of more ex nihilo money courtesy of the world's major central banks, these are false markets. They cannot entirely be trusted – assuming that markets ever can. Fund manager Seth Klarman has written well on the artificiality of today's markets:

"The Fed and the Treasury openly discuss the aims of their policies: to manipulate financial markets higher and to generate reported economic "growth" and a "wealth effect". Inside the giant Plexiglas dome of modern capital markets, just about everyone is happy, the few doubters are mocked and jeered, bad news is increasingly ignored... The artificiality of today's markets is pure Truman Show. According to the Wall Street Journal, the Federal Reserve purchased about 90% of all the eligible mortgage bonds issued in November."

John Phelan of the Cobden Centre writes well that "the Federal Reserve has become an enabler of the financial havoc it was designed (a century ago) to prevent."

Messrs Yellen, Draghi et al should be careful what they wish for. Inflation targeting is hardly a precise science. Achieving an entirely arbitrary 2% inflation level is bad enough for savers on fixed incomes when deposit rates are close enough to zero as to make no difference, but markets have a tendency to overshoot. Most government bond markets are clearly overbought – but in a QE world given fresh impetus by the looming arrival of the ECB, overbought markets can become even more overbought. When we don't claim to understand the underlying dynamics (political) or the final destination (though we have our own fears), it's much better simply not to play. From an asset allocation perspective, classic, benchmark-unconstrained Benjamin Graham-style 'deep value' equity is, we now believe, pretty much the only game in town – and that is where we now focus our attention, almost exclusively.

Meanwhile, we watch in disbelief as market distortions become even more untenable.

Ashoka Mody is Visiting Professor of International Economic Policy at the Woodrow Wilson School of Public and International Affairs at Princeton University and a visiting fellow at Bruegel, the Brussels-based economic think tank. He is a former mission chief for Germany and Ireland at the International Monetary Fund.

APR 14, 2014 ³

Europe's Deepening Muddle 102,34

Comments PRINCETON – German Finance Minister Wolfgang Schäuble recently declared that the European Union has “moved sovereignty to the European level” – a startling claim, given that European governments seem to be pursuing their national interests more aggressively than at any time since World War II. Was Schäuble’s statement supposed to serve as a rallying cry for greater European solidarity? Or was it just a ploy to deflect calls for a larger German contribution to the eurozone’s recovery?

Comments Schäuble is at the forefront of Germany’s efforts to lead Europe without having to pay its bills. To this end, **he has called for EU treaty changes** to establish a European “budget commissioner” with authority to spend shared European funds and reject member countries’ fiscal strategies when they do not comply with established rules. According to Schäuble, negotiations for such reforms should begin immediately after the European Parliament election in May.

Comments While Schäuble’s strategy may sound appealing, it is, at best, the symbolic garb of progress. For starters, the common funds are meager, with no prospect of being increased – not least because of Germany’s unrelenting opposition. Likewise, so long as member countries maintain fiscal sovereignty, a new mechanism to facilitate finger-wagging at countries that defy European budget rules will change nothing. Over the last two decades, every effort to discipline the EU’s fiscal delinquents has failed, owing to the lack of enforcement authority.

Comments Of course, when a country has run out of options, it will play along to gain access to official bailout funds. But, as Greece’s experience has demonstrated, this does not always work out as planned. Indeed, the Greek bailout – jointly funded by the EU and the International Monetary Fund – began disastrously as it delayed a much-needed debt-restructuring and demanded strict austerity. As a result, the influence of extremist political forces has grown, and a **public-health tragedy** is brewing. Yet Schäuble, in a seemingly interminable quest for more austerity, views Greece as a model for an even more hapless Ukraine.

Comments Europe is in a muddle. With debt restructuring essentially ruled out and without a sizeable, politically-sanctioned central budget to relieve countries in distress, Europeans have anointed Germany as their presumptive hegemon. Germany relishes that role, but is not able to play the part.

Comments Simply put, Germany is unwilling to spend its taxpayers’ euros to bolster Europe. The robust German economy is little more than a memory at this point. **Annual GDP** grew by more than 3% in 2010 and 2011, because a still-booming Chinese economy was sustaining high demand for German machines and cars; but, as China’s GDP growth has slowed, so has Germany’s, to an annual rate of less than 1%. This is likely to improve slightly, but Germany’s aging population means that its economy faces low potential growth in the long term.

Comments With Germany lacking the economic dynamism to support Europe financially, its leaders have been unwilling to take political risks. The country’s two major political parties – the Christian Democrats and the Social Democrats – sidestepped a public dialogue on Europe in the September 2013 election that produced their governing coalition.

Comments More revealing is Schäuble’s defense of the European Central Bank’s “**outright monetary transactions**” scheme (which would permit the ECB to purchase unlimited amounts of weaker eurozone countries’ government bonds). Even as Germany’s Bundesbank fiercely (**and rightly**) opposed the OMT program for its focus on countries’ solvency, rather than liquidity risk – thus creating a backdoor fiscal union – the government was relieved that the German Constitutional Court, assessing the

scheme's legality, ultimately passed the buck to the European Court of Justice. After all, establishing a genuine fiscal union would require strong political commitment – and considerable legwork.

Comments The EU is an inspiring political structure that seeks to break the mold of the nineteenth-century nation-state. But progress toward that idealistic vision cannot continue to depend on shopworn symbolism. The euro was the most audacious of those symbols – a construct of dubious economic value, with well-documented fragilities. Its adoption was an act of economic hubris that has imposed costs well beyond Europe's borders.

Comments Today, European leaders are indulging in triumphalism, viewing the current economic reprieve as a validation of failed transnational governance structures. But the depth and persistence of the ongoing crisis have exposed the euro's fundamental fragilities, and should serve as a warning that today's technocratic Band-Aids may not hold in the face of another shock.

Comments Unfortunately, bold action to address these fragilities seems more distant than ever. Relinquishing some control over national budgets to achieve fiscal integration appears politically impossible, and talk of treaty changes – even if it comes from the German finance minister – amounts to little more than empty rhetorical finery.

Comments Adopting the euro was a mistake. But the damage is done, and precipitously abandoning the common currency would only make a bad situation worse. With countries unwilling to cede sovereignty, **Europe's only option** is to dump the pretense of centralized coordination, leaving countries and banks to deal with – and be disciplined by – their creditors. A step back to this more stable arrangement may offer the only way forward.

ECONOMICS



OTMAR ISSING

Otmar Issing, former Chief Economist and Member of the Board of the European Central Bank, is President of the Center for Financial Studies at Goethe University, Frankfurt, and the author of *The Birth of the Euro*.

APR 14, 2014

The German Leadership Question

FRANKFURT – Many in the eurozone’s crisis countries complain that the source of their suffering is a rigid economic-austerity regime – including reductions in wages and pensions, tax increases, and soaring unemployment – imposed on them by Germany. Hostility against Germany has reached a level unseen in Europe since the end of World War II.

And yet, despite this antagonism, loud calls for Germany to assume “leadership” in Europe can also be heard. Germany is undoubtedly Europe’s most important economy; and, with low unemployment and relatively sound public finances, it is also the best-performing one – at least for the time being. So Germany is asked to take the lead in saving the eurozone, an outcome that is in the interest not only of the entire European community, but also of Germany, which is widely seen as having gained the greatest advantage from the single currency.

Complaints about the imposition of a “teutonic regime” and appeals for German leadership seem to contradict each other – a kind of continent-wide cognitive dissonance. In fact, the complaints and calls for leadership are mutually reinforcing. The implementation of austerity policies in the periphery has caused these countries to ask for help and request that Germany take the lead by putting more money on the European table.

Nobody would deny that Germany has an interest in preserving the euro. So why shouldn’t it support its partners with financial help to overcome the crisis?

Such support can already be found via the various rescue mechanisms – above all, the [European Stability Mechanism](#) and the implicit guarantees of [TARGET 2](#) – that have been erected since the crisis began. But these mechanisms must be distinguished from a regime of more or less automatic, permanent transfers. As long as a fully-fledged political union remains a vision for the future, fiscal transfers must be legitimized by national parliaments.

For now – and probably for a long time to come – the eurozone will continue to be a union of sovereign states, with each country responsible for its own policies and for their outcome. The no-bailout clause that was included in the monetary union’s founding treaty is an indispensable corollary. Eurobonds, for example, would not only create moral hazard; “taxation without representation” would also violate a fundamental tenet of democracy and undermine support for the European idea.

The creation of a European banking union is another area in which misguided calls for solidarity prevail. Establishing a single supervisory authority and a resolution mechanism are valid proposals. But asking others to pay for the legacy of banks' past irresponsible practices is hard to justify.

What would be the reaction if, say, Italian or Spanish taxpayers were asked to pay for the reckless behavior of the German IKB or HRE banks? Who would not find such a request inappropriate, to say the least? And yet when the bailout is presented the other way around, with German taxpayers asked to backstop reckless Italian or Spanish banks, somehow it is supposed to be an act of solidarity. Legacy problems in national banking systems should be solved at the national level before the banking union moves forward.

Bailing out governments and banks is not the direction in which Germany should lead. If Germany should lead at all, it should do so by providing a model of good economic policies for others to emulate. It should lead by respecting the commitments enshrined in the European treaties. Indeed, Germany set a disgraceful and damaging example when, back in 2003-2004, it undermined the European Union's [Stability and Growth Pact](#) by not adhering to it.

Walter Hallstein, the first president of the European Commission, repeatedly stressed that the union is based on the principle of a community of nations under the rule of law (*Rechtsgemeinschaft*). Today, credibility can only be restored if treaties and rules are respected again.

Think of the eurozone as a selective club. Unless its members respect the rules by which it is defined, it will wither. Those who violate the rules must be warned and finally sanctioned – preferably in an automatic fashion. Those who violate the rules consistently, and even announce that they will continue in their misbehavior, should not be allowed to blackmail the community and should ultimately consider leaving the club.

Those who are concerned about permanent German dominance of the European “club” can rest easy. Having emerged from the position of the sick man of Europe only a decade ago, Germany is now willfully, if thoughtlessly, undoing the reforms that had so strengthened its economy. By reinforcing already-strict labor-market regulation, pursuing a misguided energy policy, and reversing pension reform, Germany is undermining its current economic position and will move in the direction of problem countries.

This regression will take time, but it will happen. Accordingly, calls for German leadership will disappear and its strained public finances will suppress requests for financial transfers. One wonders how the discussion about “leadership” for Europe will look then?

ECONOMICS



GEORGE SOROS

George Soros is Chairman of Soros Fund Management and Chairman of the Open Society Foundations. A pioneer of the hedge-fund industry, he is the author of many books, including *The Alchemy of Finance*, *The New Paradigm for Financial Markets: The Credit Crisis of 2008 and What it Means* and *The Tragedy of the European Union*.



HANS-WERNER SINN

Hans-Werner Sinn, Professor of Economics and Public Finance at the University of Munich, is President of the Ifo Institute for Economic Research and serves on the German economy ministry's Advisory Council. He is the author of *Can Germany be Saved?*

MAY 6, 2013

Soros versus Sinn: The German Question

"Germany's Choice" by George Soros

FRANKFURT – The euro crisis has already transformed the European Union from a voluntary association of equal states into a creditor-debtor relationship from which there is no easy escape. The creditors stand to lose large sums should a member state exit the monetary union, yet debtors are subjected to policies that deepen their depression, aggravate their debt burden, and perpetuate their subordinate position. As a result, the crisis is now threatening to destroy the EU itself. That would be a tragedy of historic proportions, which only German leadership can prevent.

The causes of the crisis cannot be properly understood without recognizing the euro's fatal flaw: By creating an independent central bank, member countries have become indebted in a currency that they do not control. At first, both the authorities and market participants treated all government bonds as if they were riskless, creating a perverse incentive for banks to load up on the weaker bonds. When the Greek crisis raised the specter of default, financial markets reacted with a vengeance, relegating all heavily indebted eurozone members to the status of a Third World country over-extended in a foreign currency. Subsequently, the heavily indebted member countries were treated as if they were solely responsible for their misfortunes, and the structural defect of the euro remained uncorrected.

Once this is understood, the solution practically suggests itself. It can be summed up in one word: Eurobonds.

If countries that abide by the EU's new Fiscal Compact were allowed to convert their entire stock of government debt into Eurobonds, the positive impact would be little short of the miraculous. The danger of default would disappear, as would risk premiums. Banks' balance sheets would receive an immediate boost, as would the heavily indebted countries' budgets.

Italy, for example, would save up to 4% of its GDP; its budget would move into surplus; and fiscal stimulus would replace austerity. As a result, its economy would grow, and its debt ratio would fall. Most of the seemingly intractable problems would vanish into thin air. It would be like waking from a nightmare.

In accordance with the Fiscal Compact, member countries would be allowed to issue new Eurobonds only to replace maturing ones; after five years, the debts outstanding would be gradually reduced to 60% of GDP. If a member country ran up additional debts, it could borrow only in its own name. Admittedly, the Fiscal Compact needs some modifications to ensure that the penalties for noncompliance are automatic, prompt, and not too severe to be credible. A tighter Fiscal Compact would practically eliminate the risk of default.

Thus, Eurobonds would not ruin Germany's credit rating. On the contrary, they would compare favorably with the bonds of the United States, the United Kingdom, and Japan.

To be sure, Eurobonds are not a panacea. The boost derived from Eurobonds may not be sufficient to ensure recovery; additional fiscal and/or monetary stimulus may be needed. But having such a problem would be a luxury. More troubling, Eurobonds would not eliminate divergences in competitiveness. Individual countries would still need to undertake structural reforms. The EU would also need a banking union to make credit available on equal terms in every country. (The Cyprus rescue made the need more acute by making the field even more uneven.) But Germany's acceptance of Eurobonds would transform the atmosphere and facilitate the needed reforms.

Unfortunately, Germany remains adamantly opposed to Eurobonds. Since Chancellor Angela Merkel vetoed the idea, it has not been given any consideration. The German public does not recognize that agreeing to Eurobonds would be much less risky and costly than continuing to do only the minimum to preserve the euro.

Germany has the right to reject Eurobonds. But it has no right to prevent the heavily indebted countries from escaping their misery by banding together and issuing them. If Germany is opposed to Eurobonds, it should consider leaving the euro. Surprisingly, Eurobonds issued by a Germany-less eurozone would *still* compare favorably with those of the US, UK, and Japanese bonds.

The reason is simple. Because all of the accumulated debt is denominated in euros, it makes all the difference which country leaves the euro. If Germany left, the euro would depreciate. The debtor countries would regain their competitiveness. Their debt would diminish in real terms and, if they issued Eurobonds, the threat of default would disappear. Their debt would suddenly become sustainable.

At the same time, most of the burden of adjustment would fall on the countries that left the euro. Their exports would become less competitive, and they would encounter heavy competition from the rump eurozone in their home markets. They would also incur losses on their claims and investments denominated in euros.

By contrast, if Italy left the eurozone, its euro-denominated debt burden would become unsustainable and would have to be restructured, plunging the global financial system into chaos. So, if anyone must leave, it should be Germany, not Italy.

There is a strong case for Germany to decide whether to accept Eurobonds or leave the eurozone, but it is less obvious which of the two alternatives would be better for the country. Only the German electorate is qualified to decide.

If a referendum in Germany were held today, the supporters of a eurozone exit would win hands down. But more intensive consideration could change people's mind. They would discover that the cost to Germany of authorizing Eurobonds has been greatly exaggerated, and the cost of leaving the euro understated.

The trouble is that Germany has not been forced to choose. It can continue to do no more than the minimum to preserve the euro. This is clearly Merkel's preferred choice, at least until after the next election.

Europe would be infinitely better off if Germany made a definitive choice between Eurobonds and a eurozone exit, regardless of the outcome; indeed, Germany would be better off as well. The situation is deteriorating, and, in the longer term, it is bound to become unsustainable. A disorderly disintegration resulting in mutual recriminations and unsettled claims would leave Europe worse off than it was when it embarked on the bold experiment of unification. Surely that is not in Germany's interest.

"Should Germany Exit the Euro?" by Hans-Werner Sinn

MUNICH – Last summer, the financier George Soros urged Germany to agree to the establishment of the [European Stability Mechanism](#), calling on the country to “lead or leave.” Now he says that Germany should exit the euro if it continues to block the introduction of Eurobonds.

Soros is playing with fire. Leaving the eurozone is precisely what the newly founded “Alternative for Germany” party, which draws support from a wide swath of society, is demanding.

Crunch time is fast approaching. Cyprus is almost out of the euro, its banks' collapse having been delayed by the European Central Bank's provision of Emergency Liquidity Assistance, while euroskeptic parties led by Beppe Grillo and Silvio Berlusconi garnered a combined total of 55% of the popular vote in the latest Italian general election.

Moreover, the Greeks and Spaniards are unlikely to be able to bear the strain of economic austerity much longer, with youth unemployment inching toward 60%. The independence movement in Catalonia has gathered so much momentum that a leading Spanish general has vowed to send troops into Barcelona should the province hold a referendum on secession.

France, too, has competitiveness problems, and is unable to meet its commitments under the European Union's [Fiscal Compact](#). Portugal needs a new rescue program, and Slovenia could soon be asking for a rescue as well.

Many investors echo Soros. They want to cut and run – to unload their toxic paper onto intergovernmental rescuers, who should pay for it with the proceeds of Eurobond sales, and put their money in safer havens. The public already is being misused in an effort to mop up junk securities and support feeble banks, with taxpayer-funded institutions such as the ECB and the bailout programs having by now provided €1.2 trillion (\$1.6 trillion) in international credit.

If Soros were right, and Germany had to choose between Eurobonds and the euro, many Germans would surely prefer to leave the euro. The new German political party would attract much more support, and sentiment might shift. The euro itself would be finished; after all, its primary task was to break the Bundesbank's dominance in monetary policy.

But Soros is wrong. For starters, there is no legal basis for his demand. Article 125 of the [Treaty on the Functioning of the European Union](#) expressly forbids the mutualization of debt.

Worst of all, Soros does not recognize the real nature of the eurozone's problems. The ongoing financial crisis is merely a symptom of the monetary union's underlying malady: its southern members' loss of competitiveness.

The euro gave these countries access to cheap credit, which was used to finance wage increases that were not underpinned by productivity gains. This led to a price explosion and massive external deficits.

Maintaining these countries' excessive prices and nominal incomes with artificially cheap credit guaranteed by other countries would only make the loss of competitiveness permanent. The entrenchment of debtor-creditor relationships between the states of the eurozone would fuel political tension – as occurred in the United States in its first decades.

In order to regain competitiveness, the southern countries will have to reduce their goods prices, while the northern countries will have to accept higher inflation. Eurobonds, however, would impede precisely this outcome, because relative prices in the north can be raised only when northern savers invest their capital at home instead of seeing it publicly escorted to the south by taxpayer-financed credit guarantees.

According to a study by Goldman Sachs, countries like Greece, Portugal, and Spain will have to become 20-30% cheaper, and German prices will have to rise by 20% relative to the eurozone average. To be sure, if Germany were to leave the common currency, the road back to competitiveness would be easier for the southern countries, since the rump euro would undergo devaluation; but the crisis countries' fundamental problem would remain as long as the other competitive countries remain in the eurozone. Spain, for example, would still have to cut its prices by 22-24% relative to the new eurozone average.

From this perspective, the crisis countries would not be spared painful retrenchment as long as they remained in a monetary union that includes competitive countries. The only way to avoid it would be for them to exit the euro and devalue their new currencies. But, so far, they have not been willing to go this route.

Politically, it would be a big mistake for Germany to exit the euro, because that would reinstate the Rhine as the border between France and Germany. Franco-German reconciliation, the greatest success of the postwar period in Europe, would be in jeopardy.

Thus, the only remaining option, as unpleasant as it may be for some countries, is to tighten budget constraints in the eurozone. After years of easy money, a way back to reality must be found. If a country is bankrupt, it must let its creditors know that it cannot repay its debts. And speculators must take responsibility for their decisions, and stop clamoring for taxpayer money whenever their investments turn bad.

George Soros responds:

Hans-Werner Sinn has deliberately distorted and obfuscated my argument. I was arguing that the current state of integration within the eurozone is inadequate: the euro will work only if the bulk of the national debts are financed by Eurobonds and the banking system is regulated by institutions that create a level playing field within the eurozone.

Allowing the bulk of outstanding national debts to be converted into Eurobonds would work wonders. It would greatly facilitate the creation of an effective banking union, and it would allow member states to undertake their own structural reforms in a more benign environment. Countries that fail to implement the necessary reforms would become permanent pockets of poverty and dependency, much like Italy's Mezzogiorno region today.

If Germany and other creditor countries are unwilling to accept the contingent liabilities that Eurobonds entail, as they are today, they should step aside, leave the euro by amicable agreement, and allow the rest of the eurozone to issue Eurobonds. The bonds would compare favorably with the government bonds of countries like the United States, the United Kingdom, and Japan, because the euro would depreciate, the shrunken eurozone would become competitive even with Germany, and its debt burden would fall as its economy grew.

But Germany would be ill-advised to leave the euro. The liabilities that it would incur by agreeing to Eurobonds are contingent on a default – the probability of which would be eliminated by the introduction of Eurobonds. Germany would actually benefit from the so-called periphery countries' recovery. By contrast, were Germany to leave the eurozone, it would suffer from an overvalued currency and from losses on its euro-denominated assets.

Whether Germany agrees to Eurobonds or leaves the euro, either choice would be infinitely preferable to the current state of affairs. The current arrangements allow Germany to pursue its narrowly conceived national interests but are pushing the eurozone as a whole into a long-lasting depression that will affect Germany as well.

Germany is advocating a reduction in budget deficits while pursuing an orthodox monetary policy whose sole objective is to control inflation. This causes GDPs to fall and debt ratios to rise, hurting the heavily indebted countries, which pay high

risk premiums, more than countries with better credit ratings, because it renders the former countries' debt unsustainable. From time to time, they need to be rescued, and Germany always does what it must – but only that and no more – to save the euro; as soon as the crisis abates, German leaders start to whittle down the promises they have made. So the austerity policy championed by Germany perpetuates the crisis that puts Germany in charge of policy.

Japan has adhered to the monetary doctrine advocated by Germany, and it has experienced 25 years of stagnation, despite engaging in occasional fiscal stimulus. It has now changed sides and embraced quantitative easing on an unprecedented scale. Europe is entering on a course from which Japan is desperate to escape. And, while Japan is a country with a long, unified history, and thus could survive a quarter-century of stagnation, the European Union is an incomplete association of sovereign states that is unlikely to withstand a similar experience.

There is no escaping the conclusion that current policies are ill-conceived. They do not even serve Germany's narrow national self-interest, because the results are politically and humanly intolerable; eventually they will not be tolerated. There is a real danger that the euro will destroy the EU and leave Europe seething with resentments and unsettled claims. The danger may not be imminent, but the later it happens the worse the consequences. That is not in Germany's interest.

Sinn sidesteps this argument by claiming that there is no legal basis for compelling Germany to choose between agreeing to Eurobonds or leaving the euro. He suggests that, if anybody ought to leave the euro, it is the Mediterranean countries, which should devalue their currencies. That is a recipe for disaster. They would have to default on their debts, precipitating global financial turmoil that may be beyond the capacity of authorities to contain.

The heavily indebted countries must channel the rising their citizens' discontent into a more constructive channel by coming together and calling on Germany to make the choice. The newly formed Italian government is well placed to lead such an effort. As I have shown, Italy would be infinitely better off whatever Germany decides. And, if Germany fails to respond, it would have to bear the responsibility for the consequences.

I am sure that Germany does not want to be responsible for the collapse of the European Union. It did not seek to dominate Europe and is unwilling to accept the responsibilities and contingent liabilities that go with such a position. That is one of the reasons for the current crisis. But willy-nilly Germany has been thrust into a position of leadership. All of Europe would benefit if Germany assumed the role of a benevolent leader that takes into account not only its narrow self-interest, but also the interests of the rest of Europe – a role similar to that played by the US in the global financial system after World War II, and by Germany itself prior to its reunification.

Hans-Werner Sinn responds:

Germany will not accept Eurobonds. The exclusion of debt mutualisation schemes was its main condition for giving up the deutschmark and signing the Maastricht Treaty (article 125 TFEU). Moreover, the German Supreme Court has indicated that Germany will require a referendum before Eurobonds can be introduced.

The Bundestag does not have the right to make that decision, because it would change the constitutional basis of the Federal Republic of Germany. And even if a referendum on Eurobonds were held, it would never find a majority, unless it is coupled with the foundation of a common European state, which is strongly objected to by France. Angela Merkel, who will in all likelihood be re-elected in September, has said that Eurobonds will not come in her lifetime. George Soros should know all that. By suggesting that Germany choose between Eurobonds or leaving the euro, he effectively advocates the euro's destruction.

Even if Germany exits the euro, the competitiveness problems of some of the eurozone's southern countries vis-à-vis the economically stronger countries in the north would still be substantial, and they still would have to undergo a process of real devaluation via austerity. George Soros dodges the competitiveness problem by concentrating on the financial side of the crisis. But calming markets by offering public guarantees for investors will not solve the competitiveness problem. On the contrary, it will strengthen the euro and thus exacerbate the competitiveness problems of the south.

In all likelihood, however, Germany's exit would also trigger the exit of the countries of the former deutschmark bloc (the Netherlands, Austria, Finland and perhaps Belgium). When France proposed in 1993 that Germany leave the EMS, a forerunner of the euro, the Netherlands and Belgium immediately declared that they would also be leaving, and France withdrew its demand. Thus, should Germany be forced to exit, the result would be northern and southern euro blocs, the only question being which bloc France would choose to belong to.

That said, Soros's suggestion that a sub-group of euro countries could issue joint Eurobonds if they wished to do so is good. Every country should be free to organise a two-speed eurozone if it so wishes. Whether that would improve the credit ratings of the jointly issued bonds is another matter.

His accusation that Germany is imposing austerity is unfair. Austerity is imposed by the markets, not by those countries providing the funds to mitigate the crisis. By now the overall sum of credit via intergovernmental rescue operations and the ECB has reached €1.185 trillion (€707 billion in GIPSIC Target liabilities minus GIPSIC claims from under-proportional banknote issuance, €349 billion in intergovernmental rescue funds, including those from the IMF, and €128 billion in GIPSIC government bond purchases by non-GIPSIC national central banks; see www.cesifo.org), not counting the unlimited guarantees the ECB has given to the states of southern Europe through its OMT programme at the expense, and to the risk, of the taxpayers of Europe's still-sound economies.

Should the euro break up and the GIPSIC countries default, Germany alone would lose about €545 billion euros, nearly half of the aggregate sum mentioned, since the Bundesbank has carried out most of the net payments on behalf of the GIPSIC countries that are reflected in the Target balances. Germany has the biggest exposure by far among the countries rescuing the eurozone's crisis-stricken countries, and thus helps to mitigate austerity more than any other country.

George Soros underestimates the risks that debt mutualisation would pose for the future of the eurozone. When Alexander Hamilton, the first US finance minister, mutualised state debts in 1791, he thought this would cement the new American nation. But the mutualisation of debt gave rise to huge moral hazard effects, inducing the states to borrow excessively. A credit bubble emerged that burst in 1838 and drove most of the US states into bankruptcy. Nothing but animosity and strife resulted.

The euro crisis arose because investors have mispriced the risks of investing in southern Europe. This was the reason for the inflationary credit bubble that deprived a number of countries of their competitiveness. Eurobonds are a way of perpetuating this mispricing, keeping the markets from correcting their mistakes. Eurobonds would imply lingering soft budget constraints and huge political moral hazard effects that would destroy the European model.

Soros says countries that fail to implement the necessary reforms after the introduction of Eurobonds would become permanent pockets of poverty and dependency, much like Italy's Mezzogiorno region today. Indeed, this is what will happen. There will be quite a number of countries of this sort, given the cheap financing available. They will become like the Mezzogiorno, or like East Germany for that matter, and will permanently suffer from the so-called "Dutch Disease," with chronic unemployment and underperformance but an acceptable living standard.

Soros says that Germany will suffer from exiting the eurozone, because of the revaluation of the deutschmark. This is not true. First, Germany is currently undervalued and would benefit from a limited appreciation via the terms-of-trade effect. The advantage of imports becoming cheaper more than outweighs the losses in export revenue.

Second, the Bundesbank can always prevent an excessive revaluation by selling deutschmarks and buying foreign assets, following the successful Swiss example of last year. Germany would be far better off than now because real foreign assets would replace the Target claims it holds under the present system. Such assets would be safer and generate a higher return. That said, I reemphasise that in my judgment Germany should not exit the euro, because of the political value of the euro as a European integration project and because of its potentially beneficial implications for trade should the current crisis be resolved.

Soros claims that the exit of southern countries would exacerbate their external debt problems, leading them to default on their debt. This is also not true. While exiting and devaluing the new currency would increase their debt-to-GDP ratio, remaining in the euro and cutting prices to enact a real devaluation would do exactly the same. Except for producing

inflation in the eurozone, a depreciation, whether external or internal via price cuts, is the only possibility for an uncompetitive country to regain competitiveness and generate a structural current account surplus, which is the only possibility for orderly debt redemption.

Seen this way, a temporary increase in the debt-to-GDP ratio is unavoidable if a country wants to repay its debt and attain a sustainable foreign debt position. In my opinion we should tolerate more inflation in the northern euro countries to help make the eurozone south competitive. But if we try to escort the northern savings via Eurobonds to the south, exactly the opposite will happen. We would destroy the German building boom, which is beginning to lead to higher wage demands and that has the potential for inflating the country.

On another point Soros raises, I do not see why Italy should exit the eurozone, and why it would be “infinitely better off” if Germany exited. Italy has a very low level of foreign debt and a highly competitive economy in the country’s north. According to the study by Goldman Sachs that I cited, it only needs to depreciate against the eurozone average by 10% or less. Italy’s problems are manageable.

If it was true that Germany would suffer after its own exit, Italy would suffer too, because Italy and Germany are extremely closely interlinked via supply chains. The two countries are complements rather than competitors.

George Soros points to Japan’s unsuccessful attempts to solve its problems by monetary austerity of the German kind, and warns against repeating that experiment. Japan clearly did not choose austerity after its banks collapsed in 1997. The BoJ has kept the rate of interest at close to zero since then, while the government debt-to-GDP ratio has increased from 99% (1996) to 237% (2012) because of permanent Keynesian deficit spending. Apart from that, the ineffectiveness of austerity in a country with a flexible exchange rate does not apply to the situation of a country in a currency union. While the flexible exchange rate would sterilise all attempts at increasing competitiveness via deflation, price cuts in a currency union do work wonders, as the Irish example has shown. Ireland has cut its prices relative to the rest of the eurozone by 15% since 2006, and it succeeded in saving its economy.

One final word. George Soros said I “distorted and obfuscated” his argument. If that was the case, I apologise, for the public discourse would make no sense if the antagonist’s view were purposefully distorted. But I still do not see where, and in what sense, that could have been the case.

George Soros responds:

Hans-Werner Sinn’s response confirms my fear that the euro will eventually destroy the European Union. The longer it takes, the greater the political damage and the human suffering – and it may take a long time. Given that the way the euro is currently managed puts the “peripheral” countries at a serious competitive disadvantage in terms of their access to capital, they are condemned to a lasting depression and a continuing decline in their competitive position.

As Sinn says, Germany will not accept Eurobonds. The German Supreme Court has indicated that Germany will require a referendum before Eurobonds can be introduced, and it is currently considering whether the European Central Bank has exceeded its powers. The Bundesbank has submitted a brief that criticizes the legitimacy of some of the ECB’s recent actions. It argues that, under the German constitution, the ECB is prohibited from making any decisions that impose potential liabilities on German taxpayers, because it is not subject to German parliamentary control.

A decision in favor of the Bundesbank would put the periphery position in an even more dire position. It is bound to strengthen anti-European sentiment. If current policies persist, they are bound to lead to the disorderly disintegration of the EU. Surely that is not what Germany wants.

I do not agree with all of Sinn’s arguments, but there is no point in getting bogged down in the details. The point is that the current state of affairs is intolerable. Sinn claims that the root cause of the euro crisis is that the Mediterranean countries are not competitive. If he represents German public opinion correctly, a mutually agreed breakup of the eurozone into two currency blocs would be preferable to preserving the status quo.

The division of the euro into two blocs would cause serious dislocations. Germany assuming the role of a benign hegemon would benefit everyone, but that seems to be unattainable. The division of the euro could save the EU, provided that the periphery retains possession of the euro. Given that their debt is denominated in euros, this would enable them to avoid a default that would destabilize the global financial system. And France, in its current competitive position, would be better suited to act as the eurozone's leader, rather than to remain a passenger in a car driven by Germany.



HANS-WERNER SINN

Hans-Werner Sinn, Professor of Economics and Public Finance at the University of Munich, is President of the Ifo Institute for Economic Research and serves on the German economy ministry's Advisory Council. He is the author of *Can Germany be Saved?*

APR 23, 2013

Should Germany Exit the Euro?

MUNICH – Last summer, the financier George Soros urged Germany to agree to the establishment of the [European Stability Mechanism](#), calling on the country to “[lead or leave.](#)” Now [he says](#) that Germany should exit the euro if it continues to block the introduction of Eurobonds.

Soros is playing with fire. Leaving the eurozone is precisely what the newly founded “Alternative for Germany” party, which draws support from a wide swath of society, is demanding.

Crunch time is fast approaching. Cyprus is almost out of the euro, its banks' collapse having been delayed by the European Central Bank's provision of Emergency Liquidity Assistance, while euroskeptical parties led by Beppe Grillo and Silvio Berlusconi garnered a combined total of 55% of the popular vote in the latest Italian general election.

Moreover, the Greeks and Spaniards are unlikely to be able to bear the strain of economic austerity much longer, with youth unemployment inching toward 60%. The independence movement in Catalonia has gathered so much momentum that a leading Spanish general has vowed to send troops into Barcelona should the province hold a referendum on secession.

France, too, has competitiveness problems, and is unable to meet its commitments under the European Union's [Fiscal Compact](#). Portugal needs a new rescue program, and Slovenia could soon be asking for a rescue as well.

Many investors echo Soros. They want to cut and run – to unload their toxic paper onto intergovernmental rescuers, who should pay for it with the proceeds of Eurobond sales, and put their money in safer havens. The public already is being misused in an effort to mop up junk securities and support feeble banks, with taxpayer-funded institutions such as the ECB and the bailout programs having by now provided €1.2 trillion (\$1.6 trillion) in international credit.

If Soros were right, and Germany had to choose between Eurobonds and the euro, many Germans would surely prefer to leave the euro. The new German political party would attract much more support, and sentiment might shift. The euro itself would be finished; after all, its primary task was to break the Bundesbank's dominance in monetary policy.

But Soros is wrong. For starters, there is no legal basis for his demand. Article 125 of the [Treaty on the Functioning of the European Union](#) expressly forbids the mutualization of debt.

Worst of all, Soros does not recognize the real nature of the eurozone's problems. The ongoing financial crisis is merely a symptom of the monetary union's underlying malady: its southern members' loss of competitiveness.

The euro gave these countries access to cheap credit, which was used to finance wage increases that were not underpinned by productivity gains. This led to a price explosion and massive external deficits.

Maintaining these countries' excessive prices and nominal incomes with artificially cheap credit guaranteed by other countries would only make the loss of competitiveness permanent. The entrenchment of debtor-creditor relationships between the states of the eurozone would fuel political tension – as occurred in the United States in its first decades.

In order to regain competitiveness, the southern countries will have to reduce their goods prices, while the northern countries will have to accept higher inflation. Eurobonds, however, would impede precisely this outcome, because relative prices in the north can be raised only when northern savers invest their capital at home instead of seeing it publicly escorted to the south by taxpayer-financed credit guarantees.

According to a study by Goldman Sachs, countries like Greece, Portugal, and Spain will have to become 20-30% cheaper, and German prices will have to rise by 20% relative to the eurozone average. To be sure, if Germany were to leave the common currency, the road back to competitiveness would be easier for the southern countries, since the rump euro would undergo devaluation; but the crisis countries' fundamental problem would remain as long as the other competitive countries remain in the eurozone. Spain, for example, would still have to cut its prices by 22-24% relative to the new eurozone average.

From this perspective, the crisis countries would not be spared painful retrenchment as long as they remained in a monetary union that includes competitive countries. The only way to avoid it would be for them to exit the euro and devalue their new currencies. But, so far, they have not been willing to go this route.

Politically, it would be a big mistake for Germany to exit the euro, because that would reinstate the Rhine as the border between France and Germany. Franco-German reconciliation, the greatest success of the postwar period in Europe, would be in jeopardy.

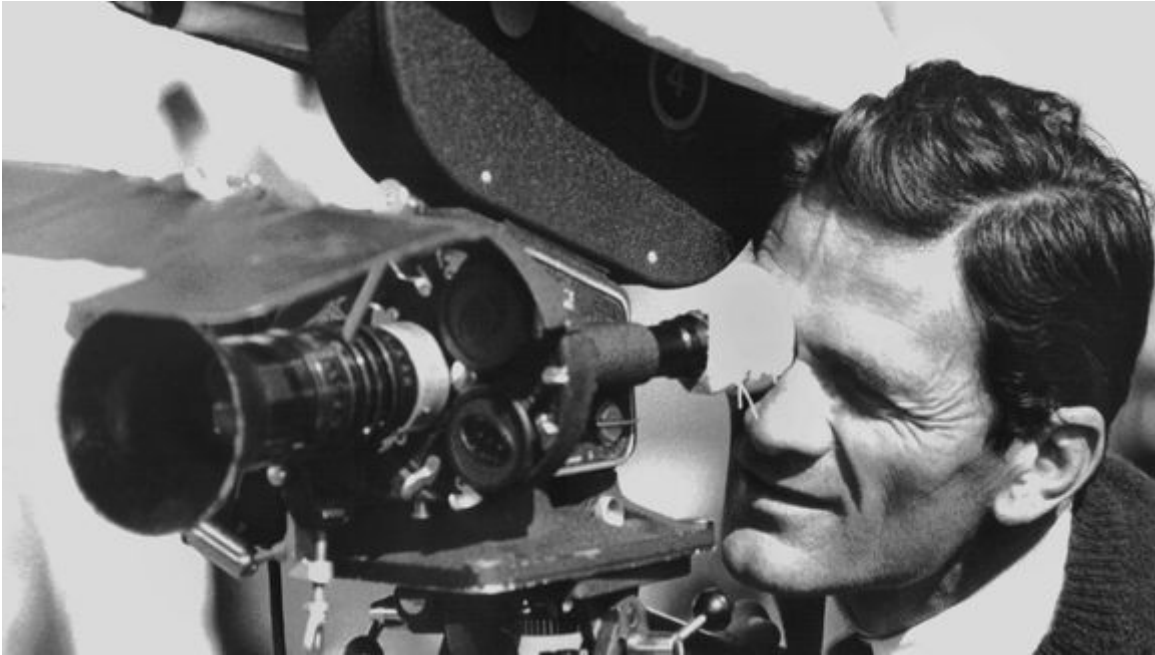
Thus, the only remaining option, as unpleasant as it may be for some countries, is to tighten budget constraints in the eurozone. After years of easy money, a way back to reality must be found. If a country is bankrupt, it must let its creditors know that it cannot repay its debts. And speculators must take responsibility for their decisions, and stop clamoring for taxpayer money whenever their investments turn bad.

<http://www.project-syndicate.org/commentary/should-germany-exit-the-euro-by-hans-werner-sinn>

"Begeistert von den sozialrevolutionären Aspekten der Bibel" 102,49

Vor 50 Jahren drehte Pasolini den Jesus-Film "Il Vangelo Secondo Matteo". Die Italienkennerin Maïke Albath über Pasolinis Katholizismus und Jesus als Sozialrevolutionär. VON ULRICH RÜDENAUER

20. April 2014 16:53 Uhr [7 Kommentare](#)



Pier Paolo Pasolini bei Dreharbeiten im Jahr 1962 | © dpa

ZEIT ONLINE: Sie beschreiben in Ihrem Buch *Rom, Träume* die flirrende intellektuelle Atmosphäre im Italien der fünfziger und sechziger Jahre – die Szene um Alberto Moravia, Elsa Morante, Federico Fellini oder Pier Paolo Pasolini. Es ist eine Zeit des Aufbruchs für eine neue Generation von Autoren und Filmemachern gewesen, nicht nur eines künstlerischen, sondern auch eines politischen Aufbruchs. Nun liebäugelte Pasolini Anfang der sechziger Jahre mit der Idee, einen Jesus-Film zu drehen, "ein Werk der Poesie" zu schaffen, wie er selbst sagte. Das scheint erst einmal verwunderlich, zumal sich der homosexuelle Schriftsteller und Regisseur ja als Kommunist verstand. In welcher Situation fanden diese Überlegungen statt?

Maïke Albath: Das, was Pasolini Anfang der sechziger Jahre sehr beschäftigt hat, war die Lage des Subproletariats in Italien, genauer in Süditalien. Es hat ihn interessiert, wie es den Bauern ging, wie es bestellt war um das Industrieproletariat, und diese Entwicklungen hat er sehr genau beobachtet. Er entschied sich deshalb, seinen Film über das Matthäus-Evangelium in Süditalien zu drehen. Die Schauplätze waren eben nicht Palästina, sondern Lukanien, Apulien, die Höhlen von Matera, karge und verlassene Dörfer, und das gibt dem Film eine ganz eigene Qualität. Gedreht hat er alles in Schwarz-Weiß mit Laiendarstellern, mit vielen Leuten, die aus diesen Gegenden kamen, die sich ganz selbstverständlich in den Höhlen und zwischen den alten Gebäuden bewegten. Dort und mit diesen Menschen zu drehen, war für ihn sehr zentral.

ANZEIGE

Und dann ist da etwas ganz Bedeutsames bei Pasolini Anfang der sechziger Jahre: Er hatte eine sehr ursprüngliche Auffassung des Christentums. Pasolini hing nicht den Auffassungen der Kirche an, aber die Bibel war für ihn äußerst wichtig. Als er einmal krank in einem Hotelzimmer lag, stieß er auf ein Bibelexemplar, las und war begeistert von dem darin enthaltenen sozialrevolutionären Aspekt. Und genau diesen wollte er in seiner Auslegung des Matthäus-Evangeliums betonen – das war für ihn ein Ausdruck dessen, was jemand, der die Botschaft dieses Christentums verkörpert, auch dem Volk zu sagen hat. Der Widerspruch zwischen der offiziellen Kirche und dem, was das Evangelium eigentlich verlangt, war für ihn offensichtlich. Er hat den Film übrigens Papst Johannes XXIII. gewidmet, und das war ein Papst, der aus dem norditalienischen Proletariat stammte, aus sehr einfachen Verhältnissen, das hat ihm gefallen. Ihm gefiel an Johannes XXIII. zudem, dass er ebenfalls auf diese Ursprünge des Christentums zurückkommen wollte. Und eine ganz andere Vorstellung von Kirche hatte, Pomp ablehnte und eine neue Art der Liturgie vertrat.

ZEIT ONLINE: Zu Zeiten des Vorgängers von Johannes XXIII., Pius XII., hätte er den Film nicht machen können, sagte Pasolini damals.

Albath: Das stimmt und scheint ein zentraler Punkt zu sein. Interessant ist, dass er auf der einen Seite sehr religiös ist, auf der anderen Seite aber nicht den Regeln der Kirche entsprach. Pasolini hat es abgelehnt, die Kirche nur den Priestern zu überlassen. Seine Religiosität hing zusammen mit einem ganz tiefen Verbundensein mit dem Volk und mit der Natur. Das waren die Dinge, die ihn umgetrieben haben. Pasolini wurde, als er 1963 den Kurzfilm "La Ricotta" mit Orson Welles gemacht hat, der Blasphemie bezichtigt. Er verteidigte sich mit den Worten, er sei antiklerikal, aber er trage 2000 Jahre Christentum in sich – er habe mit seinen Vorfahren die romanischen Kirchen und die gotischen Kirchen erbaut. Religion sei ein wesentlicher Bestandteil unserer Kultur und mache den Menschen aus, es ließe sich nicht darauf verzichten.

ZEIT ONLINE: Wie ist das im "1. Evangelium Matthäus" konkret umgesetzt worden?

Albath: In dem Film gibt es eine Parallele zu dem, was er als seinen eigenen Auftrag betrachtet hat: Er hat sich selber als jemanden verstanden, der die Belange der einfachen Leute, der Armen, der Nicht-Privilegierten in den Vordergrund stellt, und so kann man diesen Film auch heute noch sehen. Und das ist das Spannende und das Aktuelle daran: Er hat Jesus als jemanden begriffen, der aus der Mitte des Volkes kam und gegen die Pharisäer gekämpft hat. In Pasolinis Ästhetik ist dieser Aspekt sehr bedeutsam, gerade wenn man bedenkt, dass mit vielen

Laienschauspielern gearbeitet wurde. Er hat seine eigene Mutter als Darstellerin engagiert und ihr die Rolle der Mutter Jesu gegeben. Das sind eindrucksvolle Bilder.

Der Film ist auf eine ganz bestimmte Art und Weise fotografiert. Es gibt lange Einstellungen, die immer wieder die Gesichter zum Gegenstand haben. Es gibt in vielen Szenen eine sakrale Sprache, in anderen überwiegt dann eine neorealistische Ästhetik, die etwas sehr Aufregendes hat, denn er arbeitete schon damals mit der Handkamera und ist sehr nah an den Figuren, folgt ihnen, wenn sie zum Beispiel über eine Treppe gehen. Oder spielt mit der indirekten Kamera, wenn Jesus von Pontius Pilatus verhört wird.

ZEIT ONLINE: Man hat den Eindruck, als Zuschauer direkt an den Situationen teilzuhaben.

Albath: Ja, das macht den Film unglaublich zeitgenössisch. Pasolini entwickelt eine aufregende Film- und Bildersprache. Zum Beispiel sind die Machthaber, die Pharisäer, meist am oberen Bildrand zu sehen und von unten aufgenommen, während die Menschen aus dem Volk der Sichtweise des Zuschauers entsprechen. Wenn allerdings Jesus agiert, dann ist er auf Augenhöhe mit den Mächtigen. Er ist in der Lage, ihnen etwas zu erwidern, ihnen etwas entgegenzusetzen. Und das ist natürlich die Position, die Pasolini selbst gegenüber der italienischen Gesellschaft einnahm. Pasolini war im Unterschied zu vielen anderen italienischen Intellektuellen Anfang der sechziger Jahre sehr antibürgerlich eingestellt. Das finde ich aus deutscher Perspektive immer wieder überraschend. Er hat im Bürgertum gerade kein aufklärerisches Element gesehen, keinen aufklärerischen Impetus, sondern einen sehr starken Konformismus. Bürgertum war für ihn noch sehr stark verknüpft mit dem Erbe des Faschismus. Er hat im Bürgertum etwas erkannt, das die Wurzeln des Italienischen zerstört.

MAIKE ALBATH

arbeitet als Literaturkritikerin für Zeitungen und Rundfunk in Berlin. Die promovierte Literaturwissenschaftlerin gehört zu den besten Kennerinnen der italienischen Gegenwartskultur. 2003 wurde sie mit dem Alfred-Kerr-Preis ausgezeichnet. Im Berenberg Verlag erschienen zuletzt die Bände "Der Geist von Turin" (2010) und "Rom, Träume. Moravia, Pasolini, Gadda und die Zeit der Dolce Vita" (2013)

ZEIT ONLINE: Sie erwähnten, dass Pasolinis Mutter in seinem Film mitspielte. Und es waren neben den Laienschauspielern aus Süditalien noch Freunde von ihm in die Dreharbeiten involviert.

Albath: Pasolini hat immer seinen gesamten Freundeskreis eingebunden in seine filmischen Projekte. Die Schriftstellerin Elsa Morante hat die Musik ausgesucht. Sie hat auch beim Casting ein Wort mitgeredet, hat Pasolini sogar ein Telegramm geschickt, dass ein bestimmter Schauspieler nicht geeignet sei für die Jesusfigur. Die Autorin Natalia Ginzburg, ihr Mann Gabriele Baldini, ein großer Anglist, und der junge Giorgio Agamben, der zum Hofstaat von Elsa Morante gehörte, haben ebenfalls kleine Rollen gespielt. Sie waren ganz einfach dabei, weil er Gesichter brauchte und in den Gesichtern seiner Freunde zuweilen etwas Ursprüngliches gesehen hat, was er für seinen Film verwenden wollte. Dazu kam, dass er nicht besonders viel Geld hatte. Und so suchte er immer in seinem Umfeld nach Leuten, die ihm helfen konnten. Er hat diese Freundschaften sehr bewusst, aber auch mit viel Witz und Einfallsreichtum zu nutzen gewusst.

ZEIT ONLINE: Wie wurde der Jesus-Film aufgenommen?

Albath: Wie bei fast all seinen Filmen sah er sich auch bei diesem starker Polemik ausgesetzt. Als er uraufgeführt wurde, haben die Faschisten eine Schlägerei angezettelt. Man warf ihm die Beschmutzung des abendländischen Christentums vor. Das war natürlich absurd, denn gerade tief religiöse Katholiken haben diesen Film als Hommage begriffen. Er bekam von dieser Seite sogar Preise für das 1. Evangelium Matthäus zugesprochen. Von politischen Weggenossen, der italienischen Linken, den Kommunisten, den Marxisten, hat Pasolini sehr viel Prügel einstecken müssen. Man hatte von ihm eine größere Kritik am Katholizismus erwartet.

ZEIT ONLINE: Hat Pasolini das gar nicht angefochten? Immerhin hat die Amtskirche verdächtig positiv reagiert, bei der Vorführung des Films im Vatikan soll der Applaus 40 Minuten gewährt haben. Da könnte der Ruf doch schon leiden.

Albath: Ja, aber es gab für ihn eben auch einen anderen Katholizismus. Er war fasziniert von den Überzeugungen von Don Milani, und er hat diese aufgegriffen. Don Milani war ein Priester, der in den fünfziger Jahren in die Abruzzen gegangen ist und dort Schulkinder unterrichtet hat. Er beklagte, ähnlich wie Pasolini, dass die Machtstrukturen in Italien so starr sind, dass Kinder aus Bauernfamilien überhaupt nicht die geringste Chance haben, weil der Zugang zur Macht immer über Sprache funktioniert. Und solange diese Bauernkinder – bei Pasolini ist es dann das Volk im Allgemeinen – keinen Zugang haben zur Sprache, sind sie nicht in der Lage, überhaupt eine Rolle zu spielen im gesellschaftlichen Leben. Don Milani stand für den sogenannten Cattocomunismo, da sind sich Pasolini und der Priester sehr nah. Das Volk ist für Pasolini der 13. Jünger Jesu.

ZEIT ONLINE: Welche Bedeutung hat Pasolini heute noch im italienischen Kulturleben?

Albath: Er ist noch immer wichtig, weil er eine ganz bestimmte Haltung verkörpert hat. Diese Haltung gewinnt gerade im Moment wieder sehr an Bedeutung und an Einfluss. Viele junge Schriftsteller berufen sich auf ihn, mehr vielleicht als Filmemacher, weil er so radikal ist. Er hat ja auch Jesus als Partisan begriffen. Das wird gerade am Schluss des Films deutlich. Jesus war für ihn ein Sozialrevolutionär, und das ist die Haltung, die er selbst als seine eigene begreift und die heute noch von großer Aktualität ist, die für zeitgenössische Schriftsteller und vielleicht Regisseure die entscheidende ist.

[ZUR STARTSEITE](#)

<http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702304572204579501380338692764?mg=ren064-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052702304572204579501380338692764.html>

The New Old Euro Arguments. 102,51

The Delors report led to the single currency—and a quarter-century of bickering that hasn't changed much

JOHN PHELAN

Updated April 18, 2014 5:14 a.m. ET

Twenty-five years ago this week, the European Commission released its "Report on Economic and Monetary Union in the European Community." This dry-sounding document—better known as the Delors report, after then European Commission President Jacques Delors—laid out the path that led to the euro. Monetary union, the report predicted, would bring "price stability, balanced growth, converging standards of living, high employment and external equilibrium" to the Continent.

Like all attempts at monetary union, the Delors report was driven by both political and economic impulses. Politically, it was another step toward the "ever closer union" enshrined in the Treaty of Rome. One of the pillars of that union was the creation of a single market throughout the European Economic Community, in which goods, labor and capital could move freely. This single market, the Delors report argued, needed a single currency.

But the first step down this road was taken for rather less lofty reasons. To limit the exchange-rate fluctuations so damaging to such integrated trading partners, the EEC had established the European Monetary System in 1979, the centerpiece of which was the exchange-rate mechanism of fixed exchange rates. Over time this evolved into a deutsche mark standard with member-state currency fluctuations limited to a plus-or-minus 2.25% band—plus-or-minus 6% for the unruly Italian lira—on either side of their deutsche mark parities.

But the entire onus of adjustment required to remain within this band fell on the depreciating currency with a payments deficit; there was no symmetric requirement for the strong currency with a payments surplus to adjust. If the lira fell relative to the mark, Italian policy makers would have to initiate "deflationary" fiscal and monetary policies to push it up again. If this failed they would have to devalue. German policy makers could have helped by initiating "inflationary" monetary and fiscal policies to push the deutsche mark down, but the Bundesbank, wary of inflation and eager to protect its independence from both the German government and ill-disciplined monetary neighbors, only rarely and grudgingly did so.

The early years of the European Monetary System saw repeated devaluations as successive governments found German monetary policy unsuitable, culminating in an acrimonious and chaotic devaluation of the French franc and revaluation of the deutsche mark in January 1987. Paris began looking for a way to escape these periodic humiliations, and in January 1988 then Finance Minister Édouard Balladur released a memorandum condemning the monetary system's "bias towards deflation and the overvaluation of Europe's currencies," which put "the burden of adjustment on weaker currencies to raise their interest rates." The Italian finance minister at the time, Giuliano Amato, hurriedly agreed, and a proposal was floated to jointly manage Europe's money supply. This way, they hoped, French and Italian policy makers would be able to get their hands on the Bundesbank's steering wheel.

What happened next took them by surprise. There was tension in Germany between the government, which was mindful of its relations with other EEC nations, and the Bundesbank, which wasn't. Often, when governments begged the Bundesbank to inflate, Bonn was among them. Then German Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher and Bundesbank Governor Karl Otto Pöhl resolved these tensions via a clever expedient: In February 1988, Mr. Genscher responded to Messrs. Balladur's and Amato's initiative with a memorandum proposing "a European currency area and a European central bank." Mr. Genscher won Bundesbank acquiescence for monetary union by transposing its framework to the level of the European Community.

The European Council, meeting at Hanover in June 1988, resolved "to entrust to a Committee ... the task of studying and proposing concrete stages leading towards [monetary] union." This Committee was chaired by Mr. Delors, the EEC chairman, and made up of the presidents or governors of member states' central banks and three outside experts. The Delors Committee was charged with delivering its report before the European Council meeting scheduled in Madrid in June 1989.

The Franco-Italians who had seen centralized monetary control as a solution to their problems had been caught out by Germany's proposal of "centralization plus." And, as the Delors Committee set to work, the Franco-Italians were let down by their representatives on it, central bankers themselves who looked upon the Bundesbank's status with envy. The Delors report eventually outlined a three-stage path to a single currency managed by an independent central bank after the German model, which "would be committed to the objective of price stability." Years of wrangling followed.

Behind that wrangling was an argument about whether trade imbalances had micro- or macroeconomic causes. For countries such as France and Italy, the problem was macroeconomic. Persistent German trade surpluses were driving the deutsche mark up and dragging the franc and lira up with it, worsening France's and Italy's already weak competitive positions.

The answer was more consumption in Germany and looser monetary and fiscal policy to facilitate it. For the Germans and their Dutch allies, on the other hand, the issue was microeconomic. To them, Spain's 20% unemployment rate was the result of a sclerotic labor market strangled by red tape. The solution was Spanish labor-market reform, not Europe-wide stimulus, which, in Germany, with its 9% unemployment rate, would only lead to inflation.

Twenty-five years later it is striking how the arguments and the protagonists have barely changed.

Mr. Phelan is a fellow at the Cobden Centre in the U.K.

Aufreizende Bademode 102,53

21.04.2014 · Im vergangenen Sommer wollte eine Muslimin ein Konstanzer Strandbad in einem Burkini besuchen und wurde abgewiesen. Nun tobt ein Streit, ob das Verbot des Ganzkörperbadeanzugs die Religionsfreiheit beschränkt.

Von RÜDIGER SOLDT



© DPA  Eine muslimische Schülerin im Burkini im Schwimmbad

Konstanz, Deutschlands südlichste Universitätsstadt, ist ein Badeparadies. Es gibt schick sanierte Strandbäder, die Bodensee-Therme mit allen erdenklichen Wellness-Angeboten und das eher profane Schwaketenbad. Am 10. Juli 2013 ereignete sich dort ein Vorfall, der nun die Politik und demnächst die Gerichte beschäftigen dürfte: Die in Konstanz geborene, türkischstämmige Ela B. wollte mit ihren zwei Kindern ein erfrischendes Bad nehmen. Die Muslimin kündigte beim Betreten des Schwaketenbades an, sie werde einen Ganzkörperbadeanzug tragen, der nur Hände, Füße und das Gesicht unbedeckt lasse. Daraufhin verwehrte man ihr den Zugang.

Zwar sind solche „Burkinis“ nicht explizit verboten, doch sind in der etwas älteren Bäderordnung grundsätzlich Ganzkörperbadeanzüge untersagt. Als die Ordnung verfasst wurde, hatten offenbar einige Supersportler und Taucher die Neigung, in Schwimm- oder Neoprenanzügen in die städtischen Schwimmbäder zu kommen – das wollte man nicht. Maßgeblich für das Verbot waren hygienische Gründe.

Kulturkampf im Internet

Auf die türkischstämmige, in Konstanz geborene Frau wird also ein Verbot angewandt, das eigentlich eine andere Zielrichtung hatte. Der Leiter der städtischen Bäderverwaltung würde an der Regelung gern festhalten: In einem Schreiben an die Integrationsbeauftragte der Stadt macht er die bekannten hygienischen Gründe geltend, er argumentiert aber auch, dass sich andere Badegäste durch die „korankompatiblen Badekleider“ verunsichert oder gar bedroht fühlen könnten.

Im Internet tobt mittlerweile über den Konstanzer Fall ein Kulturkampf mit den erwartbaren Argumenten: Die Befürworter eines Burkiniverbots wettern gegen die Anmaßung der „islamischen Herrenrasse“, was schon semantisch bedenklich ist. Die Gegner eines Burkiniverbots warnen vor Einschränkungen der Religionsfreiheit.

Am Ende wird der Streit wohl vom Verwaltungsgericht entschieden: Ela B. will demnächst eine Klage einreichen. Der Stadt Konstanz liegt der Entwurf der Klageschrift schon vor. Bei der Entscheidung des Gerichts dürfte ein Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom vergangenen Jahr eine Rolle spielen: Eine muslimische Schülerin aus Frankfurt wollte vom koedukativen Schwimmunterricht befreit werden, weil die Teilnahme nicht mit den muslimischen Bekleidungs Vorschriften vereinbar sei. Das Gericht entschied, das Tragen eines islamgerechten Ganzkörperanzugs sei akzeptabel, die Befreiung vom Unterricht aus religiösen Gründen müsse in einer pluralistischen Gesellschaft die absolute Ausnahme bleiben.

Euro-Zone Fiscal Colonialism 102,54

By PHILIPPE LEGRAIN APRIL 21, 2014

LONDON — Last Tuesday, the European Parliament finally approved a mechanism for restructuring and closing down failed banks across the euro zone. But the system, which will not be established until 2015, is unworkably complex and leaves a veto power with national governments. Six years after the financial crisis began, Europe has still not resolved its banking mess.

Despite the hoopla in bubbly financial markets, the crisis continues to inflict grave hardship. Zombie banks are still curbing credit to businesses in Southern Europe. Millions of people in sickly economies have lost their jobs or must scrape by on slashed wages, while they struggle with huge debts and pay higher taxes for worse public services. Many have lost that most precious commodity: hope for a brighter future.

Social tensions within countries are multiplying, as are political frictions between them. Support for the European Union is at an all-time low. Extremist parties are set to advance in European Parliament elections next month.

The primary cause of the crisis was the reckless lending of German and French banks (both directly and through local banks) to Spanish and Irish homeowners, Portuguese consumers and the Greek government. But by insisting that Greek, Irish, Portuguese and Spanish taxpayers pay in full for those banks' mistakes, Chancellor Angela Merkel's government and its handmaidens in Brussels have systematically privileged the interests of German and French banks over those of euro zone citizens.

Germany, in particular, remains in denial about its banks' bad loans. Loath to cede control over its stricken banks, Berlin has used its clout to eviscerate the euro zone's banking union. Worse, the German government, together with the European Commission and the European Central Bank, wrongly blamed the euro zone crisis on fiscal profligacy across Southern Europe. This self-serving misdiagnosis has inflicted lasting economic and political damage.

The massive austerity that Europe's leaders enforced has caused deep recessions and soaring unemployment, while perversely destabilizing public finances. In Greece, the economy has shrunk by a quarter and the incomes of the poor by one-third; six in 10 young people are unemployed. By some measures, this is a worse slump than Germany suffered in the 1930s.

In my former post, as an economic adviser to the president of the European Commission, I argued against such measures, but to little avail. When European policy makers' mistakes sparked a bond-market panic that brought the euro zone to the brink of collapse, their response was still more austerity. Only in the summer of 2012 did the European Central Bank finally quell the panic.

Thanks to the central bank's action and an easing of austerity, euro zone economies have stabilized. Berlin and Brussels claim — wrongly — that their handling of the crisis has been vindicated.

The bungled decision to bail out German and French banks by lending to an insolvent Greece in May 2010, rather than writing down its debts, scarred the euro zone. It violated the legal basis on which the euro was formed: that a government in difficulty should not be bailed out by its peers.

Because Ms. Merkel agreed to breach this rule, Germany's taxpayers feared that they were on the hook for Southern Europe's debts. Ms. Merkel therefore demanded greater control over other countries' budgetary decisions — and the European Commission was only too delighted to grab new powers. Countries that share a currency and an interest rate need greater fiscal flexibility, not less, but the commission now applies a fiscal straitjacket — including the right to demand that a government rewrite its budget before presenting it to parliament.

This centralization of fiscal powers is not just economically dangerous; it is also politically poisonous. When voters in a member country have turfed out their government, as they have done at almost every election since the crisis, Olli Rehn, the commission's vice president and fiscal enforcer (currently on temporary leave), has popped up on television to insist that the incoming government stick to the old one's failed policies. That a remote, unelected and scarcely accountable official in Brussels should deny voters legitimate choices about tax and spending decisions is undemocratic and alienates people from the European Union.

A crisis that could have united Europe in a joint effort to curb the mighty banks has instead divided the euro zone into creditor nations and debtor ones, with banks' bad loans becoming intergovernmental obligations. European Union institutions have become instruments for creditors to impose their will on debtors, subordinating Europe's southern "periphery" to the northern "core" in a quasi-colonial relationship. Berlin and Brussels now have a vested interest to entrench this system rather than cede power and admit to mistakes.

To get out of this mess, the euro zone needs a change of policies and institutions. Banks need to be restructured and unbearable debts written down. More investment is needed, along with bold reforms to boost productivity.

The “no bailout” rule should also be restored. Elected national governments must have much greater flexibility to tax and spend as they please, constrained by markets’ willingness to lend to them and ultimately by the possibility of default. A mechanism for the orderly restructuring of sovereign debt should be established for that purpose.

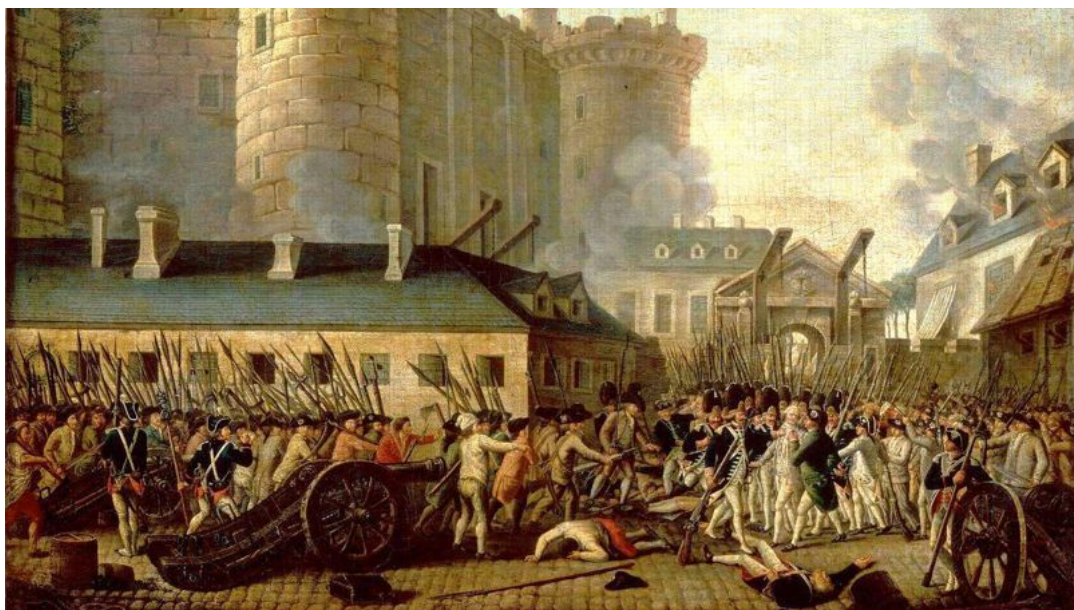
To avoid future panics, the European Central Bank’s role as a lender of last resort to solvent governments should be enshrined. The mechanism for restructuring failed banks also needs to be properly independent.

In the long term, a euro zone treasury accountable to both European and national legislators should be created, with limited tax-raising and borrowing powers. To persist with current policies and institutions will corrode support for the European Union and risks destroying it. We need a European Spring of economic and political renewal.

Philippe Legrain, a former economic adviser to the European Commission president, is the author of “European Spring: Why Our Economies and Politics are in a Mess — and How to Put Them Right.”

1789, c'est maintenant ! 102,56

Publiée le 21/04/2014 à 11:41



FIGAROVOX/ANALYSE - De la crise des finances publiques que l'Etat ne parvient pas à résoudre au mille-feuilles territorial, les points communs ne manquent pas entre la situation actuelle et la période qui a précédé la Révolution française. Le décryptage d'Eric Verhaeghe.



Eric Verhaeghe a été président de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) entre 2004 et 2009. Il est également l'auteur de plusieurs ouvrages publiés chez Jacob-Duvernet: *Jusqu'ici tout va bien*, *Au coeur du MEDEF: Chronique d'une fin annoncée*, et [Faut-il quitter la France?](#) Retrouvez ses chroniques sur son [site](#).

Comme dans toutes les époques qui semblent indécodables, où l'on sent bien que quelque chose va se passer mais on ne sait pas encore quoi, le réflexe premier est celui de l'analogie: quelle période, dans notre passé, constitue le meilleur paradigme pour comprendre le chemin que nous empruntons à tâtons aujourd'hui?

En 1788, Louis XVI se montre incapable de vaincre les résistances internes qui bloquent les indispensables réformes. Au centre de celles-ci, la réforme fiscale occupe la même importance qu'aujourd'hui ...

Bien entendu, les points communs avec 1789 suscitent des commentaires fréquents.

Il y a d'abord cette immense crise des finances publiques que l'Etat ne parvient pas à résoudre. On ne dira d'ailleurs jamais assez que la crise des années 2010 est bien plus grave que la crise des années 1780. L'Etat de Louis XVI dépensait en moyenne 25% de plus que son budget annuel. Cette proportion s'élève aujourd'hui à plus de 30%, avec près de 90 milliards de déficit sur des recettes de 300 milliards.

Il y a ce mille-feuilles territorial qui morcelle l'Ancien Régime et rend le pays ingouvernable, comme dans la France d'aujourd'hui.

Il y a aussi cette déliquescence du pouvoir central, qui semble impuissant à reprendre la main sur le désordre ambiant. En 1788, Louis XVI se montre incapable de vaincre les résistances internes qui bloquent les

indispensables réformes. Au centre de celles-ci, la réforme fiscale occupe la même importance qu'aujourd'hui: l'impôt de l'Ancien Régime ne mobilise pas les vraies ressources du pays et est vécu, comme injuste et inefficace.

Il y a ce mille-feuilles territorial qui morcelle l'Ancien Régime et rend le pays ingouvernable, comme dans la France d'aujourd'hui. Dans leur grande sagesse, au fond, les Jacobins avaient compris que la géographie administrative française n'était viable que dans un Etat très centralisé. C'est la décentralisation voulue par la gauche en 1981 qui a fait le lit de la décision publique.

Cette tribu de hauts fonctionnaires sortis de l'ENA et des grandes écoles, de bourgeois héritiers médiocres prêts à sacrifier l'avenir du pays pour défendre un patrimoine qu'ils sont incapables de faire fructifier en respectant les lois du marché.

Il y a enfin cette réaction nobiliaire qui poussait les élites à se figer sur les positions les plus conservatrices, quand il fallait, pour sauver l'Ancien Régime, faire de la place aux gens nouveaux, aux roturiers, aux entrepreneurs, aux banquiers. De façon ironique, ce sont d'ailleurs les gens nouveaux d'hier qui sont devenus les aristocrates d'aujourd'hui. Cette tribu de hauts fonctionnaires sortis de l'ENA et des grandes écoles, de bourgeois héritiers médiocres prêts à sacrifier l'avenir du pays pour défendre un patrimoine qu'ils sont incapables de faire fructifier en respectant les lois du marché.

Mais dans cet ensemble, ce sont peut-être deux autres traits qui méritent le plus d'être soulignés.

Premier trait: comme en 1789, la France connaît une profonde transformation des modes de communication.

Aujourd'hui, c'est Internet qui met n'importe quel Français en contact immédiat avec n'importe qui d'autre dans le monde. Cette formidable immédiateté dans la transmission de la pensée et des idées bouleverse l'ordre social traditionnel.

En 1789, la multiplication des clubs, et singulièrement le développement de la franc-maçonnerie, brisaient les parois étanches entre classes sociales et espaces géographiques pour produire la première mondialisation de l'action politique. C'est par exemple Jean-Baptiste Willermoz qui crée une obédience maçonnique à Lyon, et qui reçoit la visite des princes européens chez lui pour repenser le monde. Aujourd'hui, c'est Internet qui met n'importe quel Français en contact immédiat avec n'importe qui d'autre dans le monde. Cette formidable immédiateté dans la transmission de la pensée et des idées bouleverse l'ordre social traditionnel.

Second trait, souligné par Tocqueville dans l'Ancien Régime et la Révolution: les révolutions naissent de l'improvisation, et non d'un acte conscient et concerté. C'est la force des choses qui entraînent un peuple dans une révolution, dont la conscience est toujours rétrospective. D'une certaine façon, une révolution naît de l'impossibilité d'y échapper, mais certainement pas de la volonté de la faire, même si l'historiographie nous a convaincus du contraire.

Au fond, la grande ressemblance entre la France d'aujourd'hui et celle de 1789 est qu'une révolution y est tout aussi possible qu'improbable.

Deutschland ist der Sieger der Globalisierung 102,58

19.04.2014 · McKinsey hat die Globalisierung vermessen. Und den größten Profiteur ermittelt. Jetzt raten Sie mal, was dabei herausgekommen ist.

Von WINAND VON PETERSDORFF

Die Bewohner der Erde arbeiten, tauschen und kommunizieren viel häufiger über Grenzen hinweg als früher. Und dieser wachsende Austausch macht die Volkswirtschaften reicher. Was die verbliebenen Freunde der Marktwirtschaft ohnehin immer vermutet hatten, wird jetzt durch eine Untersuchung des McKinsey Global Institute, die Denkfabrik des Beratungsunternehmens, unterfüttert.



Autor: Winand von Petersdorff-Campen, Jahrgang 1963, stellvertretender Ressortleiter Wirtschaft und „Geld & Mehr“ der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung.

„Weltweite Ströme von Waren, Kapital, Menschen, Dienstleistungen und - das ist neu - Daten sind Basis unseres Wohlstands“, schreibt McKinsey zu ihrer ganz frischen Untersuchung („Global flows in a digital age: How trade, finance, people, and data connect the world economy“). Das Institut schätzt, dass der weltweite Austausch zusätzliches Weltwirtschaftswachstum generiert - 15 bis 25 Prozent des Gesamtwachstums. Die Berater identifizieren zwei machtvollen Kräfte, die den internationalen Austausch prägen: Da ist zum einen der wachsende Wohlstand in Schwellenländern und die Ausbreitung des Internets und digitaler Technologien.

Die Berater haben Zahlen und Daten über den zwischenstaatlichen Austausch jedweder Art für den Zeitraum von 1980 bis 2012 zusammengetragen. Sie haben gemessen, wie viele Waren und Dienstleistung weltweit ausgetauscht werden, wie viel Geld über Grenzen hinweg fließt und wie viele Leute ihre Heimat verlassen, um anderswo ihr Glück zu machen. Zudem haben sich die Forscher - und das ist das Besondere an der Untersuchung - die Mühe gemacht, die internationalen Datenströme auszukundschaften: Wie groß sind sie, wie stark sind sie gewachsen und wo führen sie lang.



Ziel der Untersuchung ist es, die zunehmende Vernetzung der Welt zu illustrieren und gleichzeitig jenes Land zu küren, das am stärksten vernetzt ist. Der Subtext dabei lautet: je vernetzter desto besser für den Wohlstand der jeweiligen Volkswirtschaft und für die ganz Welt.

McKinseys gute Nachricht ist: Deutschland schneidet in dem neu konstruierten Connectedness Index am besten von allen Ländern ab, noch vor China und Amerika. Das Land ist zwar weder der Primus, der die meisten Waren oder Dienste exportiert, noch wandern die meisten Menschen ein. Hier wird auch nicht am meisten über Grenzen hinweg kommuniziert. Aber in jeder dieser einzelnen Rubriken ist Deutschland ziemlich weit vorn im internationalen Vergleich. Und in der Summe ist man deshalb die globale Nummer eins.

Ein Teil des physischen Handels wird ersetzt

Ein besonderer Trend kommt Deutschland und seiner speziellen Wirtschaftsstruktur zugute. Die Güter, die über Grenzen hinweg gehandelt werden, werden technisch immer aufwendiger. Früher hatten Güter, bei denen billige Arbeitskraft ein wichtiger Faktor ist, und Rohstoffe einen großen Anteil an der Handelsbilanz, heute sind es immer häufiger Güter, die auf den Faktor Knowhow angewiesen sind. Das spielt dem Auto- und Maschinenland Deutschland in die Hände, doch China holt auf.

Die Führungsrolle verdankt Deutschland auch seiner Politik, die in Infrastruktur (Leitungen, Straßen und Schienen) und Bildung investiert. Was die Datenströme angeht, ist Deutschland die Nummer zwei: Die grenzüberschreitende Internetkommunikation - Skype-Anrufe und Mails ins Ausland zum Beispiel - erreicht ein überdurchschnittliches Niveau.

Das große Zusammenrücken der Länder zeigt sich an den Warenströmen, an den Geldströmen, der globalen Migration und vor allem an den Datenströmen, die ganz besonders groß geworden sind durch die Ausbreitung des Internets und digitaler Technologien: Zwischen 2005 und 2012 hat der zwischenstaatliche Internetverkehr jährlich um über 50 Prozent zugenommen. Die neuen Technologien beschleunigen den Informationsaustausch dramatisch. Im Jahr 1830 hat es 2000 Dollar im heutigen Wert gekostet, einen Brief von England nach Indien zu schicken. Rund sechs Monate war er unterwegs, so lange brauchte ein Schiff. Selbst als Schiffsladung würde ein Brief heute 3 Dollar kosten und nur wenige Tage beanspruchen. Eine E-Mail nach Bombay ist heute eine Sache von Sekunden und nahezu kostenlos.

Die neuen Mittel des Datenaustauschs beeinflussen nach der Analyse der McKinsey-Forscher aber auch die anderen Tauschbeziehungen und sogar die Migration. Ein Teil des physischen Handels wird ersetzt: E-Books, Computerspiele, Filme und Musik brauchen keine klassischen Datenträger (Buch, DVD oder CD) mehr, dafür wächst der internationale Handel mit MP3-Playern und Spiele-Konsolen. 3D-Drucker machen ebenfalls manche physische Lieferung überflüssig und substituieren sie durch ein digitales Bauprogramm, das am Ort des Konsums das Produkt entstehen lässt.

François Hollande oublie Pâques : faut-il renier les racines chrétiennes de la France ? 102,60

Publié le 22/04/2014 à 16:26



FIGAROVOX- Se retranchant derrière la laïcité, François Hollande n'a pas souhaité une bonne fête de Pâques aux catholiques français. On se souvient pourtant qu'il avait adressé ses vœux aux musulmans de France pour la fête de l'Aïd. Deux poids, deux mesures ?

Gérard Leclerc est un journaliste, philosophe et essayiste. Il est éditorialiste à France catholique et à Radio Notre-Dame.

François Hollande n'a pas souhaité une bonne fête de Pâques aux catholiques français. Rien d'étonnant à première vue, car la France est un pays laïque. Néanmoins, on se souvient qu'il avait adressé ses «vœux de bonheur, de santé et de réussite aux musulmans de France» pour la fête de l'Aïd qui clôture le ramadan. Que vous inspire ce deux poids, deux mesures?

Gérard Leclerc: Le salut aux musulmans de François Hollande est de nature opportuniste et politique. C'est une clientèle électorale essentielle au [Parti socialiste](#), qui est en train de lui échapper à cause des réformes sociétales, et qu'il s'agit de bien soigner.

François Hollande s'est éloigné du catholicisme, pourtant prégnant dans sa famille, et retranché dans un agnosticisme fermé à l'égard de toute inquiétude religieuse.

Cela témoigne-t-il d'une hostilité particulière que vouerait le président aux catholiques suite à l'affaire du mariage pour tous, ou plus généralement une indifférence de la classe politique française à l'égard des catholiques?

Je pense qu'il s'agit d'un problème propre à [François Hollande](#), mais qui rejoint également une tradition et une culture française. Comme l'a souligné Samuel Pruvot dans son livre *François, Hollande, Dieu et la République* (Salvator, 2013), François Hollande s'est éloigné du catholicisme, pourtant prégnant dans sa famille, et retranché dans un agnosticisme fermé à l'égard de toute inquiétude religieuse.

Il rejoint ainsi une tradition française positiviste née avec les [Lumières](#) qui ont eu en France une tonalité bien particulière par rapport à d'autres pays européens, celle d'une philosophie antichrétienne et anticatholique qui a débouché sur la déchristianisation entreprise par la [Révolution française](#). De là provient l'ambiguïté fondamentale de la notion de laïcité dont on ne sait pas si elle traduit une neutralité du pouvoir ou la promotion délibérée d'un athéisme d'État.

Le premier à avoir manifesté son hostilité à la mention des «racines chrétiennes de l'Europe», c'est Jacques Chirac, dans la lignée du radical-socialisme plutôt que dans celle du gaullisme

De l'autre côté de la Manche, David Cameron s'est fait tacler par des intellectuels pour avoir parlé de l'Angleterre comme d'un «pays chrétien». Selon vous, David Cameron a-t-il raison d'assumer le caractère chrétien de son pays?

[David Cameron](#) fait preuve d'indépendance et de liberté en osant rappeler de telles vérités. Il y a fort à parier que, hormis la fronde d'intellectuels et d'artistes qui s'est déclenchée contre lui, l'opinion publique, elle, le suit.

En France, il serait très difficile pour un homme politique de droite de tenir un tel discours. Il y a une pudeur, pour ne pas dire une gêne à droite sur ce sujet. Le premier à avoir manifesté son hostilité à la mention des «racines chrétiennes de l'Europe», c'est Jacques Chirac, dans la lignée du radical-socialisme plutôt que dans

celle du gaullisme («Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne», disait le Général) dont il se voulait l'héritier.

Ce rejet des racines chrétiennes est une triste exception française due à notre histoire très conflictuelle et à la rupture de la Révolution française. En Allemagne, Angela Merkel, fille de pasteur, n'hésite pas à employer le langage religieux dans ses discours et plaide pour des «racines chrétiennes de l'Europe».

Renier les racines chrétiennes de l'Europe, c'est renier la culture européenne.

Nous sommes à la veille des élections européennes. L'Union européenne devrait-elle, selon vous, faire référence à ces «racines chrétiennes de l'Europe»?

Je pense que c'est une évidence. Malheureusement, ce n'est pas la direction que prend l'Europe, noyée dans des préoccupations économiques et technocratiques. Peu d'hommes politiques osent prendre leurs distances avec la prudence mise en place par [Jacques Chirac](#), à part [Laurent Wauquiez](#) peut-être qui a affirmé vouloir défendre des racines chrétiennes de l'Europe.

Sans nier les évolutions de l'histoire et la pluralité de nos appartenances, on ne peut ignorer une histoire chrétienne qui a profondément marqué les mentalités, la culture et jusqu'aux paysages de notre pays.

Il y a quelque chose de malsain dans cette amnésie de l'Europe à l'égard de son passé religieux. Quelque chose qui tire son origine de la vision positiviste de l'homme mise en place par les Lumières françaises, qui exclut toute interrogation vers la transcendance. Or, comme le disait Maurice Clavel, «la culture est une option sur l'absolu». Renier les racines chrétiennes de l'Europe, c'est renier la culture européenne.

How Underpaid German Workers Helped Cause Europe's Debt Crisis 102,62

APRIL 22, 2014

Neil Irwin

[@Neil_Irwin](#)

To understand a crucial reason for the European financial crisis that nearly caused a global financial collapse and threatened to undo a six-decade push toward a united Europe, you could look at a bunch of charts of bond markets and current account deficits and fiscal imbalances.

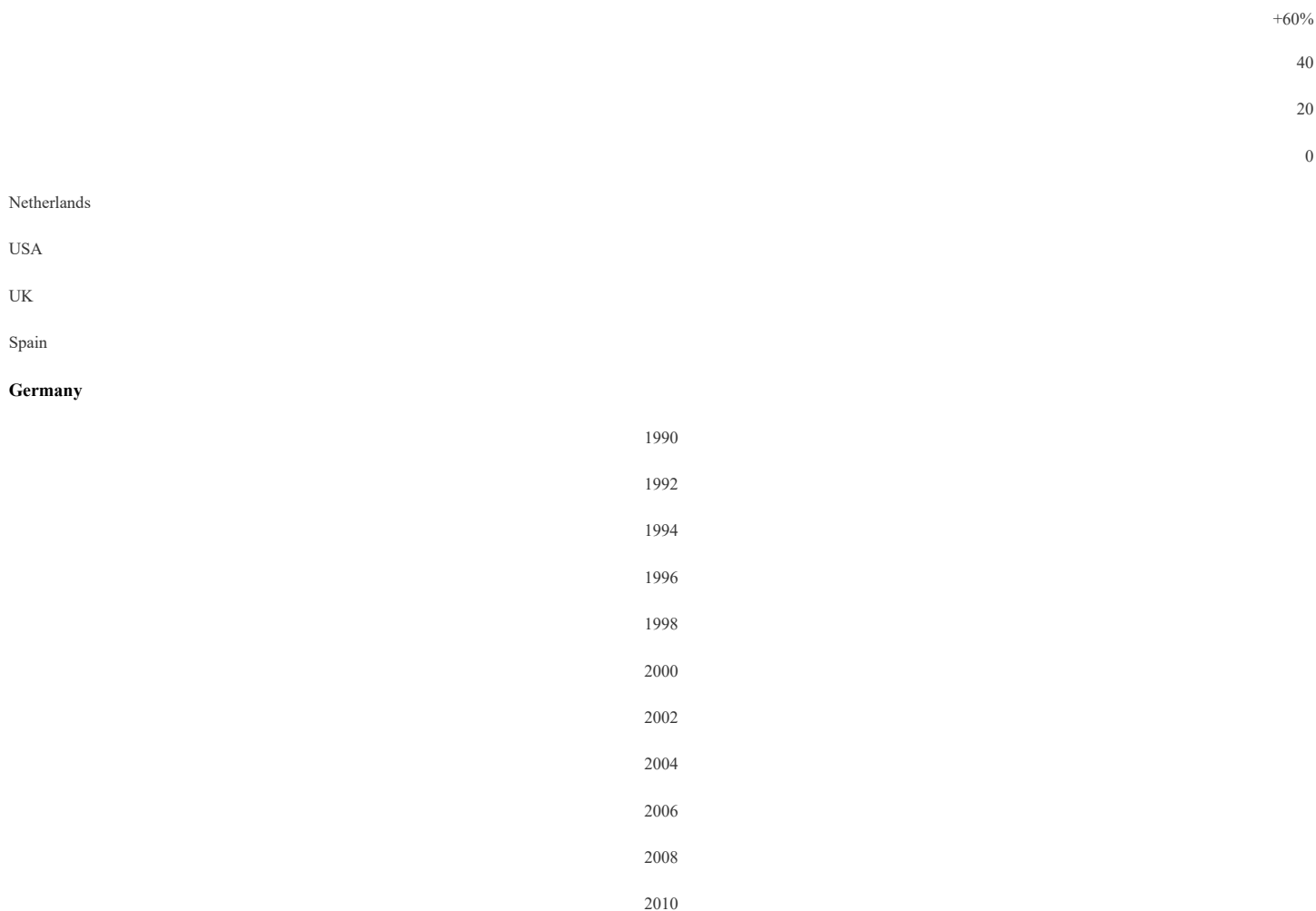
Or, you could take a look at new data compiled [by LIS](#), a group that maintains the Luxembourg Income Study Database, that shows [how income is distributed](#) in countries around the world. It offers a surprising insight about why Europe came to the financial brink.

In most advanced economies, the middle class made significant advances in earning power over the last few decades, even if the rich have done quite a lot better. But one major country stands out as the exception, with middle-income workers seeing no meaningful increase since the 1990s.

It is Germany, the largest economy in Europe. And the numbers are remarkable. From 2000 to 2010, after-tax income for people in the middle of the income distribution in Germany increased 1.4 percent. Not per year. Total.

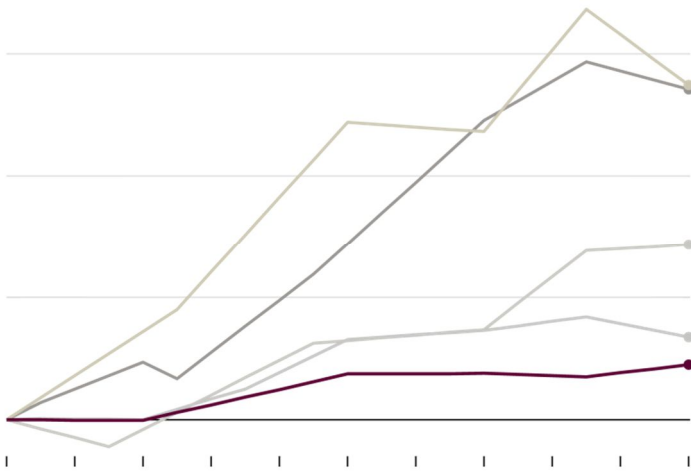
[Continue reading the main story](#)

Change in median per-capita after-tax income, adjusted for inflation, since 1990



Since 1990, middle-income Germans have seen virtually no increase in pay, compared with sharp rises in many of their European neighbors.

+60%



Source: Luxembourg Income Study

If you look at a longer time span, from 1990 to 2010, the ordinary German worker did not fare well either. The median per-capita income rose 7.5 percent, which works out to a rate of only 0.4 percent a year.

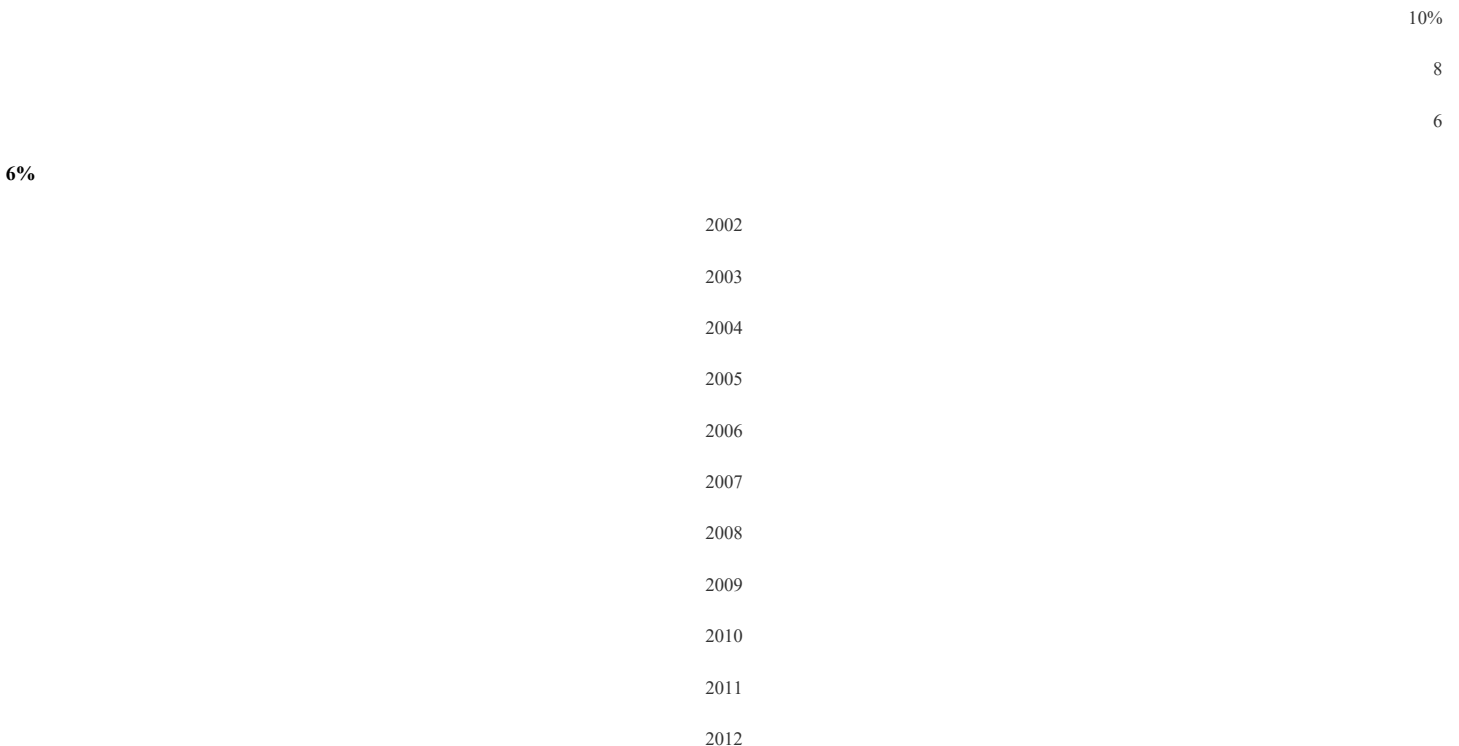
At one time there was a good argument that middle-class German workers were overpaid relative to international competitors. In 1990, they made 10 percent more than similarly situated Dutch workers and 29 percent more than middle-income British ones. But by 2010, they made less than either.

The stagnation in wages for the German working and middle class was intentional, caused by policy decisions connected to the challenges of reunification.

As West Germany absorbed Soviet-dominated East Germany in the 1990s, the united Germany was often called the “sick man of Europe.” Wage increases outpaced productivity, and lavish unemployment benefits led many workers to stay home rather than take low-paying jobs.

Through a series of overhauls introduced by the government in concert with industry and labor unions, Germany aimed to get healthy again. The nation slashed long-term jobless benefits, which encouraged more people to enter the job market. It took steps to ensure that rising productivity of German industry translated into more people in the labor force rather than higher wages.

The measures worked exceptionally well, which is reflected in both the stagnant wages and a falling German jobless rate.

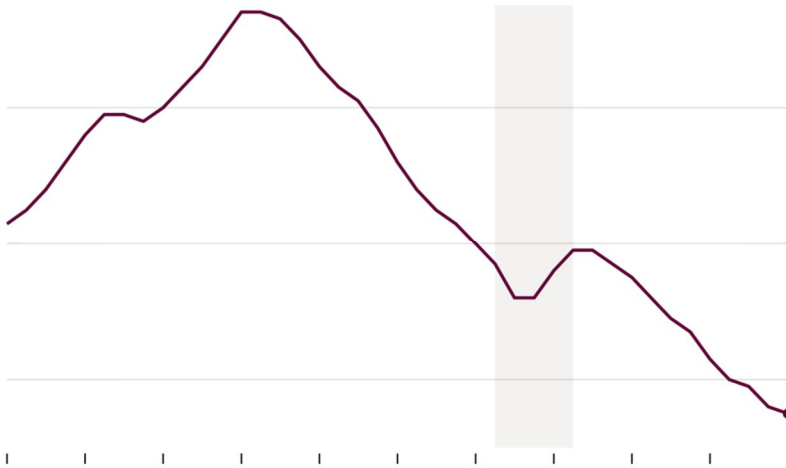


Government policies have helped push the unemployment rate down even as a worldwide recession hit.

11.4%
Recession

Fewer Jobless in Germany

1



Source: O.E.C.D.

One result was a boon for German exports. By keeping a lid on wages, Germany made its exporters' products more competitive in the global marketplace. Germany was making more stuff than it was consuming, and exporting the surplus to the rest of the world, especially the rest of Europe.

Which brings us back to the euro zone crisis. People (especially Germans) often view the crisis, which first became severe four years ago this spring, through this frame: Profligate, free-spending nations along Europe's southern coast (we're looking at you, Greece, Italy and Spain) borrowed more money than they could possibly repay; then, when the bill came due, they nearly caused the collapse of the common euro currency before being bailed out by their more responsible Northern European neighbors.

Germany had the good sense or good fortune to implement its austerity policy during a time of economic growth. Its labor productivity...

That's not wrong, necessarily, but it is incomplete.

The run-up in debt in Spain and Greece and Italy was the flip side of Germany's success in containing workers' wages and improving exports. Germany sold more stuff to Southern Europe than it bought. It took the profits and, in effect, lent the money back to those same Southern European countries. In Greece and Italy, it showed up as government borrowing, and in Spain as a housing bubble fueled by bank loans.

It all fell apart once the indebtedness of the Southern European countries became too much to bear. Because all these countries use the same currency, the euro, none could relieve the pressure by devaluing their currency as they might have with their own lira, drachma or peseta.

[Continue reading the main story](#)

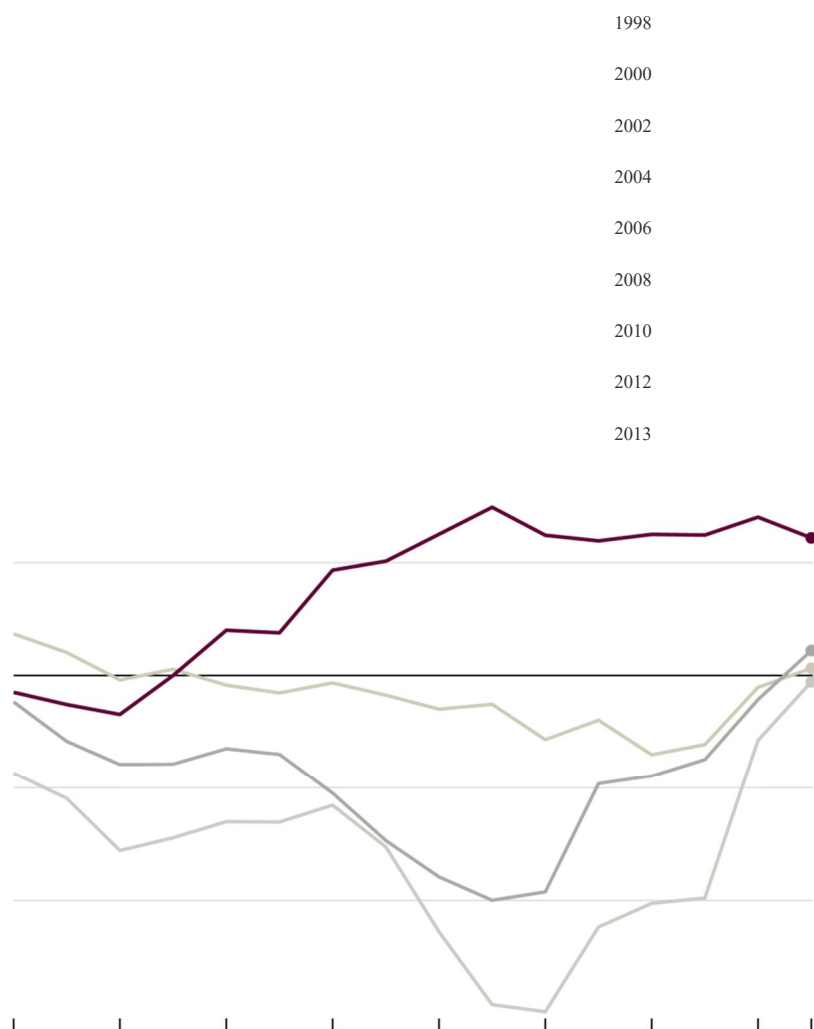
Germany vs. Southern Europe

German export success, helped by stagnant middle-income wages there, has resulted in current account surpluses. It is the flip side of large current account deficits in Southern Europe.

Current account surplus or deficit, as a percentage of G.D.P.

+5%
0
-5
-10

Greece
Italy
Spain
Germany



Source: I.M.F. World Economic Outlook

Europe has been forced to fix its internal imbalances some other way. The approach so far has largely been one of forcing steep cuts in wages and benefits on the Southern European countries, so that they can regain competitiveness against Germany.

But there's an easier way (or what should be an easier way). Middle-income German workers could be paid more. They could use those higher salaries to consume more, whether German-made widgets, vacations in Greece or Spanish wine. That would mean lower trade surpluses for Germany, lower trade deficits for Southern Europe, and less German savings being recycled into Greek or Spanish debt. Higher incomes for working-class Germans would mean a more prosperous, financially stable Europe — and it wouldn't be too shabby for German workers, either.

Altogether, that would be positively wunderbar.

Il y a toujours plus de fonctionnaires en France 102,66

Publié le 23/04/2014 à 06:03

L'inversion de la courbe a été rapide... dans la fonction publique. Mais pas dans le bon sens! Après une baisse de 0,5% en 2011, [les effectifs de fonctionnaires sont repartis à la hausse](#) l'année suivante, avec une augmentation de 0,3%, rapporte l'Insee dans une étude publiée ce mercredi. La France comptait ainsi 5,5 millions de fonctionnaires au 31 décembre 2012, parmi lesquels 135.300 contrats aidés. À cette date, un Français sur cinq travaillait pour l'État, les collectivités locales ou l'hôpital.

Comme en 2011, l'État a été le seul bon élève de la classe, puisqu'il a fait maigrir ses effectifs en 2012. La baisse a toutefois été deux fois moins rapide que l'année précédente (- 1%). Soit au final la disparition de 25.500 postes (sans les contrats aidés). L'Insee ne se risque pas à donner d'explication précise à ce ralentissement dans la fonction publique d'État. Difficile pourtant de ne pas y voir la conséquence de l'abandon de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Lors de son arrivée au pouvoir, en mai 2012, François Hollande a en effet remis au placard la politique de [Nicolas Sarkozy](#) en matière de réduction du nombre de fonctionnaires. De surcroît, le gouvernement Ayrault a ouvert quelque 6778 postes à la rentrée 2012 dans l'Éducation nationale.

Au sein de l'État, ce sont les ministères qui ont le mieux tenu leurs effectifs (- 2,3%), tandis que les opérateurs publics, type Météo-France, ont laissé filer les leurs, avec une progression de 2% (hors transferts liés à la réforme de l'autonomie des universités). Ce sont ces mêmes agences que la Cour des comptes ou l'inspection des Finances pointent du doigt, rapport après rapport, pour dénoncer leur trop grand nombre et leur gestion trop dispendieuse. Le premier ministre, [Manuel Valls](#), semble avoir entendu ces critiques récurrentes. Il a confirmé la semaine dernière vouloir «rationaliser» ces fameux opérateurs, lors de la présentation du plan d'économies de 50 milliards d'euros sur trois ans. [Il a par ailleurs répété l'engagement de stabiliser les effectifs de l'État.](#)

Mais le moins bon élève en matière de maîtrise des effectifs reste [la fonction publique territoriale](#). En clair, les communes, départements et autres régions. «Après une relative stabilité en 2011, les effectifs progressent de nouveau», relève l'Insee, avec une hausse de 1,6%. En particulier, les regroupements de services au sein d'organismes intercommunaux n'ont pas permis aux municipalités de tailler dans leur personnel. Au contraire.

Les communes recrutent à nouveau

En effet, si les intercommunalités ont vu leurs effectifs bondir de 5,1% via des transferts de personnels en provenance des communes, les mairies ont aussi recruté (+ 1,2%), mettant fin à deux années de baisse. L'Association des maires de France (AMF) réfute l'idée selon laquelle ces recrutements s'expliquent par la proximité des élections municipales de mars 2014. Elle observe en revanche des besoins croissants dans le social, via la création de crèches municipales, de haltes-garderies et le développement des maisons de retraite communales.


Les établissements de santé ont aussi vu leurs effectifs augmenter, mais plus modestement (+ 0,7%). Davantage que les hôpitaux, ce sont les Ehpad et autres centres médico-sociaux qui ont le plus recruté (+ 1,5%). Dans ce secteur, les créations de postes sont fortes depuis plusieurs années, du fait de l'embauche d'aides-soignants.

Parallele Welten 102,67

22.04.2014 · Mhallamiye-Kurden gelten in Deutschland als schwer integrierbar. Sie leben in abgeschlossenen Strukturen, ihre Clans stehen häufig für organisierte Kriminalität. Die Stadt Essen versucht das zu ändern.

Von REINER BURGER, ESSEN



© FRIEDHELM ZINGLER  Große Familie: Nadja Khodr mit acht ihrer 14 Kindern. Sie ist stolz, dass sie alle auf einem guten Weg sind

Ahmad Omeirat hat es geschafft. „Naja, nicht ganz“, wendet er ein. Der junge Mann sitzt in einem rustikalen bayerischen Brauhaus mitten in Essen. Er trinkt ein paar kräftige Züge seines alkoholfreien Weißbiers. Dann stellt er sein Glas zurück auf den Bierfilz und beginnt zu erzählen. „Mein Traum war, edle Herrenmode zu verkaufen. Leider habe ich damals keinen Ausbildungsplatz bekommen.“ 180 Bewerbungen schrieb Omeirat. „Aber viele Leute haben Vorurteile. Bei Namen wie Omeirat, Saado oder El-Zein denken sie an böse Familien-Clans.“ Ahmad Omeirat absolvierte seine Lehre schließlich im elterlichen Juweliergeschäft.

Heute führt der 30 Jahre alte Mann das Geschäft gemeinsam mit seinem Vater und ist ein angesehener Kaufmann in Essen. In die Wiege gelegt war Omeirat der Aufstieg nicht. Er gehört der Volksgruppe der Mhallamiye an, kam 1983 in Beirut mitten in den libanesischen Bürgerkrieg hinein zur Welt. Seine Mutter floh 1985 mit ihm und seiner 40 Tage alten Schwester zunächst nach Syrien und dann nach Deutschland. Omeirats Vater folgte wenig später. Im Aufnahmelager Unna-Massen wies man der jungen Familie eine Unterkunft für Asylbewerber in Essen zu. 1999 wurden die Omeirats eingebürgert. „Und das hat uns sehr gut getan“, sagt Ahmat Omeirat. „Ich bin ein Essener.“

Enge Clan-Strukturen

Die Mhallamiye-Kurden sind eine arabischsprachige Volksgruppe aus Südostanatolien. Als Wirtschaftsflüchtlinge zogen einige der Familien in den zwanziger, dreißiger und vierziger Jahren des vergangenen Jahrhundert in den Libanon. Eingebürgert wurden die meisten von ihnen dort nicht. „Die Mhallamiye waren auf sich gestellt und rückten enger zusammen“, heißt es in einer Studie des Berliner Publizisten und Islamwissenschaftlers Ralph Ghadban. Noch enger als ohnehin schon seien dadurch die Clan-Strukturen geschnürt worden, um das Überleben der Gruppe gewährleisten zu können. „Und die Ghettoisierung war extrem.“ In Beirut fristeten sie ein kümmerliches Dasein.

Zwischen 1975 und 1990 kamen Mhallamiye-Kurden dann in drei Wellen als Bürgerkriegsflüchtlinge aus dem Libanon nach Deutschland. In Berlin, Essen und Bremen gibt es heute die größten Mhallamiye-Gemeinden. „Die mitgebrachten soziokulturellen Strukturen wurden verfestigt, die Ghettoisierung wurde wegen der fremden kulturellen Umwelt noch größer“, schreibt Ghadban. Die Anträge auf Asyl der „Libanon-Kurden“ wurden fast immer abgelehnt. Abgeschoben werden konnten sie aber meist schon deshalb nicht, weil sie keine Pässe besaßen oder ihre Papiere vernichtet hatten. Im Zuge der sogenannten Altfallregelungen erhielt mehr als die Hälfte der Volksgruppe mittlerweile die deutsche Staatsbürgerschaft.



© RADIO BREMEN/JÄRG LANDSBERG

„Undifferenziert und diffamierend“: Eine Szene aus dem Bremer Tatort „Brüder“

Doch die Mhallamiye blieben, „wo sie waren und verwandelten ihre Ghettos in eine Parallelgesellschaft. Die deutsche Gesellschaft blieb ihnen fremd und sie betrachteten sie primär als Beutegesellschaft“, urteilt der aus dem Libanon stammende Ghadban. Die Libanon-Flüchtlinge und ihre Nachkommen reproduzierten ihre „tribalen Verhältnisse“, grenzten sich auch durch Großfamilien ab und pflanzten ihr Leben mit Sozialhilfe. Darüber hinaus bieten die Kriminalität uneingeschränkte Ressourcen. Rauschgifthandel, Erpressung, Diebstahl und Raubüberfälle ermöglichen es, große Reichtümer auch ohne Ausbildung oder akademischen Grad anzusammeln.

In Berlin gelten mehrere Großfamilien als gefährlich. Einige spektakuläre Taten, wie etwa der bewaffnete Überfall auf ein internationales Pokerturnier in der Hauptstadt im Jahr 2010, gehen auf das Konto von Mitgliedern einer Mhallamiye-Familie. Im Ruhrgebiet kamen Fahnder im Mai 2009 drei Brüdern einer kurdisch-libanesischen Großfamilie auf die Schliche, denen es gelungen war, „sich eine Monopolstellung bei der Belieferung des Oberhausener Rotlichtmilieus mit Kokain zu sichern“, wie es im Lagebericht 2009 des nordrhein-westfälischen Landeskriminalamtes heißt. In Bremen machen seit vielen Jahren schon Mitglieder der Familie M. mit schweren Straftaten von sich Reden.

Kritik am Bremer Tatort „Brüder“

Ibrahim M. führte eine Zeit lang den Rockerclub „Mongols MC Bremen“, der nach Erkenntnissen der Sicherheitsbehörden fast ausschließlich aus Mhallamiye-Kurden bestand und „in strafbare Handlungen von Angehörigen dieses Großfamilienverbundes einbezogen werden sollte“, wie die Bremer Sicherheitsbehörden feststellten. Im September 2013 bestätigte das Oberverwaltungsgericht der Freien Hansestadt Bremen die Verbotserfügung des Innensenators gegen den Club.

„Ich bestreite nicht, dass es in Teilen der libanesischen Community Clan-Strukturen und Kriminelle gibt“, sagt Ahmat Omeirat. Doch ihn rege auf, dass seine Volksgruppe oft über einen Kamm geschoren werde. Ein Beispiel sei der düster-brutale Bremer Tatort „Brüder“, der Ende Februar in der ARD lief. Dabei gehe doch auch in Bremen, wo 2600 Mhallamiye-Kurden in 31 Großfamilien leben, die Zahl der Kriminalfälle aus der Gruppe zurück. „Ich finde es furchtbar, wenn eine Gruppe zur besten Fernsehzeit völlig undifferenziert dargestellt und unter Generalverdacht gestellt wird“, sagt Omeirat. Das schade jenen, die sich in die deutsche Gesellschaft integrieren wollten. Gerade die Stadt Essen, wo etwa 5000 Mhallamiye-Kurden leben, engagiere sich mit seinem Integrations- und Präventionsprojekt „Chancen bieten, Grenzen setzen“ vorbildlich.

Sebastian Klören war der einzige, der sich auf die Stelle des Fachgruppenleiters für das Modellprojekt bewarb. „Das Thema war damals einfach zu angstbesetzt“, sagt der Sozialpädagoge. Regelmäßig waren Mitglieder Essener Mhallamiye-Clans durch „zum Teil massive ordnungsbehördliche und strafrechtlich relevante Vorkommnisse“ aufgefallen, wie es abstrakt in einem Bericht der Stadt heißt. „Ein großer Teil“ der in Essen lebenden Mhallamiye war damals laut Jugendamt in keiner Weise integriert. Essen entschied sich, Förder- und Bildungsmaßnahmen mit Interventions- und Sanktionsmaßnahmen zu kombinieren. Das Projekt „Chancen bieten, Grenzen setzen“ soll die Arbeit von Ausländer-, Jugend-, Schulamt, Arbeitsagentur, Polizei und Staatsanwaltschaft miteinander vernetzen. „Wir fokussieren uns auf Jugendliche, weil ab einem bestimmten Alter der Zug abgefahren ist“, sagt Klören.

„Wir kommen überall hin“

Es war ein mühsamer Beginn für Klören und seine drei Fallmanager Christiane Imhof, Ivan Gersic und Gisela Peters, die jeweils in zwei Essener Stadtbezirken tätig sind. „Wir kannten ja keine einzige Mhallamiye-Familie“, erzählt Klören. Ohne ihre „interkulturellen Vermittler“, Khaled Sado und Rabik Badr hätten die Sozialarbeiter keine Chance gehabt, an die Familien heranzukommen. Die beiden stammen selbst aus dem Libanon. Sie kennen fast alle Essener Mhallamiye-Familien, sie waren die Türöffner in eine Parallelgesellschaft für Klören und seine Kollegen. „Nach vier Jahren konnten wir dann sagen: Wir kommen überall hin. Das klingt selbstverständlich, ist es aber nicht“, sagt Klören.

In der Wohnung von Nadja Khodr gibt es fast keine Möbel. Im Kinderzimmer liegen Ahmed und Tarek bäuchlings auf dem Teppich und machen Hausaufgaben. Die 44 Jahre alte Nadja Khodr und ihre 14 Kinder leben von Geld, das ihnen nach dem Asylbewerberleistungsgesetz zu steht. Mit etwas mehr als 2800 Euro monatlich muss Nadja Khodr ihre Familie durchbringen - alleine. Denn vor vier Jahren verschwand ihr Mann spurlos, weil er eine lange Haftstrafe nicht antreten wollte. Die beiden ältesten Töchter Rania und Fadia helfen im Haushalt. Nadja Khodr ist stolz, dass ihre Kinder trotz aller Widrigkeiten auf einem guten Weg sind: Jasmin absolviert gerade eine Ausbildung in einer Bäckerei, Chuchieh und Sarah machen bald Abitur und auch die anderen Töchter und Söhne gehen bis auf Haifa, die Jüngste, zur Schule.

Nadja Khodr sitzt aufrecht auf dem Sofa und spricht mit Fallmanagerin Imhof über ihre Sorgen und Nöte. Schnell dreht sich das Gespräch wie so oft nur noch um das eine Thema: die Duldung. Khodr und ihre Kinder sind wie etwa 1000 Essener Mhallamiye-Kurden staatenlos und haben

keinen Aufenthaltstitel, ihre Abschiebung ist formal nur ausgesetzt, ihre Duldung muss alle paar Wochen verlängert werden. Geduldete dürfen nur mit Ausnahmegenehmigung arbeiten, sie dürfen nicht heiraten, bekommen keinerlei Integrationsleistung. Viele Geduldete besorgen sich auch deshalb keine türkischen oder libanesischen Papiere, weil sie Angst haben, mit einem Pass gleich abgeschoben zu werden. Nadja Khodr sagt, alle ihre Kinder seien in Essen geboren, sie sprächen nur deutsch. „Meine Kinder sind nicht kriminell und trotzdem bleibt uns nur die Duldung. Was sollen wir noch machen?“, fragt Khodr.

Hausbesuche bis hin zur Beugehaft

Sozialarbeiter Klören, glaubt, dass die Duldungsfrage manchmal nur vorgeschoben werde. „Ich kann es schon nicht mehr hören, wenn junge Mhallamiye ihre kriminelle Karrieren oder ihr Schulschwänzen damit rechtfertigen, sie seien eben nur geduldet.“ Beispiele wie die Khodrs machten aber deutlich, dass man Leuten, die sich anstrengen und an die Regeln halten, Perspektiven bieten müsse. Ohnehin sieht Klören seine Aufgabe im Modellprojekt „Chancen bieten, Grenzen Setzen“ vor allem darin, Chancen zu bieten. Er organisiert Sprachkurse für Frauen, die bisher völlig isoliert in ihrer Mhallamiye-Welt gelebt haben. Im Essener Norden gibt es unter Anleitung der Sozialarbeiter auch eine Jugendgruppe namens „Engagierte Jungs“, die sich zur Aufgabe gemacht hat, einen Platz sauber zu halten.

Doch auch auf das „Grenzen setzen“ kommt es an. Werden Jugendliche straffällig, macht Klören umgehend einen Hausbesuch bei den Eltern. „Beim Essener Modell ist gewährleistet, dass bei den Ermittlungsbehörden immer derselbe Sacharbeiter zuständig ist, dass das Verfahren zügig vorangeht, es schnell zu Anklage kommt.“ Das konsequente „Grenzen setzen“ beginne schon beim Thema Schulschwänzen. „Jeder unentschuldigte Fehltag wird konsequent angezeigt und ein Bußgeld verhängt. Das wird durchgezogen bis zur Beugehaft für die Erwachsenen.“

Auch mit wiederholter „Schulzuführung“ haben es Klören und seine Leute versucht. „Bis zu fünf Mal haben wir schon Kinder und Jugendliche von der Polizei in die Schule bringen lassen. Zur Not passiert das sogar im Schlafanzug.“ Aber es gibt manche, die auch das nicht sonderlich beeindruckt hat. Hin und wieder fragt sich Klören, was man mit jenen machen soll, die sich nicht integrieren wollen, die sich nicht für die Werte der Gesellschaft interessieren. „Aber auch diese Leute werden hier bleiben, sie können nirgendwo anders hin. Wir müssen mit diesen Problemen fertig werden.“

Schwelende Konflikte der Großfamilien

Integrationshemmnis Nummer eins sind nach Einschätzung des Berliner Islamforschers Ghadban die gefestigten Stammesverhältnisse der Mhallamiye. „Die tribalen Strukturen führen dazu, dass die Mitglieder eines Stammes alle außerhalb ihrer Familie als Feinde betrachten. Deshalb streiten Mhallamiye oft untereinander.“ Auch in Essen sei immer wieder mit Messerstechereien zu rechnen, sagt Sozialarbeiter Klören, auch wenn es viel besser geworden sei. Doch schwelende Konflikte der Großfamilien brächen schnell auf.

„Da wird dann zum Handy gegriffen und ruckzuck ist die Sippe aktiviert. Dann sind 60 Leute auf der Straße, obwohl vielleicht nur zwei, drei einen Streit haben“, sagt Klören. Immer wieder gelingt es seinen „interkulturellen Mittlern“, Streit zu schlichten. Rhabih Badr führte sogar schon vom Urlaub aus per Telefon Vermittlungsgespräche mit rivalisierenden Clan-Vertretern. Als Vorbildlich gilt zudem das Wirken von Imam Raschid bei Ehe- und Familienstreitigkeiten und bei der Deeskalation von Schlägereien. Im Gegensatz zu Geistlichen oder sogenannten Friedensrichtern versteht er sich als Helfer der deutschen Behörden, nicht als ihr Gegner.

Der Journalist und Jurist Joachim Wagner beschreibt in seinem Buch „Richter ohne Gesetz“ auch an Beispielen aus Essen, wie eine islamische Paralleljustiz den Rechtsstaat gefährden kann. Er berichtet von Faris A., der Abdul L. Ende 2009 in Essen-Katernberg als Machtdemonstration gezielt in den Fuß schoss. Ein paar Wochen später rächte sich der Bruder des Opfers an Faris A. mit einem Schuss ins Bein, weil er sich nach islamischen Recht zur Vergeltung befugt sah. Der Streit zwischen zwei anderen Männern um eine Frau mündete 2006 in einen Gruppenkampf, den die zwei verfeindeten Gangs mit Messern, Totschlägern und Knüppeln ausfochten.

„Man kann keine Gruppen integrieren“

Zwei junge Männer wurden verletzt. Erst ein Friedensrichter konnte einen Deal zwischen den beiden Familien aushandeln – vorbei an der deutschen Justiz. Gegen ein Blutgeld zogen alle Beteiligten ihre Aussagen gegenüber Polizei und Staatsanwaltschaft zurück; die Verfahren mussten eingestellt werden. Als Reaktion auf Wagners Recherchen bat das nordrhein-westfälische Justizministerium Ende November 2010 die Generalstaatsanwälte des Landes, über Erkenntnisse zum Problem Paralleljustiz zu berichten. In den „wenigen dem Ministerium berichteten Einzelfällen“, in denen ein Tätigwerden muslimischer Streitschlichter oder Friedensrichter bekannt geworden ist, hatten sich allerdings keine Anhaltspunkte dafür ergeben, dass Ermittlungs- oder Strafverfahren beeinträchtigt worden seien, hieß es aus dem Ministerium.

Gegen die Selbstjustiz im libanesischen Milieu setzte die Essener Strafjustiz vor wenigen Wochen ein Zeichen. Das Landgericht verurteilte zwei junge Männer einer Mhallamiye-Familie wegen gefährlicher Körperverletzung mehrjähriger Haftstrafen; die beiden hatten im August 2012 eine mit ihnen verwandte Familie in Essen-Altendorf angegriffen, weil ihre Schwester sich mit einem der Mitglieder der anderen Familie eingelassen hatte. „Der Rechtsstaat muss sich Respekt verschaffen, indem er das Gesetz durchsetzt“, sagt der Berliner Islamwissenschaftler Ghadban. Er ist sich sicher, dass die Integration der Mhallamiye nur funktioniert, wenn es gelingt, ihre Stammesstrukturen aufzubrechen. Vereine wie die sogenannte Familienunion in Essen, die vom Geschäftsmann Ahmat Omeirat mitgegründet wurde, sieht er skeptisch.

„Man kann keine Gruppe integrieren, man kann nur Individuen integrieren.“ Auch Klören sieht die Familien-Struktur als großes Problem. Die Mhallamiye seien gut vernetzt und blieben unter sich. „Dass der Cousin seine Cousine heiratet, ist nicht die Ausnahme, sondern die Regel. Dieses Netz ist wie Mehltau.“ Unter welchem Druck gerade junge Mhallamiye-Frauen stehen, bekommen Klören und seine Mitarbeiter jedes

Jahr dutzendfach vor Augen geführt. Rund 30 Mädchen lassen sich Jahr für Jahr vom Essener Jugendamt freiwillig in Obhut nehmen, weil sie einen Freund haben, den ihre Großfamilie ablehnt. Die Mädchen werden bedrängt und oft auch geschlagen, ihre Freunde bedroht und verprügelt.

80 Beamte bei Großschlägerei

Zur Sicherheit lässt Klören Mädchen, die sich in Obhut nehmen lassen in Jugendschutzstellen außerhalb Essens unterbringen. Doch dann ist es fast immer dasselbe: Die jungen Frauen atmen tief durch, stellen dann aber fest, dass sie mit der Freiheit nichts anfangen können. „Obwohl sie von ihren Familien gedemütigt wurden, sie geschlagen, ihnen die Haare abgeschnitten wurden, streiten sie das alles ab, wenn die Sehnsucht nach der Familie zurück kommt.“ Höchstens fünf junge Frauen haben in all den Jahren die Kraft gefunden, sich komplett von ihren Familien zu trennen. Es ist ein Abschied für immer. Die Frauen brauchen einen neuen Namen, ziehen in eine fremde Stadt, müssen auch ihre Aussehen verändern. „Denn die Familien sind ja vielerorts vernetzt.“

Susanne Skorzik ist Hauptkommissarin bei der Polizei in Essen und „Kontaktbeamtin“ für muslimische Institutionen. Skorzik arbeitet im „Essener Modell“ auch eng mit Klören Team vom Jugendamt zusammen. „Mit dem Jugendamt verbindet uns, dass wir die Guten von den Bösen trennen“, sagt Skorzik, die regelmäßig selbst Einsätze leitet. „Und wir haben die Aufgabe, staatliche Macht zu demonstrieren.“ Skorzik lässt schon mal 80 Beamte aufmarschieren, wenn eine Großschlägerei droht. „Die Botschaft heißt: Hier bestimmt nicht ihr.“ Vor einiger Zeit hatte die Polizei die nördliche Innenstadt von Essen als Kriminalitätsschwerpunkt eingestuft.

Wird eine Gegend gemäß Polizeigesetz als „gefährlich“ oder „verrufen“ definiert, kann die Polizei dort ohne Anlass Personen und mitgeführte Gegenstände kontrollieren. Davor gab es Gruppen, die sich als Herren der nördlichen Innenstadt aufspielten. Nicht einmal mehr Politessen konnten dort unbehelligt Knöllchen an Falschparker verteilen. „Die sind immer gleich von sechs bis acht jungen Männern umringt worden“, erinnert sich Klören. „Es gab dann sehr intensive Polizeieinsätze, um die Ordnung wieder herzustellen.“

Im bayerischen Brauhaus bestellt sich Ahmat Omeirat noch ein alkoholfreies Bier. Omeirat sieht sich als Vorbild für junge Mhallamiye. „Ich sage ihnen: Strengt euch an, stellt euch nicht als Opfer dar und konkurriert nicht um das dickste Auto, sondern um die beste Ausbildung.“ Omeirat selbst steht vor dem nächsten Schritt nach oben auf der Gesellschaftsleiter: Bei den nordrhein-westfälischen Kommunalwahlen Ende Mai hat er gute Chancen, in die politische Sphäre seiner Heimatstadt aufzusteigen. Die Essener Grünen haben ihn auf den aussichtsreichen achten Platz ihrer Liste für die Ratswahl gesetzt. Omeirat wäre der erste Mhallamiye-Kurde in einem Stadtrat in Deutschland.

Weitere Artikel

- [Familien-Clans in Deutschland: „Ich weiß, wo deine Schwester wohnt“](#)
- [Es gibt auch KFZ-Meister in der Familie: Empörung nach dem Bremer „Tatort“](#)
- [In Bremens Hinterhöfen tobt der Kampf des Stärkeren: Anatolische Selbstjustiz in Deutschland](#)
- [Arabische Kriminelle in Deutschland: Das regeln wir unter uns](#)

Quelle: F.A.Z.



François Hollande : mission impossible 102,71

Le Point.fr - Publié le 23/04/2014 à 07:13 - Modifié le 23/04/2014 à 07:23

Pour François Kersaudy, les passe-droits, les abus de pouvoir, les luttes de clans et les coups fourrés restent de règle dans les relations entre camarades socialistes.



François

Hollande. © Fred Dufour / AFP

La dernière "affaire" en date nous confirme que derrière une façade de vertu prolétarienne, égalitariste et solidaire, les passe-droits, les abus de pouvoir, les luttes de clans et les coups fourrés restent de règle dans les relations entre camarades socialistes. Elle nous confirme également que François Hollande tente de gérer les affrontements et les turpitudes desdits camarades en premier secrétaire du parti qu'il n'est plus, et non en homme d'État qu'il peine à devenir. Mais ce qui est nouveau - surtout par rapport aux années Mitterrand -, c'est que les faiblesses du monarque et les bassesses de ses courtisans s'étalent en temps réel dans les médias, donnant ainsi du socialisme à la française l'image d'un système sclérosé et profondément fracturé. C'est dans ce contexte plutôt délétère que Manuel Valls est devenu Premier ministre d'un nouveau gouvernement qui ressemble étrangement au précédent, pour appliquer une nouvelle politique qui ressemble furieusement à l'ancienne. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, c'est, hélas, ce qui en assurera l'échec. Voici pourquoi :

- La politique hollandienne, qui sera celle de Valls, consiste à mettre en même temps le pied sur le frein et sur l'accélérateur, dans le vain espoir de plaire à tous les courants du parti : on veut remédier au manque criant de logements, et on vote une loi Duflot-gauche-écologie qui garantit la fuite des investisseurs comme des propriétaires ; on prétend améliorer la productivité, et on vote des lois écologie-réactionnaires qui vont réduire considérablement nos ressources énergétiques ; on promet de réduire le chômage, et on accumule sans cesse les revirements, les contraintes et les harcèlements qui dissuadent les patrons d'embaucher ; on jure d'améliorer le pouvoir d'achat, et on invente chaque jour de nouvelles taxes ; on s'engage à réduire le millefeuille territorial en 2021, et on en rajoute une couche en 2014 ; on veut amadouer les électeurs bobos en votant des lois "sociétales", et on se met à dos les électeurs musulmans pour qui la famille est sacrée et l'exhibition des préférences sexuelles sacrilège. On pourrait poursuivre ainsi *ad infinitum*, mais ce serait au risque de lasser...

"Une autre politique"

- La politique Hollande-Valls dépend pour son soutien d'une majorité parlementaire dont au moins trente pour cent des membres gardent un logiciel bloqué à la lutte des classes, à l'égalitarisme décérébré, à l'anticapitalisme forcené et à la révolution fantasmée - alors même qu'ils sont les principaux bénéficiaires du statu quo et des privilèges liés à l'incrustation dans le fromage du pouvoir. Face à un président louvoyant, dont la politique est exclusivement basée sur les apparences et les effets de communication, ces révolutionnaires en chambre clameront sans discontinuer qu'"une autre politique est possible", Valls sera ligoté et la France continuera à subir les apories décrites plus haut.

- Si les réformes structurelles promises avec tant d'éloquence par le président comme par son Premier ministre ne verront jamais le jour, c'est d'abord parce qu'elles ne sont pas rentables en termes d'électoratisme à court terme - impératif primordial du gouvernement - et, ensuite, parce qu'elles heurtent de front les préjugés jacobins qui veulent que l'État intervienne constamment dans ses domaines de plus grande incompétence - culture, emploi, salaires, commerce, entreprise, éducation, banque, logement, assistantat, formation professionnelle et protection sociale à crédit -, le tout au détriment absolu de ses fonctions régaliennes.

- Des économies véritables et durables ne seraient possibles que moyennant une réduction radicale du nombre de fonctionnaires, qui a été démesurément accru sous Mitterrand et grotesquement multiplié depuis par les collectivités territoriales. Or, outre que ces fonctionnaires forment la base électorale du Parti socialiste, aucun gouvernement ne paraît être en mesure de distinguer les fonctionnaires réellement productifs des bureaucrates inutiles et pléthoriques. Comme ce sont ces derniers qui jouissent des meilleures protections, la partie semble perdue d'avance.

"Socialisme à la française"

- Après cela, il y a toutes les vaches sacrées qui ruinent le pays, mais permettent de camoufler le vide programmatique et les discordes idéologiques du Parti socialiste : les 35 heures, l'ISF, la CMU, les régimes spéciaux, les retraites anticipées, l'immigration illimitée, le mépris pour l'artisanat, le smic élevé qui dissuade

d'embaucher, les allocations et subventions distribuées à fonds perdu, la sacralisation du pauvre et la démonisation du riche, la vulnérabilité aux pressions gauchistes et intégristes, le discours lourdement moralisateur d'apparatchiks au passé judiciaire passablement encombré, le petit jeu puéril du "plus-à-gauche-que-moi-tu-meurs", la tendresse envers les délinquants multirécidivistes "victimes de la société", le rejet inavoué mais persistant de l'économie de marché, la détestation du patron forcément voyou, les milliards de la formation professionnelle monopolisés par les syndicats - en attendant le compte pénibilité, qui achèvera des entreprises déjà en coma dépassé... Autant de totems intangibles au sein de la gauche dure du "socialisme à la française", et comme par le passé, ceux qui prétendront s'y soustraire seront progressivement marginalisés en tant que sociaux traîtres...

- Au cas où tout cela ne suffirait pas à couler le gouvernement, il faudrait encore compter avec les aléas et les foucades des règlements et jugements européens, avec les haines claniques du Front national, et surtout avec la soif de revanche d'une droite indignée d'avoir été reléguée dans l'opposition par un candidat à l'air bonasse et aux promesses intenable.

Manuel Valls est un homme intelligent et pragmatique, ainsi qu'il l'a prouvé par maints propos fort sensés - qu'il répudie à présent pour rester bien en cour. Comme d'autres avant lui, il se cassera les dents face au cynisme arrogant du président, à l'hostilité des courtisans et aux diktats d'une idéologie obsolète, qui fait rire jusqu'en République populaire de Chine. Au fond, l'entreprise de Manuel Valls fait penser à cette annonce publicitaire triomphante pour un film d'aventures américain : "They said it couldn't be done... and they were *right* !" : "On prétendait que c'était une mission impossible... et on avait *raison* !"

<http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702303949704579459022620002030?mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052702303949704579459022620002030.html>

VIDEO

European Union Confronts Its Roma Problem

Europe Aims to Address Poverty a Decade After Countries With Large Gypsy Populations Started Joining Bloc 102,73

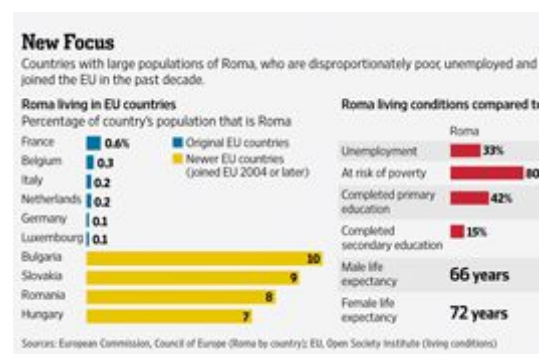
April 22, 2014 10:50 p.m. ET

Across Europe, Roma, or Gypsies, are still being stigmatized, despite efforts by the European Union to change that. In Eforie, Romania, more than 100 Roma are still in limbo after their homes were demolished by the local government in September 2013.

EFORIE, Romania—Three bulldozers, backed by teams of police, arrived at dawn to demolish 20 houses belonging to this town's Roma, or Gypsies, leaving them to pick through debris for their belongings and brave several days of storms.

"Is this a jungle? Are we animals? Where do they want us to live?" said Bairam Memet, a 41-year-old resident in a gray hat and black jacket.

[View Graphics](#)



Eforie city officials say the 105 Roma in the now-raided enclave—some of whom had lived for decades in concrete houses—were terrorizing the area by piling up garbage and stealing. Many neighbors dispute the terror charge, but some support the eviction nonetheless, saying the Roma spread trash and committed petty crimes.

"In my opinion, they shouldn't live separately but integrated into the community," said Ioan Albescu, 55, who lives nearby. "It's like dogs—if they are in a pack, they will bite you, but not if they are separate. When there are a lot of Roma together, they can be aggressive."

The Eforie demolition and dozens of such events around Europe show the emotional resistance facing the European Union as it struggles to help the Roma, the continent's biggest minority with 11 million people.

Related

- [Jobbik Takes Aim at Roma](#)

The EU is working to overcome centuries of discrimination that have kept the Roma disproportionately uneducated, jobless and poor, culminating in World War II when the Nazis sought to exterminate them. One-third of Roma are unemployed, 20% have no health insurance and 80% live below the poverty line, according to the EU Fundamental Rights Agency.

Now, a decade after countries with large Roma populations started joining the EU, the bloc is aiming to raise that standard of living. The new focus comes with the end in January of travel restrictions on Romania and Bulgaria, both with big Roma populations, which joined the EU in 2007. The opening of borders had prompted fears in older EU countries of a Roma "invasion"—so far largely unfounded—of poor immigrants that could tax welfare systems and public order.

[View Slideshow](#)



Bulldozers, backed by police, demolished 20 houses in the settlement, leaving 105 Roma without shelter. Above, Ms. Suleiman with family at a shelter built after the settlement was destroyed. *Antonin Kratochvil/VII for The Wall Street Journal*

An [EU summit](#) on Roma issues in Brussels this month reported countries had made modest progress on early childhood education but listed problems with health, jobs and housing, and said discrimination was widespread.

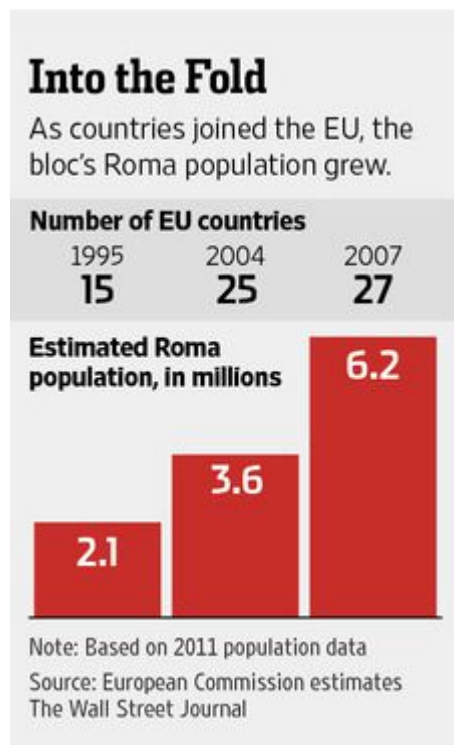
"Politicians are starting to be aware that they cannot continue to close their eyes on a not-so-nice situation," said Viviane Reding, a vice president of the European Commission, the EU's executive body.

The Roma left India some 1,400 years ago, according to some estimates, and have adopted the various religions and languages of their new homes, although there is also a Romani language with several dialects. From the earliest days the semi-nomadic Roma were described pejoratively and regarded with fear, chased away or oppressed. Today, their most visible presence in Europe's capitals is as aggressive panhandlers or in shantytowns on the outskirts of town.

The EU in 2011 urged its members to adopt plans for helping the Roma with jobs, health, education and housing. But the plans varied greatly and were often ignored. In December the EU made the plans a legal requirement, and EU leaders say they are also earmarking funds more specifically for Roma—the previous EU budget, covering 2007 to 2013, didn't track outlays addressing Roma issues in its spending on disadvantaged groups.

Ms. Reding, of the European Commission, said the problem may not be solved as long as local officials are terrified of a public backlash for helping Roma. That means the EU ultimately may have to issue its own Europe-wide rules, she said.

"I've been told directly by several mayors, 'I am not a racist, but if I call a program 'Housing for Roma' or 'Education for Roma,' I will no longer be mayor,' " said Ivan Ivanov, director of the European Roma Information Office, a clearinghouse and advocacy group.



Other EU efforts have failed when funds dried up or cultures collided, and Roma have complained of not being consulted on programs designed to help them.

In Eforie, these crosscurrents are playing out starkly. There was no obvious catalyst for city officials sending the Roma a letter last Sept. 19 saying their houses would be razed eight days later. No alternative living arrangements were offered at the time.

The demolition team showed up at 6 a.m. on the appointed day. "They told us that if we don't get out, they will force us out," said Atisa Moustafa, 34, sporting a purple head scarf, who had lived in the community for almost 20 years. "Some people fainted, some were pulled out, some were crying."

City officials didn't respond to requests for comment. When criticism erupted at the time, the city said the Roma were living illegally and the location was needed for public housing and green space.

The officials also portrayed a reign of terror by Roma who amassed mountains of garbage and stole from neighbors. "By their antisocial behavior, these groups positioned themselves outside the law and imprinted terror among the citizens," the city's statement said.

The Roma dispute this and say a community, including dozens of children, shouldn't be evicted with a week's notice in freezing weather. "In six days you cannot move," said Vasily Enache, 34, a 15-year resident.

Some say they had been paying property tax on their houses.

Ager Suleiman, 22, who said she grew up in the community, dismissed the theft allegations, saying "That's invented." Other Roma conceded some minor theft took place but said most of the community didn't engage in it.

The Roma don't deny their enclave was messy. Most survived by collecting plastic and metal for recycling, and they stacked the items in large piles. "That's our job. It's what most of us do for a living," Ms. Moustafa said. "Are we supposed to steal? No, we do this."

After a few days outside in stormy weather, the city gave the Roma access to an abandoned schoolhouse with cracked windows and collapsing ceilings. The Roma partitioned the space with plastic sheets and built makeshift stoves, but much of the building remained dark and cold even at midday.

On a recent visit, clothing and bedding were stacked everywhere. Part of the building had dirt floors, and several children lay dazed on a single mattress.

"Everything here is filthy," said Sibeljan Suleiman, 16, wearing a pink-and-yellow plastic flower in her hair. "It's a lot of people, it's smelly, people go to the bathroom, there's no electricity."

Mr. Albescu, the neighbor, said he had no problems with the Roma. Once some helped shovel his walk, he said, and he gave them a bottle of wine. "The Roma are people, too, and they need to live," he said. But he added, "If I could give them a little advice, it would be to get a little education, clean up a little."

Ionut Saracila, 27, who lives near the Eforie settlement, said the Roma only began causing problems after being evicted and crammed into the decrepit school building. "They beg, they go to the church asking for money," he said.

Critics say Roma help perpetuate their poverty and isolation by turning to crime and not trying to improve their lot. Amid allegations of organized crime, a French court in October convicted 26 members of three Roma families of forcing children to carry out about 100 robberies in Western Europe. Far-right political parties, meanwhile, send out dark warnings about the Roma as a threat to society at large and [have found success vilifying the Roma](#) as lazy parasites.

Roma activists say Europe's still-struggling economy has aggravated those tensions, and that Roma make easy scapegoats.

Mr. Ivanov, the Brussels-based advocate, acknowledged that many Roma turn to petty crime and receive social welfare. "Always crime is high among minorities, the unemployed, the less literate, the disadvantaged, those with lower education," he said.

Other Roma activists concede the group could do more to help its own cause—for example, some Roma parents are reluctant to send their children to school, saying they would be unwelcome there.

The Roma in Eforie say they have now been told they will be allowed to move into a cluster of shipping-container-like units. On a recent day Claudiu Mihai Gilica, 28, stood before six of the "modular living systems," as they were labeled, that the city had deposited on a muddy, windswept field.

"I will definitely refuse such a container," said Mr. Gilica, who works as a day laborer in construction and yard work when he can. "To live here on an open field with three children, I cannot accept to live." He said the authorities demolished his two-bedroom house made of bricks and concrete blocks.

The European Roma Rights Centre, a legal advocacy group, is suing on behalf of the Eforie Roma. The group recently won a judgment against a similar eviction in the Romanian city of Cluj, but it took three years and is being appealed.

Damian Draghici, a Romanian senator and adviser to the prime minister, said he has looked into the Eforie situation and is confident the Roma will receive decent housing by year's end. "Most of the time, out of something bad, something good comes," Mr. Draghici said. "I'm working on it."

Mr. Draghici, the only Roma among Romania's 176 senators, said the current Romanian government, elected in 2012, is confronting the Roma issue as its predecessors didn't. He cited an education push, which seeks to persuade Roma parents of the importance of schooling and urges non-Roma to welcome Roma students.

Romania, where 8% of the population is Roma, has come under fire for failing to address their welfare, using just 26% of the \$5.1 billion the EU provides for social integration, which includes job training and education. Romanian officials say they are working hard to increase that number.

In the current budget, which runs from 2014 to 2020, the EU has set aside about \$22 billion to help "marginalized or discriminated-against groups," chiefly the Roma, across the bloc, up from about \$19 billion in the previous budget. Officials promise to carefully monitor the programs using these funds.

Numerous evictions like the one in Eforie unfold in Europe each year, EU officials say. Many may be legal, since the Roma often have no property records, and expulsions can be the easiest way for local officials to deal with Roma. While many Roma live in standard housing, others build makeshift encampments due to poverty or as an outgrowth of their traveling culture. City officials sometimes complain that the enclaves are unsightly slums strewn with trash.

In Slovakia, about 400 mayors have joined a movement called *Zobudme Sa!*—"Let's Wake Up!"—to coordinate shutting down Roma communities using health and safety regulations. About 12 Slovakian cities have sealed off Roma communities by building walls.

Roma advocates say the movement is an excuse to push the Roma out.

A few success stories have also cropped up. One of the best-known involves Tzonko Tzonev, the gregarious 46-year-old mayor of Kavarna, Bulgaria.

After his election 11 years ago, Mr. Tzonev poured money into Kavarna's Roma neighborhood, improving streets and sidewalks and even creating Wi-Fi hot spots. He offered the Roma land and building materials for homes, but only if they committed to keeping them clean and up to code.

Mr. Tzonev also worked to attract jobs; a seafood processing plant opening in May will provide work for 152 people. Kavarna's Roma neighborhood is now nicknamed "Beverly Hills" for its spiffiness, and Roma unemployment in town is less than 10%, compared with 33% throughout the EU.

But those efforts took all Mr. Tzonev's considerable political skill and charm—he has had to assiduously woo the town's six other ethnic groups, for example—and he warns that similar efforts elsewhere often fall prey to anti-Roma sentiment.

"As soon as the local elections are held, all the populist parties build their campaigns on the backs of the Roma and abuse them," Mr. Tzonev said. "This exception just proves the rule."

The EU's expansion to new countries made it easier for Roma to travel within Europe. A group of Roma from Romania has established a camp outside Stockholm, for example, and many now panhandle on the city's stylish thoroughfares.

"We're not used to beggars in our streets," said Lotta Edholm, Stockholm's vice mayor for education. "You have some homeless people, we've always had that—but not people really begging. Normally we try to take care of people like that in Swedish society. So this is something new."

Ms. Edholm voiced sympathy for the Roma, who she said were simply seeking to escape poverty. But the slum itself is dangerous, she said—it's cold, flammable and presents hygiene problems. "Sooner or later we will ask them to leave," she said.

Go Ahead, Vladimir, Make My Day 102,77

APRIL 12, 2014



Thomas L. Friedman

SO the latest news is that President Vladimir Putin of Russia has threatened to turn off gas supplies to Ukraine if Kiev doesn't pay its overdue bill, and, by the way, Ukraine's pipelines are the transit route for 15 percent of gas consumption for Europe. If I'm actually rooting for Putin to go ahead and shut off the gas, does that make me a bad guy?

Because that *is* what I'm rooting for, and I'd be happy to subsidize Ukraine through the pain. Because such an oil shock, though disruptive in the short run, could have the same long-term impact as the 1973 Arab oil embargo — only more so. That 1973 embargo led to the first auto mileage standards in America and propelled the solar, wind and energy efficiency industries. A Putin embargo today would be even more valuable because it would happen at a time when the solar, wind, natural gas and energy efficiency industries are all poised to take off and scale. So Vladimir, do us all a favor, get crazy, shut off the oil and gas to Ukraine and, even better, to all of Europe. *Embargo!* You'll have a great day, and the rest of the planet will have a great century.

"Clean energy is at an inflection point," explains Hal Harvey, C.E.O. of Energy Innovation. "The price reductions in the last five years have been nothing less than spectacular: Solar cells, for example, have dropped in cost by more than 80 percent in the last five years. This trend is underway, if a bit less dramatically, for wind, batteries, solid state lighting, new window technologies, vehicle drive trains, grid management, and more. What this means is that clean energy is moving from boutique to mainstream, and that opens up a wealth of opportunities."

New houses in California now use one-fourth of the energy they used 25 years ago, added Harvey. Chevrolet, Dodge and Ford are in a contest to make the most efficient pickup — because their customers want to spend less on gasoline — so they are deploying new engines and lighter truck bodies. Texas now has enough wind to power more than 3 million homes. New Jersey generates more solar watts per person than California.

And check out Opower, which just went public. Opower works with utilities and consumers to lower electricity usage and bills using behavioral economics, explained Alex Laskey, the company's co-founder, at their Arlington, Va., office. They do it by giving people personalized communications that display in simple, clear terms how their own energy usage compares with that of their neighbors. Once people understand where they are wasting energy — and how they compare with their neighbors — many start consuming less. And, as their consumption falls, utilities can meet their customers' demand without having to build new power plants to handle peak loads a few days of the year. Everybody wins. Opower just signed up the Tokyo Electric Power Company and its 20 million homes.

Putting all its customers together since it was founded in 2007, said Laskey, Opower has already saved about "4 terawatt hours of energy" and expects to be soon saving that annually. The Hoover Dam produces about 4 terawatts hours of energy a year. So we just got a new Hoover Dam — *for free* — in Arlington, Va.

A gas embargo by Putin would also reinforce the message of the United Nations' latest climate report by the Intergovernmental Panel on Climate Change, which warned with greater confidence than ever that human-created carbon emissions are steadily melting more ice, creating more dangerous sea level rise, stressing

ecosystems around the globe and creating more ocean acidification, from oceans absorbing more CO₂, posing “a fundamental challenge to marine organisms and ecosystems.”

Sunday, at 10 p.m. Eastern time, Showtime will begin airing a compelling nine-part series, called “[Years of Living Dangerously](#),” about how environmental and climate stresses affect real people. The first episode features Harrison Ford confronting Indonesian officials about the runaway deforestation in one of their national parks, Don Cheadle following evangelicals in Texas wrestling with the tension between their faith and what is happening to their environment, and this columnist exploring how the prolonged drought in Syria contributed to the uprising there. The ninth episode is an in-depth interview with President Obama on environment and climate issues.

I asked Harrison Ford, a longtime board member of Conservation International, whether working on the documentary left him feeling it was all too late. “It isn’t too late; it can’t be too late,” he said. “Is it too late to teach our kids the difference between right and wrong? If we are not ready to redress something happening on our watch, how can we expect our kids to do something about it?” Remember, he added, “nature will be just fine without us. Nature doesn’t need people. People need nature. That is why we can’t save ourselves without saving nature.”

Ford is right. We can still do this. **We are closer to both irreversible dangers on climate and scale solutions on clean tech than people realize. Just a little leadership now by America — or a little scare by Putin — would make a big difference.**

Wir dürfen Europa nicht für das sanfte Monster Brüssel halten 102,79

23.04.2014 · Oft beschworen: die kulturelle Vielfalt Europas. Aber welche Rolle spielt sie im politischen Tagesgeschäft? Herrscht in den europäischen Institutionen eine erzwungene Einstimmigkeit, die fast schon diktatorisch ist?



© DPA  Ist die Luft raus aus dem europäischen Projekt? Claudio Magris und Martin Schulz diskutieren die Zukunft der EU.

Claudio Magris: Im Europawahlkampf geht es um Währung, Arbeitsplätze, Bürokratie. Spielt die Kultur dabei überhaupt noch eine Rolle?

Martin Schulz: Die verbreitete These heute lautet, Europa sei ein bloßes Elitenprojekt. Die politische Klasse - heißt es - ist fern von den Problemen der Menschen, während nur die wirtschaftliche Oberschicht die ökonomischen Profite durch Europa einstreicht. Die Intellektuellen müssten da ganz besonders den Wert des Zivilisationsfortschritts in einem transnationalen Miteinander bemessen. Sie sollten sich auch klarmachen, was die offenen Grenzen dem Einzelnen bringen. Was wir von anderen Nationen, Sprachen, Kulturen lernen. Warum wir uns tief drinnen letztlich alle als Europäer fühlen.

Den Superstaat namens Europa wird es nie geben

Magris: Da fühle ich mich als Schriftsteller und Wissenschaftler angesprochen. Wenn man anfängt, darüber zu reden, merkt man erst, wie kompliziert dieses Gebilde der Europäischen Union doch ist. Da sind wir doch fast alle ignorant bei Fragen wie: Wo liegen die Machtgrenzen der EU-Kommission? Was hat das EU-Parlament zu sagen? Was genau ist der Europäische Rat? Immerhin finde ich es einen gewaltigen Fortschritt, wenn es endlich gemeinsame europäische Kandidaten für die Europawahlen gibt. Warum sollte ich ein Problem damit haben, als Italiener einen Deutschen zu wählen? Oder irgendwann auch mal umgekehrt - die Deutschen einen Italiener. Die meisten Probleme, diese ganze sogenannte Krise - das ist ja längst nicht mehr national zu behandeln. Ich denke etwa an die Einwanderung. Aber genau da müsste Europa auch einheitliche Richtlinien haben. Im Moment sieht es bei Steuern, Umweltschutz oder der Migration so aus, als würden überall unterschiedliche Gesetze gelten. Das ist doch, als müsste ich in Bologna mehr Steuern zahlen als in Florenz. Als hätte ich einen anderen Pass in Rom als bei mir daheim in Triest. Gegenüber solcher Kleinstaaterei träume ich vom gemeinsamen Staat Europa.

Schulz: Moment, da bin ich lange genug in der europäischen Politik, um nicht auf einen vereinheitlichten Zentralstaat hinzuarbeiten. Das würde nicht funktionieren. Den Superstaat namens Europa wird es nie geben, und den soll es auch nie geben. Dafür sind die nationalen Traditionen, Sprachen und Besonderheiten viel zu stark. Nein, was wir anstreben müssen, ist eine größtmögliche Föderalisierung des Gebildes. Nur wo die untere Ebene - die Stadt, die Region, die Nation - überfordert ist, da muss Europa gestärkt werden.

Transnationale Dimension durchdringt die Politik

Magris: Aber gleichzeitig erlebe ich gerade bei mir in Italien eine wachsende Demagogie, die das ganze Projekt in Frage stellt. Wenn es Wirtschaftsprobleme gibt - und die haben wir nun wirklich -, dann trägt ausschließlich

Europa die Schuld daran. Der Euro muss weg, es lebe die Lira, so in der Art. Von antideutschen Reflexen zu schweigen, aber die haben sich Gott sei Dank nicht durchsetzen können.

Schulz: So etwas ist die Frucht vom beliebten Politspiel, immer auf Europa einzuprügeln - davor warne ich schon seit Jahren. Wenn etwas gelingt, ist es Verdienst der nationalen Regierung. Wenn es schiefgeht, ist Europa schuld. Das liegt daran, dass wir in der Mentalität keine rechte Vertrautheit mit der EU entwickelt haben. Das EU-Parlament wirkt sehr fern; was dort beschlossen wird, empfinden viele Menschen als nicht maßgeblich. Dabei stimmt das nicht.

Magris: Aber diese Entfremdung muss man ernst nehmen. Die Menschen lügen ja nicht, wenn sie ihrem Unbehagen Ausdruck geben.

Schulz: Natürlich nicht. Aber sie wissen vielleicht nicht genug, wie tief die transnationale Dimension alle politischen Handlungen durchdringt. Erst neulich habe ich lange mit dem italienischen Ministerpräsidenten Matteo Renzi gesprochen. Alle Reformen, die er im Sinn hat, alle Regeln, Verpflichtungen, Wirtschaftsmaßnahmen funktionieren nur im Zusammenspiel mit den europäischen Institutionen.

Magris: Aber ob er seine Maßnahmen am Ende als europäische verkauft, ist eine ganz andere Frage ...

Das Imperium und seine Peripherie

Schulz: Ich will diese Verschleierung in der Wahrnehmung vermeiden. Wir müssen konkrete, merkbare Sachen machen, sonst wird dieses Gefühl der Ferne Europas niemals verschwinden. Ein paar Beispiele: Das Wassermanagement, warum müssen wir das im wasserreichen Schweden mit denselben europäischen Direktiven regeln wie im trockenen Sizilien? Das können die Leute in den Regionen doch viel besser. Wie die Olivenölflasche im Restaurant oder der Zucker im Café aufbewahrt werden, das muss man nicht in Brüssel reglementieren. Da müssen wir die bunte Vielfalt der Bürgermeister, Regionalparlamente ihr Ding machen lassen. Aber der Klimawandel oder die digitale Revolution durch das Internet - da können wir die Kompetenzen nicht nach Finnland oder Luxemburg zurückdelegieren, das macht keinen Sinn.

Magris: Diese kulturelle und sprachliche Vielfalt, die das zentrale Regieren so erschwert und das Reglementieren so unerträglich macht - die stellt doch gerade unser gewaltiges Kapital in Europa dar. In der Europäischen Union dürfen die Unterschiede auf keinen Fall verlorengehen.

Schulz: Genau darum sind Schriftsteller wie Sie, Herr Magris, so unglaublich wichtig. Erst als ich Ihr Meisterwerk „Donau“ über die Literaturlandschaften entlang von Europas längstem Fluss gelesen habe, sind mir die Augen aufgegangen, welche Parallelen es zwischen der Habsburgermonarchie und der jetzigen EU gibt.

Magris: Hoffentlich nicht nur die tragischen Parallelen ...

Schulz: Auch die k. u. k. Monarchie bestand aus einem mitteleuropäischen, halbwegs industrialisierten, gebildeten, fortschrittlichen Kern und einer vernachlässigten, ländlichen Peripherie. Wenn man diese Peripherie sich selber überlässt, wird sie immer schwächer, die Menschen müssen auswandern, wenden sich vom Staat ab. Und am Ende kann das ganze Imperium deswegen zusammenbrechen.

Eine Puppe in der Puppe in der Puppe

Magris: Indem wir Autoren die Erzähltraditionen sammeln und die Geschichten weiterschreiben, erweisen wir oft genug dem Nationalstaat mit seinen Traditionen, Mythen und Überlieferungen die Ehre. Europa kann den Nationalstaat nicht einfach beiseiteschieben und substituieren. Es gehört auch zu den Aufgaben der EU, staatliche Identitäten zu sichern - nicht zu untergraben.

Schulz: Das ist ein Thema, über das ich mit meinem damaligen Abgeordnetenkollegen Otto von Habsburg oft geredet habe - wir verstanden uns trotz der unterschiedlichen Partei-Herkunft sehr gut miteinander. Das alte

Habsburgerreich, das Otto als Thronfolger geerbt hätte, funktionierte mit seiner Vielfalt im Vergleich zu anderen Imperien recht gut. Und trotzdem hatte sich bei vielen Menschen die Überzeugung eingenistet, dass die k. u. k. Monarchie zum Untergang verurteilt ist. Später, als dann Krieg und Untergang kamen, entwickelte sich die Habsburgernostalgie, die Sie, Herr Magris, in Ihren Büchern erforscht haben.



© AFP  Möchte die Strukturen der Verwaltung in der EU straffen: Martin Schulz

Magris: Das lässt sich vom k. u. k. Reich lernen: Wenn sich die Überzeugung verbreitet, Europa sei eine Unterdrückungsmaschine für unsere jeweiligen Identitäten, ist es schon zu spät. Dann droht die Implosion. So etwas darf nie wieder passieren. Umgekehrt ist es doch so, dass in der Globalisierung und der internationalen Wirtschaft nur Europa die vielen kleinen Identitäten sichert. Ich selber sehe mich ja nicht nur als Italiener, ich spreche meinen Dialekt von Triest - fast eine eigene Sprache. Und ich habe ein Leben lang Germanistik gelehrt. Das steht in der Tradition von Dante, der im Mittelalter seine Vaterstadt Florenz verzweifelt liebte, aber eine gemeinsame italienische Sprache entwickeln half. Und dann schrieb er, dass man die große weite Welt und ihr Wissen nicht ablehnen, sondern aufnehmen sollte. Genauso ist es heute noch mit der europäischen Identität: Sie ist nicht starr und einförmig, sondern erinnert mich an eine Matroschka - eine Puppe in der Puppe in der Puppe.

Schulz: Das ist ein Bild, das sich auch viele Politiker und Funktionäre in Europa zu eigen machen sollten.

Magris: Und da setzt dann wieder meine Kritik an. Die EU-Kommission muss einstimmig entscheiden, sonst kommt kein Beschluss zustande. Da reden wir von Vielfalt und Differenz, und dann gibt es den Zwang zum einstimmigen Kompromiss. Ich empfinde diese Struktur der EU als gefährlich, fast schon als diktatorisch.


Die Identifikation mit Europa geht verloren

Schulz: Die meisten Europäer wissen nicht, dass wir mit dem Lissabon-Vertrag auf mindestens achtzig Ebenen das Prinzip der Einstimmigkeit abgeschafft haben. Hier entscheidet bereits die Mehrheit. Und gerade die kommt den kleinen Ländern besonders zugute. Wenn die Kleinen sich zusammentun, wie jüngst bei den Strukturfonds für die ländlichen und ärmeren Gebiete, überstimmen sie die vermeintlich machtgierigen Riesen. Sechzehn kleine EU-Länder haben sich zusammengeschlossen und so ihre Zuschüsse behalten. Auf der anderen Seite wird das auch parlamentarisch verankert: Wenn die Staaten einander überstimmen, dann müssen ihre Abgeordneten im Parlament gleichfalls eine Mehrheit bilden.

Magris: Ist das nicht schon wieder viel zu kompliziert, um es zu erklären? Lähmt diese komplexe Entscheidungsfindung nicht auch das Funktionieren der EU, wie wir es so oft erleben?

Schulz: Es ist leider umgekehrt. In dieser Krise, die hauptsächlich eine Krise des überzüchteten Finanzsektors ist, haben die Regierungen die komplizierte Mehrheitsfindung durch erzwungene Einstimmigkeit und Schnellbeschlüsse abgesetzt. Die gescheiterte EU-Verfassung und hinterher der Lissabon-Vertrag sollen die Demokratie in der EU stärken und verankern. Und nun haben mit den gewaltigen Hilfspaketen zur Rettung von Währungen und Banken die nationalen Chefs durch die Hintertür das alte Regieren mittels Einstimmigkeit im stillen Kämmerlein wieder eingeführt. Auf den ersten Blick ist Europa so handlungsfähig ...



© RÖTH, FRANK  Sucht die Substanz der europäischen Idee: Claudio Magris

Magris: . . . aber auf die Dauer führt das zur Lähmung der Demokratie. Und was noch schlimmer ist: Wir schaffen es kaum noch, uns mit Europa zu identifizieren. Paradoxerweise war das nach den Katastrophen von Weltkrieg, Holocaust, Vertreibung viel einfacher. In den Aufbaujahren nach 1945 - ich erinnere mich persönlich gut daran - fühlten wir diese gemeinsame Verantwortung als Europäer, dass wir die alten Fehler nicht wiederholen dürfen, dass unbedingt eine Zusammenarbeit in einem gemeinsamen Europa entstehen muss. Diese Identifikation mit dem Projekt geht jetzt verloren.

Europa konkretisiert sich nicht

Schulz: Merkwürdigerweise sind die Menschen in Europa nicht stolz auf Europa. Jedenfalls nicht so, wie es die großen Erfolge der EU - Frieden und Wohlstand und Rechtsstaat - vermuten ließen. Ich weiß auch nicht, ob wir bei Olympischen Spielen nicht einmal die europäischen Medaillen zusammenzählen sollten - dann wüssten wir wenigstens, dass aus unserer Union die meisten Sieger kommen.

Magris: Das würde aber vielen Leuten den Spaß an der Konkurrenz nehmen ...

Schulz: Mich erschreckt es aber schon, wenn Europa immer nur die negativen Schwingungen abbekommt. Diese wunderbare Idee darf nicht immer nur mit dem Schlagwort „Brüssel“ gleichgesetzt werden. Wenn ich bedenke, dass Hans Magnus Enzensberger gegen das „sanfte Monster Brüssel“ ein ganzes Buch schreibt - da darf man doch die Institutionen mit ihren Fehlern keineswegs mit der ganzen Idee von Europa gleichsetzen. Wim Wenders hat mir bei einer Diskussion mal gesagt: Die Idee von Europa ist allgemein anerkannt, aber sie wird heute oft nur noch als eine abstrakte Form der Verwaltung wahrgenommen. Das ist unbedingt ernst zu nehmen; darum möchte ich die Strukturen der Verwaltung in der EU ja auch straffen.

Magris: Da muss ich als Italiener leisen Einspruch erheben. Ist wirklich immer die Administration an allem schuld? Wir haben vielleicht schwache Regierungen und korrupte Politiker, die wir verachten. Aber wir wollen schon, dass die Straßenbahn pünktlich kommt. Und wenn das so ist, dann bin ich gar nicht skeptisch gegenüber der Verwaltung.

Schulz: Da haben Sie recht. Italiens Verwaltung kann nicht so übel sein. Sie hat immerhin in zwei Generationen Dutzende von wechselnden Regierungen überlebt, ohne dass das Land zusammengebrochen ist. Aber beim Staat, der in Italien so gerne schlechtgeredet wird, ist es doch genauso wie mit Europa: Wir fühlen, dass die EU wichtig ist, aber sie konkretisiert sich nicht, wird nicht so erfahrbar wie der Kirchturm der eigenen Stadt.

Die Lage ist hoffnungslos, aber nicht ernst

Magris: Daran hat die EU aber selber mitgewirkt, indem sie sich immer weiter ausgebreitet hat. Immer neue Länder sind hinzugekommen, oft schwache Nationen, die nach innen gar nicht stabil sind. Die EU soll ein Mosaik sein, in dem viele kleine Steinchen ein großes Bild ergeben. Aber wenn wir immer erweitern, kriegen wir keine Vielfalt, sondern ein Durcheinander.

Schulz: Da dürfen Sie den historischen Druck nicht unterschätzen. Europas Politiker wollten die EU erst verfestigen und danach erweitern. Aber angefangen mit der deutschen Einheit - der ersten Ost-Erweiterung -

wurde dieser Druck so groß, dass Europa die neuen Länder aufnehmen musste. Das war eine historische Verpflichtung. Und nun läuft uns die Zeit davon ... Momentan zählen wir 507 Millionen Bürgerinnen und Bürger in Europa - die größte Wirtschaftsmacht in der Welt, der größte demokratische Binnenmarkt. Wenn sich da der Eindruck verfestigt, dass das Gebilde einzig den Banken und den Millionären dient und der arbeitende Steuerzahler die Verluste ausgleicht, dann wendet sich das Volk von der Idee ab. Das ist in Diktaturen offensichtlich, aber in Demokratien läuft das genauso.

Magris: Das wäre die Parallele zu 1914, wovor ich immer Angst habe: Eigentlich funktioniert das System bei allen seinen Makeln recht gut - doch dann wird es von den Menschen fallengelassen. Oder sie jubeln sogar noch, wenn das System, das sie erhält, ohne ersichtlichen Grund kollabiert.

Schulz: Und genau an dem Punkt sind die Schriftsteller, die Intellektuellen besonders gefordert. Anders als wir Politiker haben Sie die Deutungshoheit, sie können das Projekt historisch einordnen und auch aufzeigen, dass alle Alternativen katastrophal wären. Wir müssen wegen der Errungenschaften - nicht wegen der Politiker oder wegen der Verwaltung - die Idee von Europa vor uns hertragen. Anders können wir die europäische Diskurshoheit nicht zurückgewinnen.

Magris: Wenn erst einmal der Defätismus die Oberhand gewinnt, bekommen solche historische Prozesse eine ganz eigene, fatale Dynamik. Da kann man irgendwann nicht mehr argumentieren, Vor- und Nachteile nicht mehr vernünftig abwägen. Sie kennen aus der Habsburgerwelt ja sicher das Bonmot von Karl Kraus: Die Lage ist hoffnungslos, aber nicht ernst. Wenn es mit der EU erst einmal so weit ist, sind wir verloren. Damit es so weit nicht kommt, müssen wir uns unbedingt weiter treffen. Über die Grenzen von Sprache und Tradition müssen Intellektuelle und Schriftsteller, Wissenschaftler und Poeten über die Substanz unserer gemeinsamen Idee reden - und so bei allem Krisenmanagement zuerst einmal die Idee retten: das Konzept einer transnationalen Gemeinschaft. Das ist viel wichtiger, als es im politischen Tagesgeschäft erscheint.

Martin Schulz trifft Claudio Magris

Wenn es um die Idee Europas geht, kann Magris aus dem Vollen seiner intellektuellen Biographie schöpfen. Der italienische Schriftsteller und emeritierte Germanistikprofessor an der Universität Triest hat eine einflussreiche Theorie über den habsburgischen Mythos entwickelt und dessen Fortwirken in den Machtstrukturen des heutigen Europa gezeigt. Sein bekanntestes Buch heißt „Donau“, ein Porträt der Literaturlandschaften entlang des Flusses. Magris, der sich selbst als einen der letzten Triester Kaffeehausliteraten sieht, wurde 2009 mit dem Friedenspreis des Deutschen Buchhandels ausgezeichnet.

Entre les États-Unis et la Chine les écarts de coûts de production sont inférieurs à 5% 102,84

Publié le 25/04/2014 à 06:02

Selon une étude du Boston Consulting Group, les États-Unis ont très fortement amélioré leur compétitivité au cours des dix dernières années vis à vis de tous leurs concurrents, y compris la Chine. La France est le troisième pays le plus cher au monde.

Pourquoi une entreprise américaine irait-elle produire en [Chine](#) alors que les coûts de production dans l'industrie manufacturière sont aujourd'hui à peine inférieurs de 5% entre les deux premières économies de la planète? La question coule de source à la lecture du dernier rapport du Boston Consulting Group (BCG), l'un des cabinets de conseil les plus prestigieux au monde. En outre cet écart ne tient-il pas compte des coûts de transport internationaux précise le BCG.

L'étude du BCG ne porte pas seulement sur le face-à-face sino-américain. Elle vise à mesurer les évolutions de [compétitivité](#), en termes de coût de production, pour les industries des 25 pays les plus gros exportateurs au cours des dix dernières années: ces pays représentent à eux tous 90% des exportations mondiales de produits manufacturés. Outre les salaires, les coûts pris en considération retiennent quatre autres éléments: les évolutions de productivité, les prix du gaz, de l'électricité, et un quatrième facteur fourre-tout, qui comprend notamment les taux de change.

Entre 2004 et 2014 la volatilité a été extrême souligne le BCG: «plusieurs pays ont vu des hausses de salaires annuelles comprises entre 10% et 20% ; la productivité a doublé dans de nombreux pays alors qu'elle a décliné dans d'autres; les taux de change des monnaies ont fluctué grandement, avec des baisses de 20% jusqu'à des appréciations de 35% vis à vis du dollar américain; les coûts de l'énergie, par rapport aux États-Unis ont augmenté dans plusieurs pays de 50% à 200%».

Sept pays sont moins chers que les États-Unis

Dans ce kaléidoscope des facteurs de compétitivité, les États-Unis s'avèrent les grands gagnants. En matière de coûts, et en tenant compte des niveaux de productivité faut-il le souligner, sept pays seulement, et tous des économies émergentes, s'avèrent moins chers que les États-Unis: l'Indonésie, l'Inde, la Thaïlande, le Mexique, la Chine, Taïwan et la Russie (par ordre de coûts croissants). À l'autre bout du spectre et en prenant pour base 100 l'économie américaine, les pays les plus chers sont l'Australie (indice 130), la Suisse (125), la France et le Brésil (tous deux à 124, la première affichant des salaires plus élevés que le second, mais avec en contrepartie une meilleure productivité). L'Allemagne se situe pour sa part au niveau 121.

Le BCG classe les 25 pays en quatre groupes bien distincts, du moins pour ceux qui se trouvent confrontés à des «changements spectaculaires» depuis dix ans. Tout d'abord les pays rationnellement à bas salaires, mais aujourd'hui «sous pression», car leur compétitivité se détériore pour toutes sortes de raisons, et notamment salariales: c'est le cas du Brésil, de la Russie, de la Chine, de la Pologne et de la République tchèque.

Deuxième groupe, les pays à «coûts traditionnellement élevés», mais qui «perdent du terrain», faute d'améliorer leur productivité et en raison d'une hausse de l'énergie: c'est le cas de la France, et à ses côtés, la Belgique, l'Italie, la Suisse et la Suède.

Salaires en progression modérée

Dans un troisième regroupement, certes hétérogène, on trouve les Pays-Bas, l'Inde, l'Indonésie et le Royaume-Uni: leur point commun est «de maintenir leur compétitivité relative face aux leaders mondiaux».

Et enfin les États-Unis et le Mexique sont désignés comme «les étoiles montantes», qui améliorent leur compétitivité vis à vis de tous les autres. Leur recette est de présenter «des salaires en progression modérée, des gains de productivité réguliers, des taux de change stables et des avantages en matière d'énergie». La formule de «taux de change stable» prête évidemment à sourire concernant le dollar, considéré dans l'étude et à juste titre, comme la monnaie au centre du système monétaire mondial, tout comme le soleil est l'étoile autour de laquelle tournent les autres planètes du système solaire.

Quant au couple France-Allemagne, la première étant la lune qui tourne autour de la terre que serait la seconde, les chiffres du BCG montrent qu'en 2004 les coûts de production (base 100 aux États-Unis) étaient de 115 en France et de 117 en Allemagne. En 2014 le rapport s'est inversé, avec un indice 121 en Allemagne et 124 en France. C'était bien sûr avant le «[pacte de responsabilité](#)», dont le BCG ne peut évidemment souffler mot puisqu'il n'est pas encore voté, en attendant son éventuelle mise en place.

Compétitivité : les faibles gains de productivité en France en cause 102,86

Le Point.fr - Publié le 24/04/2014 à 21:46 - Modifié le 25/04/2014 à 06:10

Une étude du Boston Consulting Group révèle que la perte de compétitivité française depuis 2004 s'explique avant tout par de faibles gains de productivité.



Photo

SOURCE AFP

La perte de compétitivité française sur la dernière décennie est principalement due à de faibles gains de productivité, en particulier face à l'Allemagne et à l'Espagne, c'est la conclusion d'une étude publiée vendredi par le Boston Consulting Group (BCG). Sur la dernière décennie, l'indice de compétitivité de la France est passé de 115 à 124, une augmentation qui s'explique principalement par la lenteur de ses gains de productivité, devant l'augmentation des dépenses énergétiques, en particulier en gaz naturel, et la hausse des salaires.

Conséquence : alors que la France était plus compétitive que l'Allemagne en 2004, elle a été dépassée par son voisin au cours de la décennie, non seulement du fait d'une augmentation plus rapide des salaires mais également de la faible croissance de sa productivité : + 5 %, contre 14 % pour l'Allemagne. Avec l'Espagne, l'écart de compétitivité s'est accentué, passant de 10 à 16 points, quand il a carrément doublé avec le Royaume-Uni (16 points en 2014 contre 7 en 2004). Là encore, l'écart s'explique avant tout par la différence de gains de productivité, bien plus importants pour l'Espagne (+ 23 %) et le Royaume-Uni (+ 20 %).

Parmi les 25 plus gros exportateurs mondiaux, BCG classe la France dans le groupe des pays à coûts élevés, qui continuent de perdre en compétitivité, avec l'Italie, la Belgique, la Suisse et la Suède. Les Pays-Bas et la Grande-Bretagne ont presque stabilisé leur compétitivité, tout comme l'Inde et l'Indonésie.

La Chine a perdu son avantage compétitif

Le cabinet de conseil a analysé la compétitivité des 25 plus gros exportateurs de produits manufacturés, qui réalisent 90 % des exports mondiaux, à partir de quatre critères : salaire horaire moyen d'un salarié de l'industrie, productivité par salarié, taux de change et coût de l'énergie. Avec un constat : sur la dernière décennie, les cartes ont été totalement redistribuées. Ainsi, la Chine est aujourd'hui moins compétitive que le Mexique et ne se retrouve plus qu'à 4 points des États-Unis, hors coûts de transport. Une évolution que BCG attribue avant tout à la hausse des salaires chinois (+ 12 points).

Même constat pour le Brésil, qui se classe en 2014 au 23e rang, à égalité avec l'Italie ou la Belgique, juste devant la France, alors que le pays était encore 9e dix ans plus tôt. Forte hausse des salaires (+ 15 points), baisse de productivité et appréciation du real face au dollar sont les causes majeures de cette perte de compétitivité pour le géant d'Amérique du Sud.

"Des schémas dépassés"

"Beaucoup d'entreprises raisonnent encore avec des schémas dépassés, estimant qu'il est plus cher de produire en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord et que les pays aux coûts de production les plus faibles sont en Amérique latine, en Asie et en particulier en Chine et en Europe de l'Est", a déclaré Olivier Scalabre, directeur associé au BCG à Paris, dans un communiqué.

Les États-Unis et le Mexique ont ainsi réussi à améliorer leur compétitivité, passant respectivement du 12e au 8e rang et de la 6e à la 4e place. Une situation qui s'explique par de forts gains de productivité et une importante baisse des prix du gaz, alors qu'ils augmentent partout ailleurs. Longtemps l'un des pays les plus compétitifs en Europe, La Pologne voit son avantage décliner face à des pays comme l'Espagne ou le Royaume-Uni, qui sont à quasi-égalité avec d'autres pays d'Europe de l'Est tels que la République tchèque.

"Il y a maintenant des pays aux bas coûts de production dans toutes les régions du monde", a conclu Olivier Scalabre.

Guest Post: Demography + Debt = Doom 102,87

Submitted by [Tyler Durden](#) on 04/24/2014 21:07 -0400

Originally posted at [Gerold's blog](#).

A 'Perfect Storm' of demography and debt will economically and financially doom almost every country on earth. It will be TEOTWAWKI – 'The End Of The World As We Know It'.

No, it's not the end of life or even the end of civilization. However, when it's all over, nothing will ever be the same and that includes the disappearance of much of the [middle class](#).

On the other hand, as Jesse of '[Le Cafe Americain](#)' [writes](#) "there is nothing we are facing or are likely to face, outside of an all out nuclear war, that was not faced by our fathers and grandfathers who faced two World Wars and a Great Depression in between." Although nuclear war is highly unlikely, the alternatives are not very enticing prospects.

First, the good news. The storm won't last forever. In fact, it may end sooner than many think. And, when it's finished, life for many may be better than today's slow economic strangulation, at least for those who stop self-medicating with their boob-tubes, Tweets, iGadgets and self-aggrandizing social media long enough to pay some serious attention and try to understand what's happening.

The bad news is there will be much more pain before it ends unless you make an effort to [understand](#) what's happening and why. Only then will you know how to protect yourself and loved ones from the storm. Otherwise, you risk becoming just another [poor](#), nameless statistic. That would be both tragic and unnecessary because you can do things to prepare and avoid the worst of it. Keep reading. This is a long article, but what's your life worth?

Stupid Government

Governments and their handmaidens, the ass media, are trying to convince a dumbed-down, gullible public that we are recovering from the Global Financial Crisis; that they know what they're doing and they can be trusted. Don't believe it. Those neo-Keynesian [idiots](#) haven't a clue what they're doing and they can't be trusted to run a lemonade stand let alone look out for your best interests.

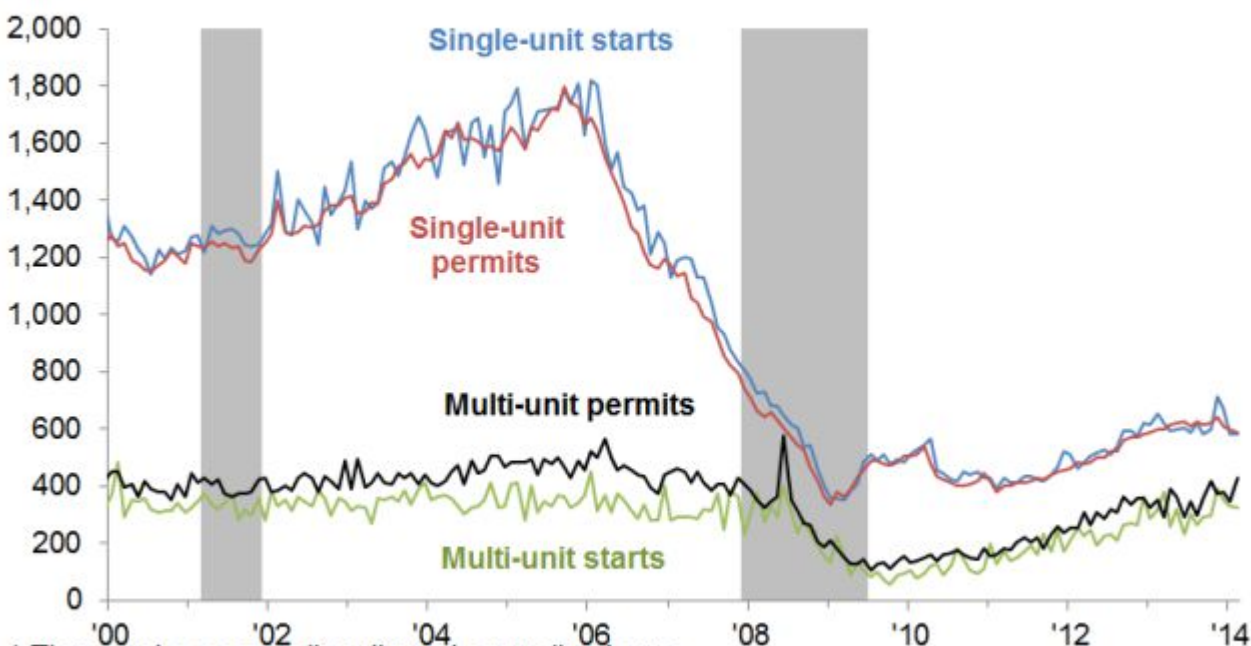
Here's [but one](#) of numerous articles titled, "**Economic Bounceback Anticipated for 2014**". First, never trust forecasts. Second, it predicts happy days just as soon as the weather gets better. The Amerikan administration used to blame Bush, but that got stale so now it's the weather's fault. And, when that too, gets lame, rest assured they'll dream up another excuse.

The chart below tries to spin a U.S. housing recovery. It's titled, "**Housing Starts Dip in January, Level off in February**". That so-called 'leveling off' is the tiny horizontal blue line on the extreme right of the chart. It's so small it's almost hidden by the red 'averaging' line.

Chart 4

Housing Starts Dip in January, Level Off in February

Units*



* Thousands, seasonally adjusted, annualized rate.

NOTE: Shaded regions indicate recession.

SOURCE: Census Bureau.

Now cast your eye over the last 14 years back to 2000 and see how low today's U.S. [housing starts](#) are compared to the last 14 years. So, who ya gonna believe; that bullshit headline or your own lyin' eyes? Such is the [ass media's](#) utter contempt for the public that they think we're gullible enough to believe the crap they fling at us.

Furthermore, what little recovery there is in U.S. real estate is [Wall Street](#) snapping up homes to turn them into rental units. Some housing recovery! Canada's real estate bubble hasn't burst yet, but [it's coming](#).

Financial crises take a long time to play out and recover. How long? MoneyNews [reports](#) "The weakness of the recovery stems in part from the usual lingering hangover from financial crises, according to research by Harvard's Reinhart and Rogoff. Their research shows that it takes a decade to fully heal ... A decade is a long time. But a long time is not the same as forever."

It also depends on how stupid governments are. As a political science major who has watched events unfold for many decades, I can assure you that no creature on earth is as stupid as a meddling government although unions come in a close second. (Disclosure: I once was a union member.)

Governments' brainless bureaucrats lack the balls to proactively prevent problems because that would entail sticking their heads out and risk getting them chopped off. So, instead, they wait for problems to arise. Governments are reactive not proactive.

Furthermore, instead of determining the root cause of a problem (usually the government itself through its moronic meddling) they, instead, try to solve the results of a problem rather than the problem itself. You can fix problems; you cannot fix the results of a problem without creating ever more problems.

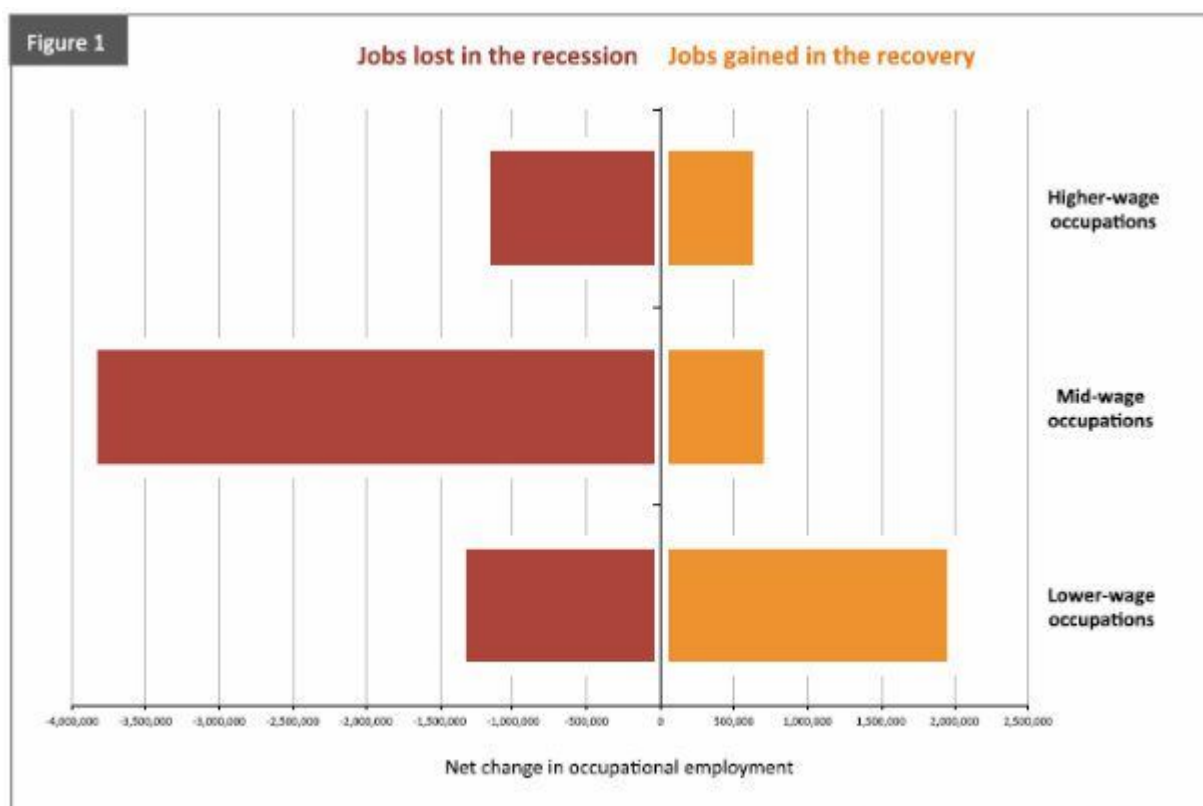
I'm also trained in the 6 Sigma continuous improvement program. One of the most powerful weapons in 6 Sigma's 'tool kit' is DMAIC, an acronym that stand for Determine, Measure, Analyze, Improve and Control. With DMAIC, data and statistics are used to (first step) 'Determine' the root cause of a problem through measurement and analysis. Once the root cause is determined (admittedly easier said than done) only then can a process be improved. Like any recipe, if you don't follow the steps in the right order, the results are disastrous just as baking a cake's ingredients before mixing them will produce a mess, not a cake.

Governments' brainless bureaucrats cannot understand this. They jump to conclusions about the cause of a problem and they almost always try to fix results. This inevitably creates more problems for the government to pretend to fix and to justify their existence. As I said, you cannot fix results. You can only fix problems and you cannot fix a problem if you don't first determine its root cause.

For example, unemployment is a problem, isn't it? No, actually, it's not. Unemployment is the result of a problem so there is no 'solution' to unemployment unless the root cause of unemployment is determined and 'Improved'.

President Obama recently [launched](#) the "Skills for America's Future" program to "improve industry partnerships with community colleges and build a nation-wide network to maximize workforce development strategies, job training programs, and job placement."

That sounds wonderful. However, contrary to popular belief, governments [do not create jobs](#). Government meddling and over-regulation destroys jobs. What's the point of training people for jobs that have been moved [overseas](#)? Well-paying jobs in manufacturing have been replaced with [low-wage](#) McJobs. The chart below shows low-wage jobs replacing mid-wage and high-wage jobs.



Source: NELP analysis of Current Population Survey.
Recession is 2008 Q1 to 2010 Q1; recovery is 2010 Q1 to 2012 Q1.

Notice above how most of the jobs lost are in the mid-range.

The chart below shows how much high-wage U.S. manufacturing has declined since 1980.



Again, the problem is not unemployment; the problem is lack of well-paying jobs caused by outsourcing and by corporations' short-sighted fixation on short-term profits thereby destroying their own customer base. In other words, more training won't fix the jobs 'problem'.

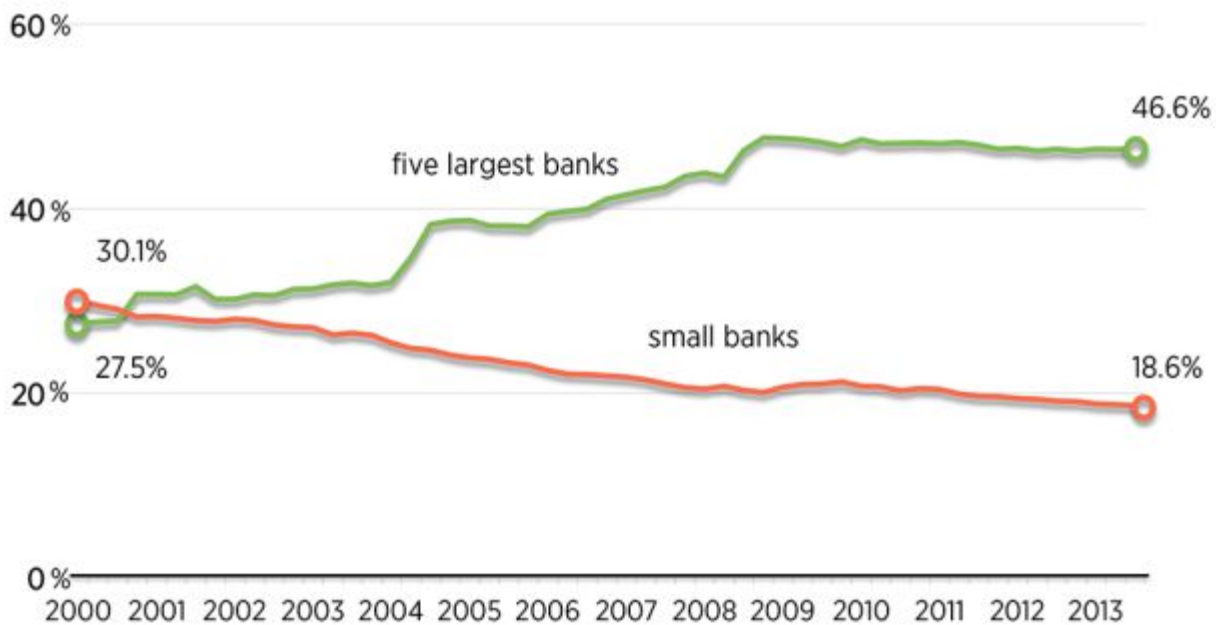
Problems Getting Worse

Inept governments have done nothing to fix the issues that created the Great Financial Crisis and the resulting recession. My previous article demonstrated we are overdue for [another recession](#). This is also confirmed by [Yahoo!](#) as well as the National Bureau of Economic Research ([NBER](#)) and [various other articles](#).

Since the problems that caused the last recession have gotten worse, the next [recession](#) will be [more...painful](#) than the last one despite so-called [GDP growth](#).

For instance, the Too-Big-to-Fail [banks](#) have gotten larger than before thereby putting them at greater risk. **National Review** [reports](#) that since the year 2000, there are 29% more big U.S. banks and 24% fewer small ones as shown by the chart below.

Share of Total US Banking Assets Held by Five Largest Banks vs. Small Banks, 2000–2013



Source: *Statistics on Depository Institutions*, Federal Deposit Insurance Corporation.
 Data note: Banks are ranked by asset size. Small banks are defined as US banks with \$10 billion or less in assets.
 For purposes of this chart, banks were aggregated under their bank holding companies.
 Available data did not permit thrifts to be aggregated under their holding companies.
 Produced by Hester Peirce, Robert Greene, and Rizqi Rachmat, Mercatus Center at George Mason University

Not only are banks larger, but world-wide most banks, including [central banks](#) too, are insolvent (bankrupt) and starting to [panic](#).

Another indication of a slowdown is the closing of so many [retail stores](#). Even MacDonald's is feeling the [pain](#). In addition, inflation, especially in [food](#), is getting worse which will further impact cash-strapped consumers.

I've outlined numerous other problems that have been ignored rather than solved in many [previous articles](#) so there's no point repeating them ad nauseum.

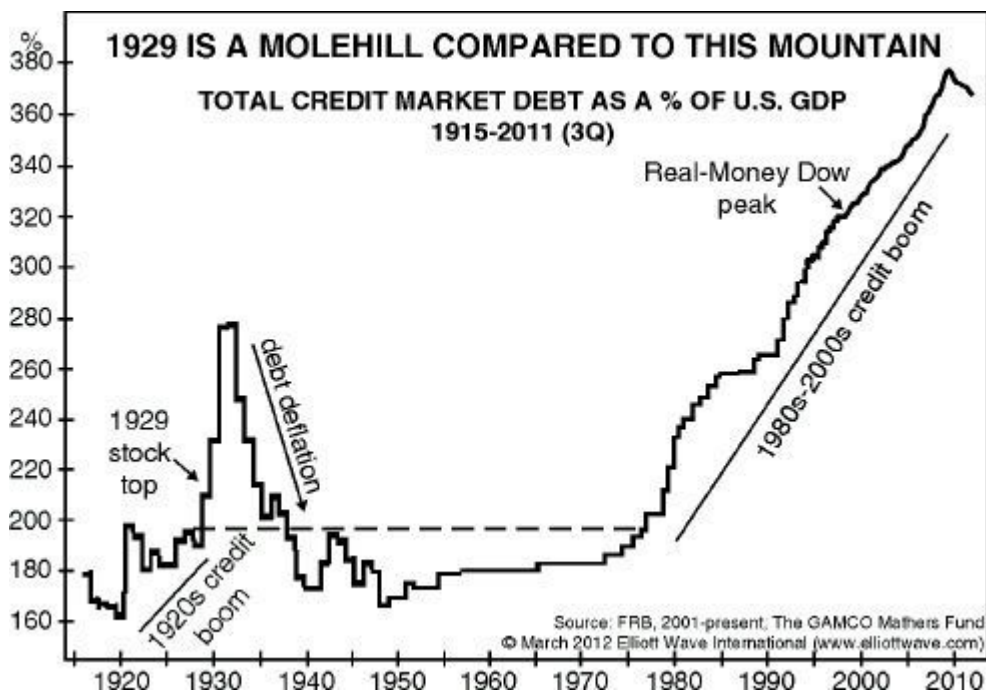
It's the Debt, Stupid

The single, major global problem is too much [debt](#). Much of the commentary and analysis I read is misguided. Everyone's talking about the consequences (results) of the problem yet few understand that the elephant in the room is too much debt.

Global debt [has passed](#) the \$100 trillion mark, an increase of \$30 trillion since 2007. To put this into perspective, [global GDP](#) is slightly more than \$70 trillion. Here's another perspective; global debt is 137% of global GDP. This is far beyond the 90% mark demonstrated by [Rogoff and Reinhart](#) (despite a few minor formula errors) as 'beyond-the-point-of-no-return'.

The last Great Recession triggered by the Global Financial Crisis was caused by too much debt – private debt, government debt, corporate debt, Sesame Street debt, all kinds of debt – we have debt up the yin yang and it keeps growing.

The chart below shows that today's mountainous debt level makes the debt prior to the last Great Depression look like a molehill. The debt/credit excesses of the 1920's led up to the stock market Crash of 1929 and the Great Depression that followed. Can there be any doubt where today's enormous [debt](#) level is leading?



Some of Aubie Baultin's [comments](#) on the chart above are instructive:

"By 1982, with the memory of the 1930s Depression almost completely faded, policy makers once again began to "stimulate" the economy with borrowed dollars. By the mid-1990s we had exceeded the excesses of 1929 both in terms of the total amount of debt and in terms of stock prices."

"As of 2014; there is currently 30% more debt worldwide than at the last peak in 2007 and we are experiencing one of the weakest recoveries of all time."

"The bubble is much bigger than in 1929, [when] we as a people were much more self-sufficient and so the economic destruction will be worse damaging to the individual than in the 1930s!"

"We may have engineered a very anemic recovery and new highs in the stock market, but we haven't solved the underlying problem of too much debt. Rather, we have made it much, much worse and that's not even mentioning [Derivatives](#) in the Quadrillions."

"When the boom ends, the accumulated debts do not."

"A year before the 1929 crash, interest rates started rising while commodity prices fell indicating a risk of deflation – or collapse in prices. The same scenario is true today."

"[China is] are probably in the worst trouble of all, as they discover that their Socialist Capitalism must still follow the Economic laws ..."

"There isn't a snowball's chance in Hell that we will be spared the consequences of our leaders' incompetence and corruption."

I've already covered government's incredible incompetence, but the [corruption](#) is all the new debt that has benefited the bankers and their cronies, but not the people. It has enriched Wall Street by impoverishing Main Street. Worse, as headlined by Washington's blog, **"By Choosing The Big Banks Over The Little Guy, The Government Is Dooming BOTH."** He further [headlines](#) **"The Elite Financial Players Are Manipulating the Game So that They Get the Stimulus ... and the Little Guy Gets the Austerity."**

Do you think this will ever stop? Dream on. The great '[Vampire Squid](#)' will suck every drop of blood out of the system that it can. To protect yourself you must **'Get Out of The System'** or [GOTS](#) as Jim Sinclair says.

Here is his GOTS checklist for those with wealth to protect.

1. *Your equities are held in certificate form.* [Gerold comment: paper stock certificates]
2. *You have no Federal retirement funds.* [Gerold comment: expect governments to [confiscate](#) pensions and turn them in to soon-to-be worthless government bonds. Cash out private pensions, take the tax hit and buy assets with the cash.]
3. *You have no CDs and investments in bonds.* [GIC's in Canada]
4. *You have modest money deposited among selected BRICs countries.*
5. *You store your own precious metals.* [gold & silver]
6. *You have no mortgage obligations.*
7. *You keep cash on hand for 6 months expenses.*
8. *You have no consumer debt at all.*
9. *You have a small hobby farm for protein and veggies outside of where you are living with no mortgage debt, set up green.*
10. *You have a gas, diesel or electric car with high fuel mileage for the farm.*
11. *You have a generator with large fuel capacity for the farm.*

It's not easy but the more you remain in the system, the more vulnerable you are to further losses, [bail-ins](#) and [pension confiscation](#).

The Power of Demography

Demography (sometimes called demographics) is the statistical study of human population dynamics over time or space. The characteristics of a population include size, structure, density, distribution of the population and the changes resulting from birth, migration, aging, and death. Demographics is as powerful as it sounds and it has enormous predictive abilities.

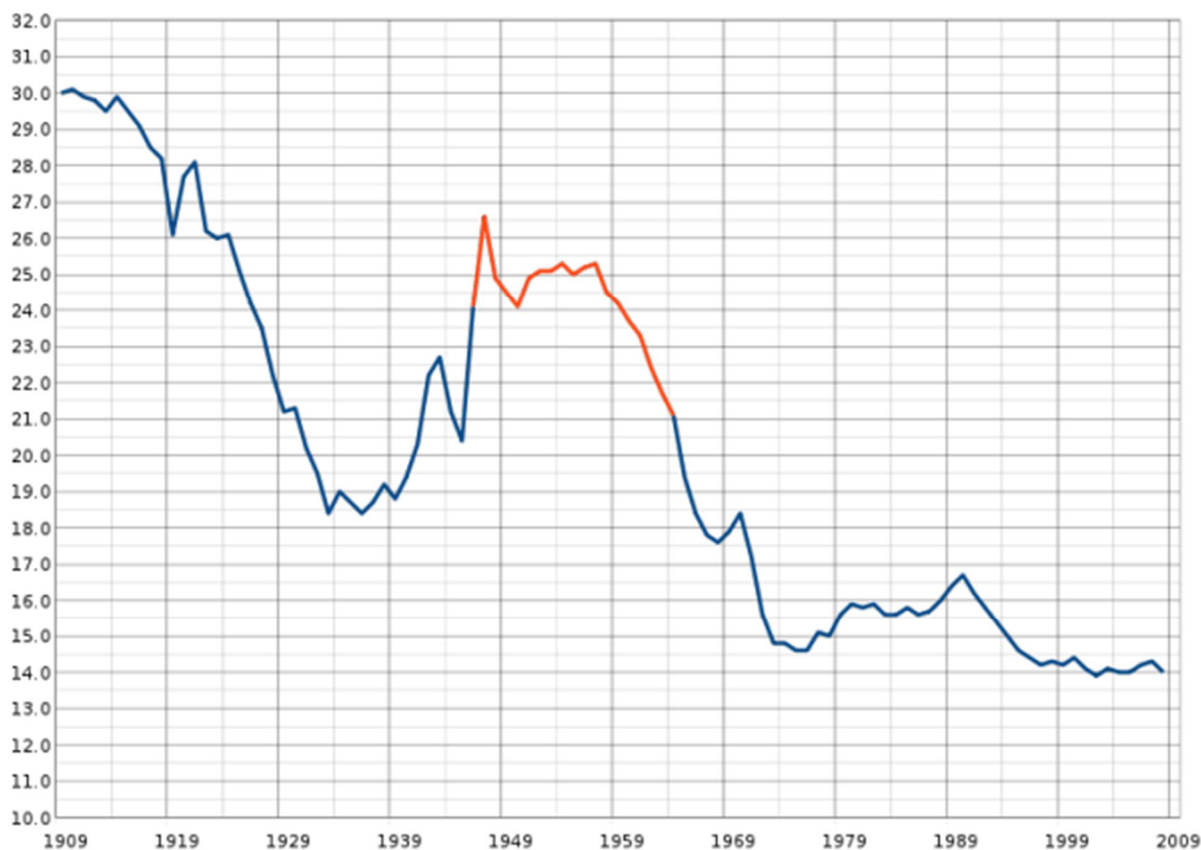
One of the most powerful demographic cohorts in recent times has been the Baby Boom generation. Michael Snyder [writes](#) "The Baby Boomer generation is so massive that it has fundamentally changed America with each stage that it has gone through. When the Baby Boomers were young, sales of diapers and toys absolutely skyrocketed. When they became young adults, they pioneered social changes that permanently altered our society." And, it's not just Amerika affected by these demographics but most Western nations including Canada, Great Britain, Australia, New Zealand, much of Europe, etc.

Demography can forecast trends and patterns years and decades in advance. New York Post [reports](#) "Following the Baby Boom, which peaked in 1961, came the Baby Bust, a long slow decline in the birthrate. Those babies grew up and began spending in accordance with highly predictable patterns.

"People tend, for instance, to buy houses at about the same age — age 31 or so. Around age 53 is when people tend to buy their luxury cars — after the kids have finished college, before old age sets in. Demographics can even tell us when your household spending on potato chips is likely to peak — when the head of it is about 42.

"Ultimately the size of the US economy is simply the total of what we're all spending. Overall household spending hits a high when we're about 46. So the peak of the Baby Boom (1961) plus 46 suggests that a high point in the US economy should be about 2007, with a long, slow decline to follow for years to come." And, that is exactly what happened; Western economies began their decline around 2007 with the recession beginning in the U.S. in December of that year followed shortly after in other Western countries.

In the birth-rate chart below, the Baby Boom is the red portion of the line that interrupted the gentle decline of birth rates.



There is much demographic tragedy on the left side of that chart. The high birth-rate in the early part of the 20th Century is due to high infant mortality. Families had many children because most weren't expected to survive their early years. Also, the rapidly declining birth-rate after the First World War 1914 – 1918 comes from the unmarried ["surplus women"](#) as a result of the war slaughtering so many "eligible" young men.

Japan is another case of obvious demographic trends that still eludes their government's understanding. The New York Post [quotes](#) Harry S. Dent Jr. in "The Demographic Cliff: How to Survive and Prosper During the Great Deflation of 2014-2019" (Portfolio), "Japan's stock market is still 65% below its 1989 peak. Their spending problem (currently being given a boost by a gigantic stimulus) is really ... an aging problem.

"As the Japanese have hit their 60s and 70s, they became stingier. Artificial, forced spending like government stimulus is not going to spark real voluntary spending because that isn't what old people do. They've already paid for their houses, cars and their children's schooling. Merchants try to goose lackluster sales by cutting prices, which increases the incentive for people to save their money, expecting things will be cheaper in the future than they are today.

"That's a deflationary spiral, and Dent sees it coming here next, and soon." In other words, we will soon see that Japan's massive QE, called "Abenomics", is a greater disaster than America's endless rounds of QE which failed to spur the U.S. into a real [recovery](#). In the U.S. it's sometimes called a 'jobless recovery'. That's nonsense. Even disregarding the American government's [fake](#) unemployment [statistics](#), a real recovery in jobs never happened because the economy [never](#) really [recovered](#).

Stay tuned to China, too. We will [soon see](#) the disastrous effects of the [massive](#) Chinese QE of infrastructure spending and the construction of 'ghost' malls, rail stations and empty cities which proportionately dwarfed the U.S.'s QE. The Chinese defaults are already [beginning](#). China's demographic problems are unique; stemming from its decades-long 'one-child' policy resulting in a 'Baby Bust' far larger than the West's.

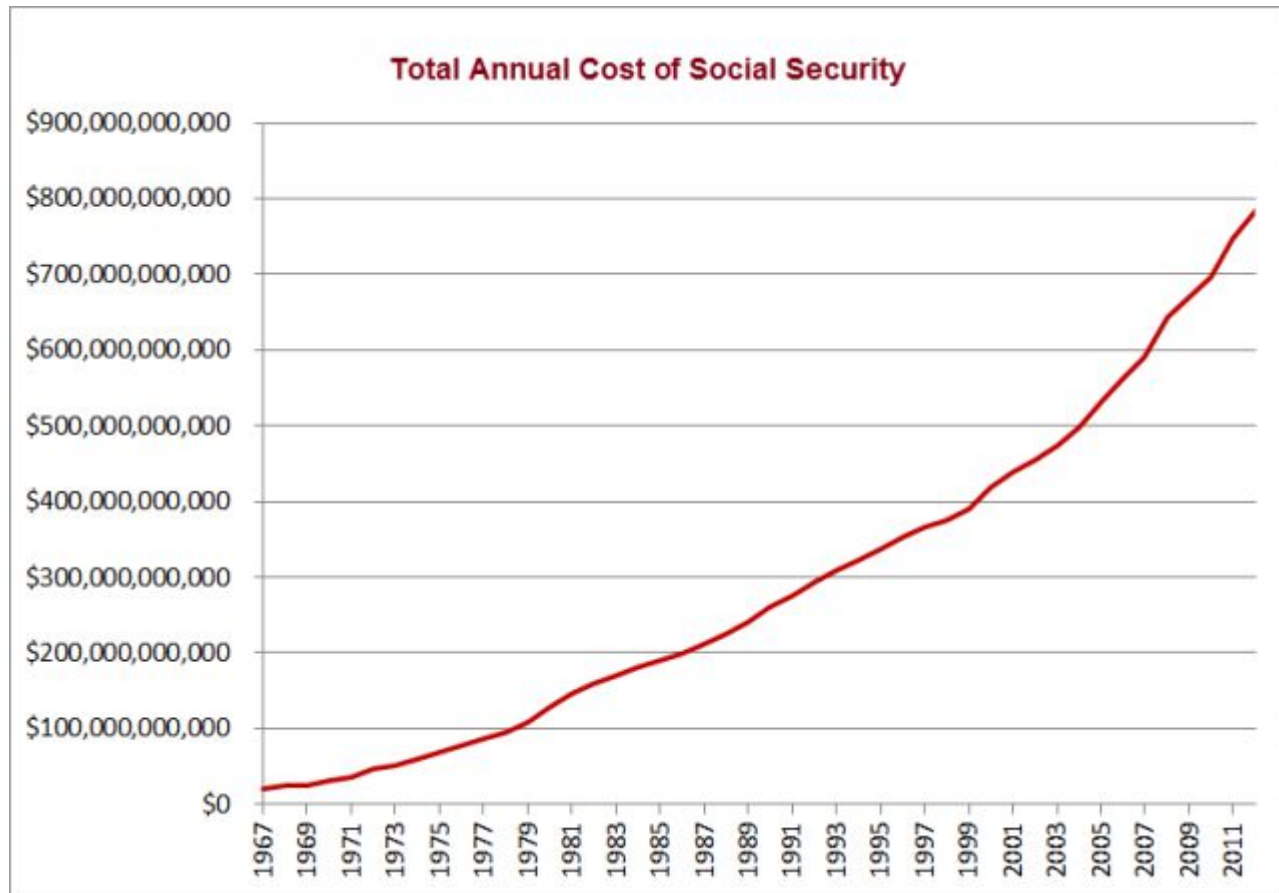
The Greying of the West

The **Financial Times** [reports](#) "The drop in the percentage of Americans at work in recent years is often cast as a story about the long-term unemployed who give up trying to find jobs.

"But the declining workforce participation rates, which have sharply reduced headline unemployment calculations in the world's largest economy, could be related to a very different phenomenon: the greying of America.

"What is more, the trend is set to continue until around 2020 regardless of how the economy fares." And, it's not just the greying of America but most Western countries as well.

The jobless statistics are improving, but with more and more Boomers retiring the economy is impacted with fewer workers, less spending, less tax revenue thus [straining](#) the U.S. social security system and making it more politically [unpalatable](#) to fix. The chart below shows how the geometrical rise of social security cost is out of control.



Boomers are retiring from relatively well-paying jobs and leaving a larger proportion of low-wage workers in the work force resulting in even less spending and further declining tax revenues. Furthermore, unfunded pension liabilities are [increasing](#) as are [health-care costs](#) as a result of this demographic trend. Even countries like Canada which does have a funded public pension plan will also suffer greater demands on the Canadian Pension Plan (CPP). In addition, Canada's [universal health care](#) system will be [strained](#) to accommodate this huge cohort of aging Boomers.

As you can see, demography is a very powerful force affecting us all as well as our economy and our future. It is a testament to governments' [incredible stupidity](#) that they have never understood the power of demographics nor have they been able to plan according to these very obvious demographic trends.

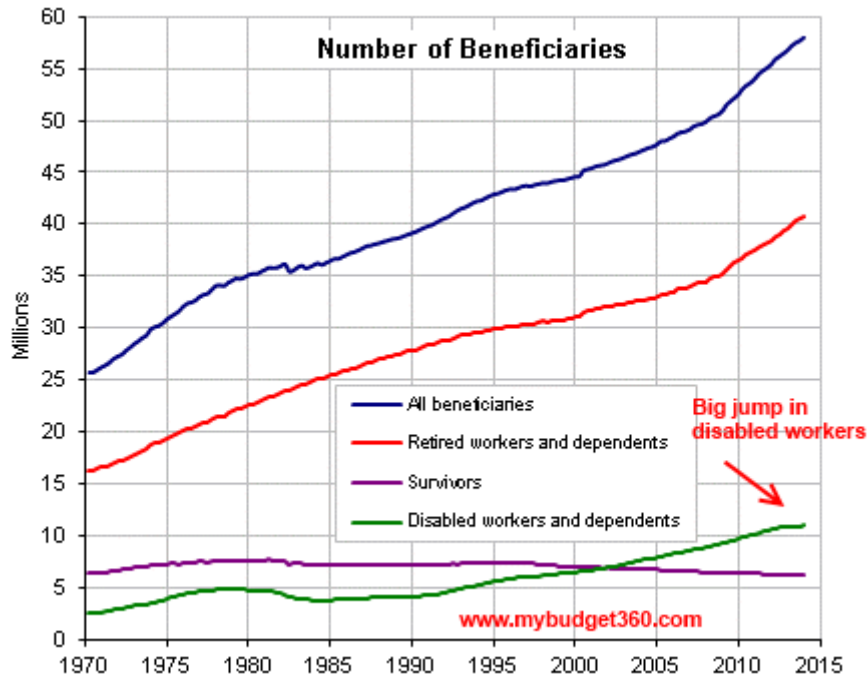
For example, forty years ago when the Baby Boom's bulge in our population was reaching high schools there was inadequate classroom space to accommodate the increased student population. My high school went on a double shift with half the students going to school on the first shift in the early morning and the other half on the afternoon shift.

It's not as though school boards and education departments couldn't see it coming. High-school student didn't just miraculously drop out of the sky. High school students came up through the primary grades. Administrators knew there was an increase in primary grade students, yet they failed to grasp that most primary grade students would go on to high school. Were they expecting that students would somehow disappear off the face of the earth?

Demographics also would have told them that they had built too many primary grade schools and many of these classrooms were no longer needed once the Baby Boom bulge had passed through. Administrators failed to anticipate this and did not plan for the gradual closure and consolidation of schools. Instead they waited until schools were half empty and then, with short notice, they began closing schools en masse. Needless to say, this enraged parents, many of whom would lose their neighbourhood schools. Never underestimate the power of government incompetence.

It is a testament to the incredible incompetence of governments' brainless bureaucrats that they are incapable of learning from their past mistakes. Today, governments still don't have their arms around demographics as we'll see below.

Nowadays, 10,000 American and 1,000 Canadian Baby Boomers are retiring every day. That's every DAY! It should come as no surprise that governments are inadequately prepared to sustain this social security safety net for very long.



For example, since 2000, the U.S. population has increased 13%. As seen in the graph above, the social security beneficiaries have increased 28% and those on disability 100%. This is simply not sustainable yet nothing is being done about it.

Furthermore, most social security safety nets require a constant stream of funding from current workers which means a young workforce. However, many of the young are already burdened with a with a triple whammy:

- 1) They are working in low-wage jobs.
- 2) They are saddled with massive student debt.
- 3) They are paying much higher social security taxes than previous generations and yet they'll see fewer benefits.

The impact on the young can be seen in the graph below on 'household formation' where the young can't afford to 'leave the nest' so more and more are living in Mom's basement.

Year-over-year rate of household formation in the United States



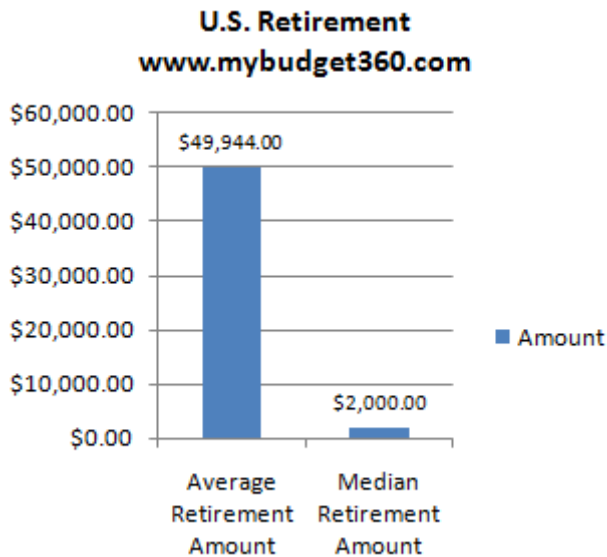
MyBudget360 reports "You have more people living at home between the ages of 18 and 31 than you did during the Great Depression!"

Unprepared for Retirement

A large number of Boomers are financially unprepared for retirement. They are working longer and their retirement age keeps increasing.

Boomers' delayed retirement denies younger generations jobs and experience which will also have long-term negative impacts on the economy.

The graph below illustrates how unprepared American Boomers are. Notice the large discrepancy between 'Average Retirement Amount' on the left and 'Median Retirement Account' on the right.

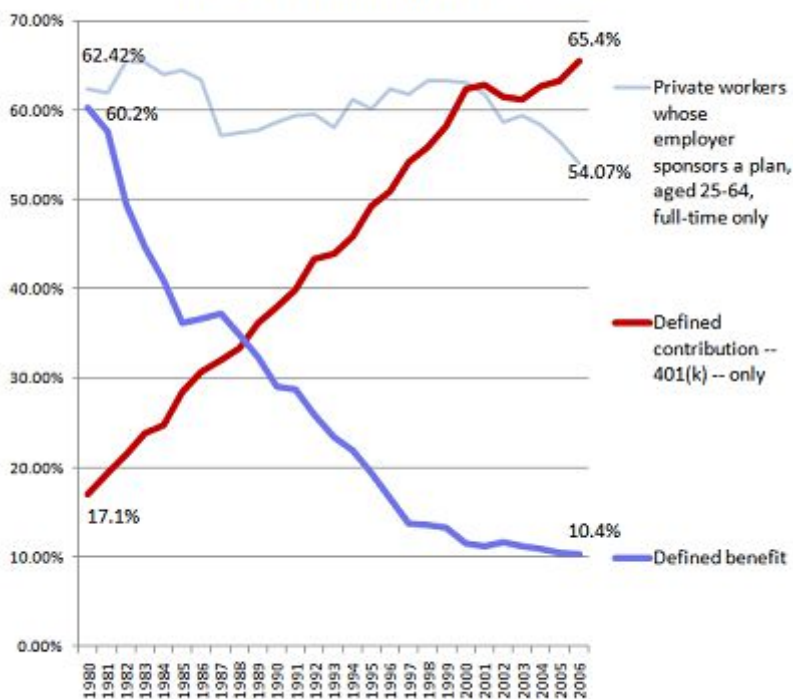


MyBudget360 explains this as, "The average is a poor metric because it takes into account the few outliers with millions. The median shows us where half of people fall below and above and the picture isn't pretty."

"Since we have a massive cohort of Americans entering retirement age everyday having decades ahead to right the ship will no longer be an option."

One of many reasons so few Boomers are unwilling and unprepared for retirement is the decline in defined benefit pension plans and the increase in defined contribution plans. In 1980, 60% of workers had defined benefit plans whereas today it's fallen to 10% while the number of defined contribution plans (individual responsibility) has increased from less than 20% to well over 60% as shown in the graph below.

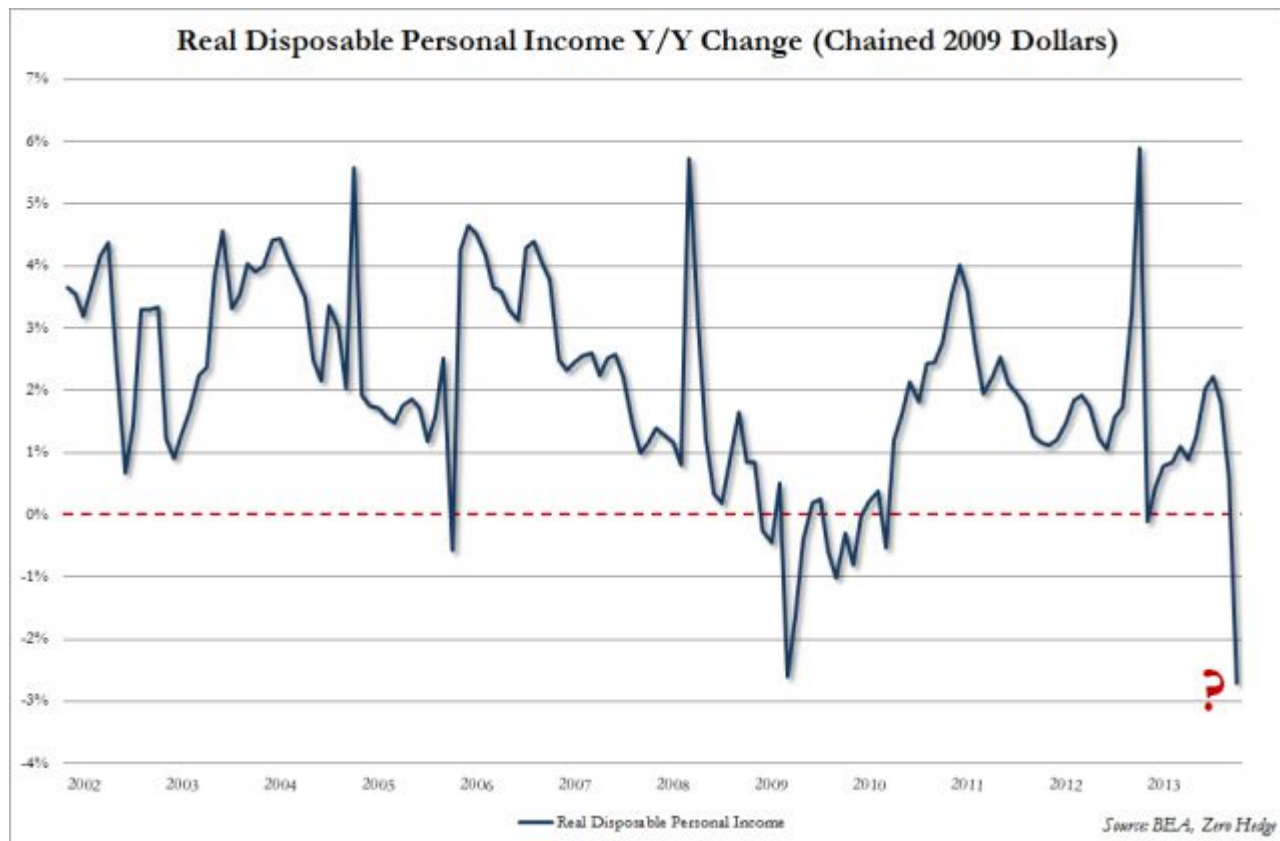
Figure 3: Percentage of private sector workers with pension coverage by pension type, 1980-2006



Source: Center for Retirement Research, 2009.

With defined benefit plans ("divine" benefit) the company would top-up any shortfall in the plan. With defined contribution plans, the individual was solely responsible. The graph above shows the defined benefits as the descending blue line and the rising red line is defined contributions.

With [stagnant...incomes](#) more people are living [hand-to-mouth](#) and unable to save.



As you can see from the chart above, the trend is clearly downwards.

Tyler Durden of Zero Hedge [says](#), "We may not know much about "Keynesian economics" (and neither does anyone else: they just plug and pray, literally), but we know one thing: when real disposable personal income drops by 0.2% from a month earlier, and plummets by 2.7% from a year ago, the biggest collapse since the semi-depression in 1974, something is wrong with the US consumer." And, with [central banks' Zero Interest Rate Policies \(ZIRP\)](#), those who could actually save earn practically nothing in interest.

CBS [reports](#) "roughly half of U.S. families don't have a single dime set aside for retirement."

Many people find it, "hard or impossible to save because of their precarious situations — unemployment, stagnant income, impossible health costs or other factors."

"... perhaps the biggest obstacle to saving for retirement in the United States is that wages for nearly all Americans have been stagnant for more than 30 years — a trend that has continued following the housing crash and the weakest post-recession recovery in U.S. history."

MoneyNews [reports](#), "There are no documented examples of an economy that had to emerge from a financial crisis while simultaneously absorbing the effects of an aging population, noted Harvard University economist Carmen Reinhart, who has researched eight centuries of crises with her colleague Ken Rogoff." In other words, the situation is [far worse](#) than we realize.

Depression May End in 2020?

Many believe the recession/depression began about 2007 (myself included) but there's considerable evidence to think it started even earlier. Many signs point to the year 2000. Jim Quinn of the **Burning Platform** calls this the "[Fourteen Year Recession](#)" that began with the bursting of the DotCom bubble.

We'll have to wait for future historians to cast their vote. If this is a typical Depression and it began in the year 2000 and Depressions last an average of twenty years then 2020 (the anticipated "reset") may see us clawing our way out of it. That's, of course, assuming this is a typical Depression and not the 'new normal'. Only time will tell. In either case, it's wise to prepare as outlined below and in my previous survival [articles](#).

Investment Suggestions

In a slower growth world with ageing demographics, an investor needs to think outside the box used by his grandparents or even his parents by focusing on yields or dividends rather than equity appreciation (rising stock prices). This also means educating yourself in investing and not relying on traditional 'buy and hold' techniques.

An investor must be prepared to change investment strategies as resource and commodity prices change. This means paying a lot more attention and being [nimble](#). It also means going against the herd (nothing new there).

Our owners, as George Carlin called them, will continue blowing asset bubbles for their [cronies](#) that can be profitable for investors mentally prepared to buy when fear is greatest and sell when euphoria is highest (not new, either but mentally difficult). Also, consider stocks in companies more likely to improve productivity rather than those that rely on an ever-expanding customer base.

Some of the most important investment lessons I've learned the hard way are:

1) Patience.

- 2) Don't be afraid to sit on the [sidelines](#) because you don't need to be fully invested all the time.
- 3) Small losses are better than hope because that can result in larger losses. Hope is not a plan.
- 4) Ignore the daily noise. Stock markets fluctuate and the reasons given by the 'talking heads' is meaningless babble.
- 5) Ignore 'hot tips'. Educate yourself and make your own decisions.
- 6) For lots more, see my hard-earned stock investing [lessons](#).

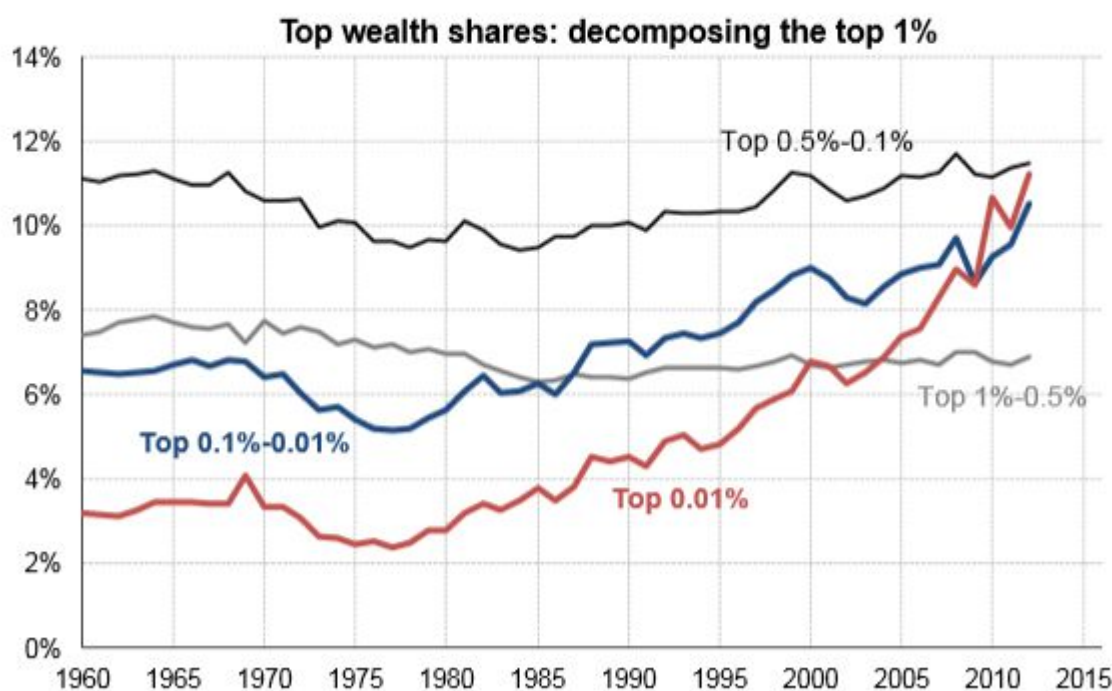
James Gruber [suggests](#), "investment opportunities in areas which provide solutions to some of problems of ageing demographics and resource constraints. Robotics to improve work productivity, for example. Biotech to help us live (and work) longer. Healthcare technology which helps mitigate rising healthcare spending. And in agriculture and renewable energy as resources constraints become more urgent."

Social Warfare – Divide & Conquer

Demography lends itself to generational and social warfare as our 'owners' and their ass media minions encourage groups and generations to fight and flame and blame each other rather than the real enemy. Republicans fight their own Tea Party, Democrats fight Occupy Wall Street, the young blame the old, the old disparage the young, liberals blame conservatives and on it goes.

We hear much about the 'top 1%' getting wealthier at the expense of poor little us, but that too is part of our owners' divide & conquer strategy. It looks increasingly like the top 1% are being positioned as the next patsies to be fleeced by desperate governments. Meanwhile, they make convenient targets for our hatred and to [distract](#) us from real issues. It's not the top 1% or even the top 0.1% whose wealth is increasing, but the top 0.01% as per the [chart](#) below.

No increase in wealth inequalities below top 0.1% so far



Note that this chart tracks percentage not nominal dollars. It's only the top 0.01% (red line) whose percentage of wealth is increasing. Those are our 'owners', not the banksters; they're just the bag men. It's not the Warren Buffets or George Soros of the world; those are just the front men. It's the nameless and faceless few families who are never seen in public that control the puppet strings to which we all dance and, the more indebted we are, the harder we dance.

Yet we blame everyone else. We blame immigrants who generally aren't afraid to work hard and show up the rest of us. We blame Muslims, the Jews, etc. We blame everybody except ourselves. When we point a finger, we conveniently forget that there are three fingers pointing back at ourselves. Never underestimate our incredible ability to avoid accepting responsibility for ourselves.

So much for the land of the 'free and the brave' who have allowed themselves to become a dumbed-down, self-medicated, digitally-addicted nation of sheep coerced by uniformed thugs and governed by corrupt, paid-for leaders. That's why I spell Amerika with a 'K' rather a 'C' in memory of a nation that has willingly surrendered its freedom for the illusion of security and received neither.

The Real Enemy

The real enemy is both ignorance and debt and especially the ignorance of the pernicious effect of debt in creating debt-slaves that elect politicians that support a central bank-controlled financial system of usury and inflation that robs us of the purchasing power of money. Once you understand that, you can prepare and avoid the worst of the storm.

How to Prepare

- Reduce your debt, get out of debt and stay out of debt
- Keep only as much money in the bank to pay your bills and avoid future [Bail-ins](#).
- Stay away from banks altogether. Use a Credit Union. They're slightly safer, friendlier and easier to deal with.
- Buy assets. Depending how much money you have; if you're wealthy, buy the company rather than its stock because stock markets crash.
- If you have medium wealth, buy cheap land (admittedly hard to find) as well as hard assets and [gold](#).
- If you have small wealth, diversify into one ounce silver coins, long term food storage and durable necessities like toilet paper, garbage bags, etc. In other words; [stockpile](#).
- Even if you have only a little money, there are things you can do to protect yourself and your loved ones. Educate yourself. Stop watching the [boob-tube](#). It rots your brain. There are many alternate [sources of information](#).
- Re-read Jim Sinclair's GOTS checklist above.
- If you understand nothing else then understand this: money is NOT real. Money is simply an agreement, an IOU that eventually will be worth less than toilet paper. You need to copy Warren Buffet and convert your money into tangibles, real stuff, real assets that the governments cannot confiscate.

As Yogi Berra once said, "It's tough to make predictions, especially about the future." However, many 'hard money' financial analysts predict the 'Great Levelling' in about 2016 and the 'Great Reset' in about 2020. That'll be here before you know it. The levelling will be the time of loss and confiscation. The reset will be the new currency, just like the old currency and you can bet it will be created to their advantage, not yours.

So, you must protect yourself by preparing for it as outlined above. If not, you'll be just another statistic. It's your life and your choice.

Remember the mantra:

We cannot borrow our way out of debt.

We cannot spend our way to prosperity.

We cannot pretend our way out of trouble.

Lord knows, they keep trying ...

<http://www.welt.de/regionales/muenchen/article127312146/Gericht-verbietet-Gesichtsschleier-in-Schule.html>

Gericht verbietet Gesichtsschleier in Schule 102,99

Schüler in bayerischen Schulen dürfen ihr Gesicht nicht verschleiern. Das oberste Verwaltungsgericht hat entschieden, dass auch mit Schleierverbot die freie Religionsausübung nicht beeinträchtigt ist.



Foto: dpaKopftuch ja, Gesichtsverhüllung nein: Eine muslimische Schülerin darf im Unterricht an einer bayerischen Schule keinen Gesichtsschleier tragen

Eine muslimische Schülerin darf im Unterricht an einer bayerischen Schule keinen Gesichtsschleier tragen. Dieses Verbot schränke das Recht auf freie Religionsausübung nicht in unzulässiger Weise ein, entschied der Bayerische Verwaltungsgerichtshof in einem am Freitag veröffentlichten Beschluss (22.4.2014, Az.: 7 CS 13.2592).

Das Hauptargument der Richter: Der Gesichtsschleier, der nur die Augen freilässt, behindere die ständige – auch nonverbale – Kommunikation im Unterricht zwischen Lehrer und Schülern.

Die junge Frau war zum Beginn des laufenden Schuljahres in eine staatliche Berufsoberschule aufgenommen worden. Ihre Aufnahme wurde aber widerrufen, nachdem sie sich geweigert hatte, ohne Gesichtsschleier (Nikab) am Unterricht teilzunehmen.

Keine nonverbale Kommunikation möglich

Das Gericht argumentierte, die Glaubensfreiheit werde vorbehaltlos gewährt, jedoch werde sie beschränkt durch das staatliche Bestimmungsrecht im Schulwesen, dem ebenfalls Verfassungsrang zukomme. Die im Grundgesetz geschützte Freiheit, die Lebensführung an der Glaubensüberzeugung auszurichten, könne beschränkt werden, wenn religiös bedingte Verhaltensweisen den staatlichen Bildungs- und Erziehungsauftrag zu stark behinderten.

Die Richter verwiesen auf die offene Kommunikation im Unterricht. Diese beruhe nicht nur auf dem gesprochenen Wort, sondern auch auf Mimik, Gestik und Körpersprache. Eine gesichtsverhüllende Verschleierung unterbinde diese nonverbale Kommunikation im Wesentlichen.

Mehrfach mussten sich Gerichte bereits mit der Frage von Kopftüchern im Unterricht oder in öffentlichen Einrichtungen befassen. Das Bundesverfassungsgericht hatte vor zehn Jahren zum Kopftuchverbot für eine Lehrerin in Baden-Württemberg entschieden, dass dafür eine hinreichende gesetzliche Grundlage erforderlich sei.

Der Bayerische Verwaltungsgerichtshof ging im Fall der Schülerin davon aus, dass das bayerische Erziehungs- und Unterrichtsgesetz eine hinreichend bestimmte Rechtsgrundlage für das Verbot der Verschleierung bietet.

SMIC allemand : quand Angela Merkel s'inspire du «modèle français» 102,100

Publié le 25/04/2014 à 17:34



FIGAROVox/ANALYSE - Alors qu'un Smic à 3240 euros pourrait voir le jour en Suisse, les Allemands installent un salaire minimum à 8,50 euros de l'heure. Une évolution qui pourrait être lourde de conséquences pour la compétitivité de l'économie allemande.

Charles Wyplosz est professeur d'économie internationale à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, et directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires. Ses principaux domaines de recherche sont les crises financières, l'intégration monétaire européenne, les politiques monétaires et budgétaires ainsi que l'intégration monétaire régionale. Il intervient fréquemment comme expert auprès d'organisations internationales et chaque semaine dans FigaroVox.

Le nouveau gouvernement de la Chancelière Angela Merkel s'est engagé à d'importantes réformes du marché du travail. Elles vont exactement à rebrousse-poil de ce que l'Allemagne préconise en dehors de ses frontières. C'est une conséquence de l'accord de gouvernement de coalition passé par Angela Merkel avec son partenaire social-démocrate. Avec un brin d'ironie, c'est réjouissant.

L'Allemagne n'est pas France, mais elle commence à lui ressembler.

La mesure clé est l'instauration d'un salaire minimum de 8,50 € à l'heure (il est de 9,53 € en France). L'autre mesure, qui reste à confirmer, est la baisse de l'âge de la retraite à 63 ans pour ceux qui auront cotisés 45 ans. Pour les autres, ce sera 65 ans. L'Allemagne n'est pas France, mais elle commence à lui ressembler.

Elle lui ressemblait d'ailleurs au début des années 2000. Des deux côtés du Rhin, le taux de chômage était coincé au dessus de 8%. C'est alors que le Chancelier Schroeder a lancé une série de réformes destinées à flexibiliser le marché du travail. Pour rendre les entreprises plus compétitives, Schroeder a aussi introduit une politique de modération des salaires, qui touche à sa fin. Ses collègues sociaux-démocrates n'ont pas apprécié mais la discipline n'est pas un vain mot outre-Rhin. Dix ans plus tard, les résultats sont là. En ce moment, le taux de chômage est de 5,1% en Allemagne et de 10,3% en France. L'Allemagne a changé de ligue.

Bonjour le chômage, surtout pour les moins qualifiés, souvent des immigrés turcs. Tout le reste va suivre : les quartiers pauvres vont devenir instables, la xénophobie va se répandre à l'égard des immigrés qui ne travaillent pas mais reçoivent les minima sociaux, les partis populistes vont avoir du vent dans les voiles, etc. On connaît la chanson.

Qu'on ne raconte pas que c'est grâce à sa puissante industrie exportatrice! Son industrie était puissante et exportatrice avant les réformes Schroeder. Mais avec un marché du travail rigide, les entreprises allemandes faisaient ce que font les entreprises françaises: elles automatisaient au maximum pour réduire le recours à la main d'œuvre, et elles délocalisaient.

L'instauration d'un salaire minimum va augmenter les salaires et le chômage. En effet, si les bas salaires montent, ceux qui sont juste au dessus du nouveau salaire minimum vont aussi grimper, et ensuite ceux qui sont

un peu plus haut. C'est toute la pile des salaires qui va être remontée. Les coûts du travail vont prendre l'ascenseur et les formidables entreprises allemandes vont se retrouver pénalisées. De plus, ils sont environ 17% des employés à être aujourd'hui payés en dessous de 8,50 €. Une bonne partie d'entre eux vont se retrouver inemployables parce trop chers. Bonjour le chômage, surtout pour les moins qualifiés, souvent des immigrés turcs. Tout le reste va suivre: les quartiers pauvres vont devenir instables, la xénophobie va se répandre à l'égard des immigrés qui ne travaillent pas mais reçoivent les minima sociaux, les partis populistes vont avoir du vent dans les voiles, etc. On connaît la chanson.

C'est peut-être le début de la fin des tensions qui caractérisent l'Europe depuis quelques années.

Quant à l'abaissement de l'âge de la retraite, cela ressemble furieusement, mais en moins mal, aux 60 ans instaurés par François Hollande pour ceux qui ont cotisé 41 ans. Cette mesure, annoncée juste après l'élection, avait consterné les Allemands, qui y ont vu un signal précurseur d'une politique économique dangereuse. La mesure accroît les dépenses de retraite et, en éliminant une main d'œuvre expérimentée (et en bonne santé), elle pousse les salaires à la hausse. Le froid créé dans les relations franco-allemandes par cette mesure est durable.

Depuis ses réformes Schroeder, l'Allemagne faisait la leçon à ses partenaires européens. Faites comme nous, disait-elle, ça marche. Elle martelait sans cesse l'impérieuse nécessité de réformes audacieuses, et la Commission Européenne en a fait l'alpha et l'oméga de sa stratégie. Faites de l'austérité et des réformes, et tout ira bien. De plus, l'insolente compétitivité de l'Allemagne contribuait à la force de l'euro, ce qui désolait les autres pays membres de la zone euro. Incapables de suivre son exemple, ils demandaient même à l'Allemagne de réduire sa compétitivité! Ainsi, notre Ministre des Finances, Christine Lagarde, déclarait le 15 mars 2010 au Financial Times: «Il est clair que l'Allemagne a accompli un extrêmement bon travail au cours des dix dernières années environ, améliorant la compétitivité, exerçant une forte pression sur ses coûts de main-d'œuvre, explique-t-elle. Je ne suis pas sûre que ce soit un modèle viable à long terme et pour l'ensemble du groupe. Il est clair que nous avons besoin d'une meilleure convergence.» Tirez vous une balle dans le pied, disait-elle, ça nous soulagera. Et bien voilà, c'est fait.

C'est là la première leçon des dernières décisions allemandes. L'Allemagne ne va plus pouvoir faire la leçon. Sa santé économique va se dégrader - un peu, car le reste des réformes Schroeder reste en place - ce qui va soulager ses partenaires, plutôt asphyxiés en ce moment. C'est peut-être le début de la fin des tensions qui caractérisent l'Europe depuis quelques années. Qui sait, cela pourrait annoncer une renaissance du tandem Franco-Allemand, surtout si la France fait effectivement de vraies réformes.

s réformes structurelles prennent des années à produire leurs effets. Le succès de Merkel est en partie dû au courage de Schroeder, tout comme Tony Blair a reçu et fait fructifier l'héritage de Margaret Thatcher

Mais il y a une autre leçon. Les partenaires de l'Allemagne, la France y compris, ont bien besoin de faire des réformes, différées depuis des décennies. Face à la résistance des lobbies et des idéologues, la pression de l'Allemagne n'est pas négligeable. Si cette pression diminue, la volonté réformatrice va s'atténuer. Après tout, tout le monde se rappelle que Schroeder a été honni pour ses réformes et que son parti n'a plus remporté d'élections depuis ; le parti social-démocrate est aujourd'hui le partenaire minoritaire de la coalition au pouvoir. En revanche, les réformes de Schroeder ont permis à sa successeuse du parti rival, de tirer les marrons du feu, car les réformes structurelles prennent des années à produire leurs effets. Le succès de Merkel est en partie dû au courage de Schroeder, tout comme Tony Blair a reçu et fait fructifier l'héritage de Margaret Thatcher, avant de sombrer dans les sondages pour d'autres raisons. Angela Merkel risque d'entrer dans l'histoire comme celle qui a imposé à ses partenaires une calamiteuse austérité et comme celle qui les a découragés de faire des réformes du marché du travail.

Wenn der Piefke fremdelt, frotzelt der Ösi 102,102

"Sackerl" statt "Tüte" zu sagen, reicht nicht: Die deutsche Psychologin Saskia Lackner erklärt, wie man bei den "verfreundeten Nachbarn" in Österreich überlebt. Von Elisalex Henckel, Wien

Artikel empfehlen:



Foto: Getty/Die Welt Österreichler empfinden laut Psychologin Saskia Lackner bei Missgeschicken deutscher Einwanderer oft eine irritierende Schadensfreude

Herr Kruse ist ein deutscher Architekt, der seit einem Jahr in Österreich arbeitet. Als er sich erstmals mit einheimischen Bekannten zum Fußballschauen in einer Kneipe trifft, wundert er sich, dass parallel zum österreichischen Spiel auch eines mit deutscher Beteiligung gezeigt wird.

Noch größer ist jedoch sein Erstaunen nach dem Spiel: Während das von den Österreichern erzielte Unentschieden einfach hingegenommen wird, versetzt die Niederlage der Deutschen die ganze Kneipe in Jubel, in den darauffolgenden Nachrichten wird sie gar als "Schmankerl" bezeichnet. Herr Kruse versteht nicht, warum das für die Österreicher so wichtig ist – und er sich seitdem Witze über Deutsche anhören muss.

Herr Kruse ist erfunden, seine Begegnung mit österreichischer Schadenfreude ist es nicht. Sie gehört zu den irritierenden Erfahrungen, die deutsche Fach- und Führungskräfte in Österreich erlebt haben. Die aus München stammende Psychologin Saskia Lackner hat 25 von ihnen interviewt, die wiederkehrenden Elemente gesammelt und daraus gemeinsam mit ihrem Regensburger Professor Alexander Thomas einen Ratgeber destilliert ("Beruflich in Österreich: Trainingsprogramm für Manager, Fach- und Führungskräfte", Verlag Vandenhoeck & Ruprecht), der deutschen Arbeitsmigranten das Überleben im kleinen Nachbarland erleichtern soll.

Die Zahl der potenziellen Leser wird jedes Jahr größer. Allein 2012 zogen 17.774 Deutsche nach Österreich, seit 2009 stellen sie die größte Ausländergruppe, am Neujahrstag 2013 waren es genau 157.793. Dass die Nachbarn nicht mehr nur als Touristen, sondern als Studenten, Kellner und Fachärzte kamen, hatte aus österreichischer Sicht zwar etwas Bedrohliches, das sich in Ausdrücken wie "Deutschenschwemme" und aufgeregten Artikeln der "Kronen-Zeitung" manifestierte. Gleichzeitig schmeichelte den Österreichern der Andrang aber auch – und führte dazu, dass das Klischee vom penetranten Piefke Risse bekam.

Auswanderung ins "Ausland light"?

Glauht man Saskia Lackner, ecken deutsche Zuzügler trotzdem immer noch stärker an, als sie es erwarten. Vielen unterlaufe derselbe Anfängerfehler: In der Annahme, Österreich bereits im Urlaub oder in Gestalt eines Bekannten kennengelernt zu haben, meinen sie, es reiche zu wissen, dass Österreicher "Sackerl" statt "Tüte" und noch ein paar andere seltsame Wörter benützen. Sie würden bestenfalls mit einer Art "Ausland light" rechnen, sagt Lackner, und sich dann wundern, dass nicht alles so läuft wie zu Hause. Und wenn der Piefke fremdelt, frotzelt natürlich auch wieder der Ösi.

Der 31-Jährigen ist es selbst nicht anders ergangen, als sie nach dem Studium in Regensburg nach Wien zog. Obwohl sie bereits ihre Diplomarbeit dem Thema ihres Buches gewidmet hatte und sich deshalb gut vorbereitet wähnte, machte sie mehr als nur einmal die Erfahrung, dass die vermeintliche Vertrautheit mit einem Land "zur Falle" werden könne, wie es im Vorwort des Buches heißt, weil man leicht übersehe, dass es auch im deutsch-österreichischen Verhältnis Kulturunterschiede zu überbrücken gelte. Saskia Lackner hat sieben davon identifiziert.

Was der Deutsche lernen muss

Der **deutsche Expat** erfährt zunächst, dass persönliche Beziehungen in Österreich wichtiger sind als fachliche Kompetenz. Ein freundlicher Grundton sei unverzichtbar, heißt es in Lackners Buch, Arbeitstreffen könnten auch abends oder in Kaffeehäusern stattfinden, da Job- und Privatbereich weniger getrennt würden. Es lohne sich, Persönliches preiszugeben oder Witzeleien als Eisbrecher einzusetzen – der Österreicher, wer hätte es sich gedacht, schätzt die lockere Atmosphäre.

Darüber hinaus legt er sich in Lackners Darstellung ungern fest, vermeidet Konflikte und legt Wert auf Höflichkeit, Titel und Netzwerke. Das sollte der oft allzu forsch und direkt auftretende Deutsche in seiner Kommunikation berücksichtigen, wenn er nicht als aggressiv wahrgenommen werden will, rät Lackner. Er müsse lernen, zwischen den Zeilen zu lesen, und außerdem bedenken, dass der Österreicher zur "Regelrelativierung" neige. Politiker des kleinen Landes bezeichnen dieses Verhalten mitunter als "situationselastisch", der gemeine Ösi spricht meistens einfach von Schlawinern.

Saskia Lackner weiß natürlich, dass sie mit ihren Beschreibungen Stereotype über Österreicher verfestigt. "Klischees sind ja auch Orientierungshilfen", sagt sie, "solange man bedenkt, dass die Realität immer ein wenig komplexer ist." Sie streitet auch nicht ab, dass der Ton des Buches wiederum Vorurteile über den rechthaberischen, arroganten Deutschen nähren dürfte. "Der Vorwurf trifft ja oft auch zu", sagt sie.

Die große Bedeutung der Beziehungsebene

Die Psychologin beschränkt sich aber nicht darauf, tatsächliche und vermeintliche Eigenheiten der Österreicher darzustellen, sondern bemüht sich auch, sie kulturgeschichtlich herzuleiten. So führt Lackner etwa die große Bedeutung der Beziehungsebene darauf zurück, dass ein hoher Anteil der Österreicher in Dörfern und Kleinstädten lebt, in denen "das Aufeinander-angewiesen-Sein immer schon von existenzieller Bedeutung war". Dazu erzählt sie von den josephinischen Ursprüngen der verschnörkelten österreichischen Sprache und dem Hang zur Neutralität, dem sich die Österreicher spätestens seit **Kaiser Maximilians** venusischem Mantra "Tu felix Austria nube" verpflichtet fühlten.

Dass auch Österreicher Besserwisser sein können, beweist ein weißhaariger Professor bei der Vorstellung von Lackners Buch im "Expat-Center" der Wirtschaftsagentur Wien: Die Tendenz zur indirekten Kommunikation sei vor allem den oft sehr repressiven Regimen des Landes geschuldet, belehrt er die deutsche Psychologin. Nicht nur der Professor, auch die meisten anderen Menschen, die die Vorstellung des Buches für deutsche Expats besucht haben, sind Österreicher. Das wiederum illustriert das ungleich verteilte Interesse am deutsch-österreichischen Verhältnis, das der in Österreich lebende deutsche Satiriker Dirk Stermann einmal so beschrieben hat: "Ich hatte keine Meinung zu den Österreichern. Aber womit ich nicht gerechnet hatte: Jeder Österreicher hatte eine Meinung zu den Deutschen."

Den "verfreundeten Nachbarn" haben Saskia Lackner und Alexander Thomas das letzte Kapitel ihres Buches gewidmet. Sie schildern aber nicht nur eine "zwischen starken Verwandtschaftsgefühlen und heftigen Abgrenzungsbedürfnissen" schwankende Beziehung, sondern geben auch Tipps zum Umgang mit österreichischem Jubel nach deutschen Fußball-Niederlagen, wie ihn Herr Kruse, der deutsche Architekt, erlebt hat: ein dickes Fell zulegen. Humor aktivieren. Nie beleidigt sein.

L'Europe, empire allemand ? Entretien avec Jean-Michel Quatrepoint 102,104

Publié le 25/04/2014 à 18:41



FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN- Pour le journaliste économiste Jean-Michel Quatrepoint, auteur du *Choc des empires*, la construction européenne a totalement échappé à la France et se trouve désormais au service des intérêts allemands. Première partie de l'entretien accordé au FigarovoX.



Jean-Michel Quatrepoint est journaliste économiste. Il a travaillé entre autres au *Monde*, à la *Tribune* et au *Nouvel Economiste*. Il a écrit de nombreux ouvrages, dont *La crise globale en 2008* qui annonçait la crise financière à venir.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

LE CHOC
DES EMPIRES



Dans son dernier livre, *Le Choc des empires. Etats-Unis, Chine, Allemagne: qui dominera l'économie-monde?* (Le Débat, Gallimard, 2014), il analyse la guerre économique que se livrent les trois grands empires qui régissent en maîtres sur la mondialisation: les Etats-Unis, la Chine et l'Allemagne.

Dans votre livre vous expliquez que le monde se divise désormais en trois empires: les Etats-Unis, la Chine, l'Allemagne. Qu'est-ce qu'un empire?

Pour être un empire, il faut d'abord se vivre comme un empire. Ensuite, il faut une langue, une monnaie, une culture. Sans parler des frontières. L'Amérique, c'est Dieu, le dollar et un drapeau. La Chine, c'est une économie capitaliste, une idéologie communiste et une nation chinoise qui a sa revanche à prendre, après l'humiliation subie au XIX^{ème} siècle. Quant à l'Allemagne, c'est un empire essentiellement économique. Quand [Angela Merkel](#) a été élue en 2005, son objectif premier était de faire de l'Allemagne la puissance dominante en Europe: elle a réussi. Maintenant il s'agit de façonner l'Europe à son image. Mais avec des contradictions internes: pour des motifs historiques bien compréhensibles, Berlin ne veut pas aller jusqu'au bout de la logique de l'empire. Elle n'impose

pas l'allemand, et est réticente sur la Défense. Elle veut préserver ses bonnes relations avec ses grands clients: la Chine, les Etats-Unis et la Russie.

Vous écrivez «L'Union européenne qui n'est pas une nation ne saurait être un empire»..

L'Europe est un patchwork et ne peut exister en tant qu'empire, face aux autres empires.

C'est tout le problème de l'Europe allemande d'aujourd'hui, qui se refuse à assumer sa dimension d'empire. 28 états sans langue commune, cela ne peut constituer un empire. L'Angleterre ne fait pas partie du noyau dur de la zone euro. Les frontières ne sont pas clairement délimitées: elles ne sont pas les mêmes selon qu'on soit dans l'espace Schengen ou la zone euro. L'Europe est un patchwork et ne peut exister en tant qu'empire, face aux autres empires.

«L'Allemagne est devenue, presque sans le vouloir, le nouveau maître de l'Europe», écrivez-vous. Comment se traduit cette domination de l'Allemagne en Europe? D'où vient-elle? Sur quels outils s'appuie cette hégémonie?

Cette domination vient de ses qualités...et de nos défauts. Mais ce n'est pas la première fois que l'Allemagne domine l'Union européenne. A la fin des années 1980, juste avant la chute du mur, elle avait déjà des excédents commerciaux considérables. La réunification va la ralentir un instant, car il va falloir payer et faire basculer l'outil industriel allemand vers un autre *hinterland*. La RFA avait un hinterland, c'était l'Allemagne de l'Est: le rideau de fer n'existait pas pour les marchandises. Les sous-ensembles (par exemple les petits moteurs équipant l'électroménager allemand) étaient fabriqués en RDA à très bas coût (il y avait un rapport de 1 à 8 entre l'Ost mark et le Deutsche Mark), puis assemblés en Allemagne de l'Ouest. Avec l'équivalence monétaire décidée par Kohl à la réunification (1 deutsche mark= 1 Ost mark), les Allemands perdent tous ces avantages. Il faut trouver un nouvel hinterland pour retrouver des sous-traitants à bas coût. Ce que l'Allemagne a perdu dans la réunification, elle le retrouvera par l'élargissement de l'UE. Ce sera dans la Mittleuropa, l'espace naturel allemand, reconstitué après l'effondrement du communisme. La Hongrie, la Tchéquie, et même la Pologne: c'est la Germanie, le Saint Empire romain germanique.

Ce que l'Allemagne a perdu dans la réunification, elle le retrouvera par l'élargissement de l'UE. Ce sera dans la Mittleuropa, l'espace naturel allemand, reconstitué après l'effondrement du communisme. La Hongrie, la Tchéquie, et même la Pologne : c'est la Germanie, le Saint Empire romain germanique.

Dans un premier temps ils ont donc implanté des usines modernes dans les pays de l'Est pour fabriquer des sous-ensembles, qui sont assemblés en Allemagne où l'on fabrique un produit fini, que l'on vend avec une kyrielle de services voire avec le financement. La grande force de l'Allemagne c'est d'avoir choisi dans la division internationale du travail un créneau où ils sont quasiment seuls, l'industrie de qualité, principalement automobile (elle leur assure une part très importante de leurs excédents commerciaux).

Un hinterland permis par l'élargissement, une «deutsche qualität», mais aussi «un euro fort» qui sert les intérêts allemands...

L'euro c'est le mark. C'était le deal. Les Français ont péché par naïveté et se sont dit: faisons l'euro, pour arrimer l'Allemagne à l'Europe. Les Allemands ont dit oui, à condition que l'on joue les règles allemandes: une banque centrale indépendante (basée à Francfort), avec un conseil des gouverneurs dirigé par des orthodoxes, dont la règle unique est la lutte contre l'inflation, la BCE s'interdisait dès le départ d'avoir les mêmes outils que la FED ou la banque d'Angleterre et depuis peu la Banque du Japon, même si Mario Draghi est en train de faire évoluer les choses. Mais le mal est fait.

L'euro c'est le mark. C'était le deal. Les Français ont péché par naïveté et se sont dit : faisons l'euro, pour arrimer l'Allemagne à l'Europe

Vous dites que l'Allemagne fonctionne sur une forme de capitalisme bismarckien mercantiliste. Pouvez-vous nous définir les caractéristiques de cet «ordolibéralisme» allemand?

L'ordolibéralisme allemand se développe dans l'entre deux guerres et reprend les principes du capitalisme mercantiliste bismarckien. Bismarck favorise le développement d'un capitalisme industriel et introduit les prémices de la cogestion. Il invente la sécurité sociale. Pas par idéal de justice sociale, mais pour que les ouvriers ne soient pas tentés par les sirènes du socialisme et du communisme. C'est la stratégie qu'a déployé l'Occident capitaliste entre 1945 et 1991. Le challenge du communisme a poussé l'Occident à produire et à distribuer plus que le communisme. La protection sociale, les bons salaires, étaient autant de moyens pour éloigner des populations de la tentation de la révolution. Une fois que la concurrence idéologique de l'URSS a disparu, on est tenté de reprendre les avantages acquis... 1 milliard 400 000 chinois jouent plus ou moins le jeu de la mondialisation, la main d'œuvre des pays de l'Est est prête à travailler à bas coût... tout cela pousse au démantèlement du modèle social européen. Les inégalités se creusent à nouveau.

L'ordolibéralisme se développe avec l'école de Fribourg. Pour ses tenants, l'homme doit être libre de créer, d'entreprendre, de choisir ses clients, les produits qu'il consomme, mais il doit aussi utiliser cette liberté au service du bien commun. L'entreprise a un devoir de responsabilité vis-à-vis des citoyens. C'est un capitalisme organisé, une économie sociale de marché où les responsabilités sont partagées entre l'entreprise, le salarié et l'Etat. Il y a quelque chose de kantien au fond: l'enrichissement sans cause, et illimité n'est pas moral, il faut qu'il y ait limite et partage.

Le mercantilisme, c'est le développement par l'exportation. Il y a d'un côté les pays déficitaires, comme les Etats-Unis et la France et de l'autre trois grands pays mercantilistes: l'Allemagne, le Japon et la Chine. Ces trois pays sont des pays qui ont freiné leur natalité et qui sont donc vieillissants, qui accumulent donc des excédents commerciaux et des réserves pour le jour où il faudra payer les retraites. L'Amérique et la France sont des pays plus jeunes, logiquement en déficit.

Les élections européennes approchent et pourraient déboucher pour la première fois dans l'histoire d'un Parlement européen eurosceptique. Comment voyez-vous l'avenir de l'Europe? Comment sortir de l'Europe allemande?

L'Europe est un beau projet qui nous a échappé avec l'élargissement, qui a tué la possibilité même du fédéralisme. On a laissé se développer une technocratie eurocratique, une bureaucratie qui justifie son existence par le contrôle de la réglementation qu'elle édicte.

Il faut absolument réduire nos déficits, non pas pour plaire à Bruxelles ou à Berlin, mais parce que c'est la condition première et nécessaire du retour de notre souveraineté. John Adams, premier vice-président américain disait : « il y a deux manières de conquérir un pays : l'une par l'épée, l'autre par la dette ».

Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il ne faut pas avoir une bonne gestion. Il faut absolument réduire nos déficits, non pas pour plaire à Bruxelles ou à Berlin, mais parce que c'est la condition première et nécessaire du retour de notre souveraineté. John Adams, premier vice-président américain disait: «il y a deux manières de conquérir un pays: l'une par l'épée, l'autre par la dette». Seuls les Américains échappent à la règle, justement parce qu'ils ont une épée tellement puissante qu'ils peuvent se permettre de faire de la dette! Nous ne pouvons pas nous le permettre. Ce n'est pas une question de solidarité intergénérationnelle, ou de diktat bruxellois. Si notre dette était financée intégralement par l'épargne française, comme c'est le cas des japonais, il y aurait beaucoup moins de problèmes. On aurait dû financer notre dette par des emprunts de très long terme, voire perpétuels, souscrits par les épargnants français.

A 28 l'Europe fédérale est impossible, de même qu'à 17 ou à 9. Il y a de telles disparités fiscales et sociales que c'est impossible. Je suis pour une Confédération d'Etats-nations, qui mette en œuvre de grands projets à

géométrie variable (énergie, infrastructures, métadonnées etc). Il y a une dyarchie de pouvoirs incompréhensible pour le commun des mortels: entre Van Rompuy et Barroso, entre le Conseil des ministres et les commissaires. Dans l'idéal il faudrait supprimer la commission! Il faut que les petites choses de la vie courante reviennent aux Etats: ce n'est pas la peine de légiférer sur les fromages! Le pouvoir exécutif doit revenir aux conseils des chefs d'état et aux conseils des ministres, l'administration de Bruxelles étant mise à leur disposition et à celui d'un Parlement dont la moitié des députés devraient être issus des parlements nationaux. Si l'on veut redonner le gout de l'Europe aux citoyens il faut absolument simplifier les structures .

Comment fait-on pour réduire la dette avec une monnaie surévaluée? Faut-il sortir de l'euro?

Une dette perpétuelle n'a pas besoin d'être remboursée. Je suis partisan d'emprunts à très long terme, auprès des épargnants français, en leur offrant un taux d'intérêt digne de ce nom.

Le traité de Maastricht a été une erreur: on a basculé trop vite de la monnaie commune à la monnaie unique. Il n'est pas absurde de prôner le retour à une monnaie commune et à du bimétallisme: un euro comme monnaie internationale et 3 ou 4 euros à l'intérieur de la zone euro. Mais cela nécessite l'accord unanime des pays membres, et c'est une opération très compliquée. Sur le fond, la sortie de l'euro serait l'idéal. Mais il faut être réaliste: nous n'aurons jamais l'accord des Allemands.

Si nous sortons unilatéralement, d'autres pays nous suivront ...

Pour sortir unilatéralement, il faut être très fort, or notre pays, dans l'état dans lequel il est aujourd'hui, ne peut pas se le permettre. Quand aux autres: Rajoy suivra Merkel, les portugais aussi (ces dirigeants appartenant au PPE), Renzi joue son propre jeu. La France est isolée en Europe. Elle ne peut pas jouer les boutefeux. Hollande et Sarkozy ne se sont pas donné les moyens d'imposer un chantage à l'Allemagne. Il fallait renationaliser la dette, pour ne plus dépendre des marchés et s'attaquer au déficit budgétaire, non pas pour plaire à Merkel, mais pour remettre ce pays en ordre de marche. Sarkozy faisait semblant de former un duo avec la chancelière alors que c'est elle qui était aux commandes. Hollande, lui fuit, et essaye de gagner du temps, deux mois, trois mois. Il cherche l'appui d'Obama nous ramenant aux plus beaux jours de la Quatrième République, à l'époque où on quémandait l'appui des Américains pour exister.

Hollande et Sarkozy ne se sont pas donné les moyens d'imposer un chantage à l'Allemagne.

Comme vous l'expliquez dans votre livre, la France, faute d'industrie, essaie de vendre les droits de l'homme...

Oui nous avons abandonné le principe de non ingérence en même temps que nous avons laissé en déshérence des pans entiers de notre appareil industriel. Alors que la guerre économique fait rage, que la mondialisation exacerbe les concurrences, nous avons d'un coté obéré notre compétitivité et de l'autre on s'est imaginé que l'on tenait avec les «droits de l'homme «un «plus produit» comme on dit en marketing. Or ce sont deux choses différentes. Surtout quand il s'agit de vendre dans des pays où les gouvernements exercent une forte influence sur l'économie. Les droits de l'homme ne font pas vendre. C'est malheureux mais c'est ainsi. De plus la France à une vision des droits de l'homme à géométrie variable. Pendant qu'on fait la leçon à Poutine, on déroule le tapis rouge au Qatar où à l'Arabie Saoudite. Avec la Chine on tente de rattraper les choses. Mais les Chinois, contrairement à nous, ont de la mémoire. Savez-vous pourquoi le président chinois lors de sa venue en France s'est d'abord arrêté à la mairie de Lyon avant celle de Paris? Parce que M Delanoë avait reçu le dalaï-lama, et que les Chinois se souviennent du trajet de la flamme olympique en 2008 dans la capitale. Nous occidentaux, nous n'avons pas de leçons à donner au reste du monde. Les espagnols ont passé au fil de l'épée les Indiens, les Anglais ont mené une guerre de l'opium horriblement humiliante pour les Chinois au XIXème. Arrêtons de vouloir donner des leçons au reste du monde, sinon le reste du monde sera en droit de nous en donner!

Arrêtons de vouloir donner des leçons au reste du monde, sinon le reste du monde sera en droit de nous en donner !

[HTTP://ONLINE.WSJ.COM/NEWS/ARTICLES/SB10001424052702303939404579529341282445718?MG=RENO64-WSJ&URL=HTTP%3A%2F%2FONLINE.WSJ.COM%2FARTICLE%2FSB10001424052702303939404579529341282445718.HTML](http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702303939404579529341282445718?MG=RENO64-WSJ&URL=HTTP%3A%2F%2FONLINE.WSJ.COM%2FARTICLE%2FSB10001424052702303939404579529341282445718.HTML)

[OPINION EUROPE](#)

The Chancellor's Choice 102,108

Regarding Russia's belligerence in Ukraine, Germans are on the fence: exactly where Putin wants them.

By JOHN VINOCCUR

April 28, 2014 2:54 p.m. ET

Heinrich August Winkler is a major German historian whose book "[Der Lange Weg nach Westen](#)" ("[The Long Road West](#)") is considered the standard reference work on Germany's postwar democratization, and what Mr. Winkler saw as the end of its dangerous geopolitical notions of playing an ambivalent midstream role between East and West.

In an important essay published earlier this month in the Spiegel magazine, Mr. Winkler expressed alarm about a current rise in German sentiment, both left and right, showing understanding or even traces of support for Vladimir Putin's aggression in Crimea and Ukraine.

Mr. Winkler, a Social Democrat, writes that this trend is creating "new doubts about Germany's calculability." He describes the Russian president as having become "the patron of reactionary forces" throughout Europe, barely a decade after having inspired Western hopes that Russia could become a pluralistic and strategic partner. Now, Mr. Winkler asserts, "the West, until further notice, must say goodbye" to those hopes.

German Chancellor [Angela Merkel](#) arrives in Washington on Thursday to talk to U.S. President Barack Obama about the crisis between Russia and the West—or as Mrs. Merkel's government euphemizes it, "the events in Ukraine." It is highly doubtful that she will use the occasion to say anything publicly with the force or finality of Mr. Winkler's judgment.

What Mrs. Merkel hasn't done, and doesn't seem to want to do, is commit herself out loud to any notion that could confront the German public's visibly heightened dissatisfaction with being embedded in the West. As I heard an official in Berlin say privately last week, such a confrontation by Mrs. Merkel would mean stating the unpleasantly obvious: that, since a break-point with Russia was reached through its Crimea takeover, there can be no return to a comfortable status quo ante in German-Russian relations.



German Chancellor Angela Merkel *Reuters*

To me, Mrs. Merkel doing so would signify a basic change in Germany's Russia position, from "why-can't-we-all-just-be-friends" (and "we're-in-the-money") to a position that accepts, in relation to Mr. Putin's lawless ambitions, a containment-oriented revision in the Western posture on energy, trade and NATO strategy.

Instead, we have a chancellor who—regardless of Germany's participation in new sanctions, or German officers being held captive by pro-Russian separatists—has spent much of her time since Russia's annexation of Crimea waiting on the phone to Moscow for positive signals from Mr. Putin.

This has turned out to be like staring out a window looking for Halley's comet (which appears every 75 to 76 years).

In her statement on Ukraine in mid-March, Mrs. Merkel said blandly that the problem was "about principles and methods of accommodating conflicting interests in the 21st century." A couple of weeks ago, she characterized Russia's annexation of Crimea as "a one-off case," rejecting a comparison with the Nazi seizure of the Sudetenland from Czechoslovakia in 1938.

Such statements come instead of any expression of concern by Mrs. Merkel that, for instance, one poll this month found that 49% of Germans want their country to mediate between Russia and the U.S.—outnumbering the 45% who want to see Germany siding unmistakably with the West.

Irrespective of the fact that the Obama administration has made clear it won't engage militarily in the defense of Ukraine, a non-NATO member, the poll also showed a majority of Germans rejecting a regular presence of NATO forces in the Alliance countries bordering Russia. Symbolic contingents of American troops were sent last week to Poland and the three Baltic states.

In the conservative newspaper *Die Welt*, Jacques Schuster commented last week on "Germany experiencing a creeping de-Westernization" and a return to the "old ghosts of the middle-ground."

That is clearly where Mr. Putin wants the Germans. So why hasn't Mrs. Merkel, in straightforward language, marked out where she stands and where Germany must not drift? Here are the answers I have come up with:

1. Not her style.
2. She doesn't want "to frighten" public opinion (or alienate voters ahead of May's European Parliament elections).
3. By way of responses in question form: "When's the last time America won a war?" Or, after backing out of attacking Syria, "What do its redlines mean anymore?"

All this, on the official level, comes with reassurances that Angela Merkel is truly, *truly* on America's side. But you have to wonder hard about this if, as the *New York Times* reported last week, Mr. Obama is focused, come what may, on isolating Mr. Putin's Russia to the point that it becomes a pariah state.

Some observers have pointed out that Mrs. Merkel, in grasping for de-escalatory straws, got played by Mr. Putin when, at the end of March, her spokesman said she had been informed that Russia was in the process of diminishing its troop presence on the Ukrainian border. A Russian account of the telephone conversation following the German announcement didn't contain the nonexistent good news.

And in Brussels, a senior NATO official told me flatly that, concerning projected middle and long-term changes in the Alliance's force posture to counter Russia's belligerence, "the Germans are on the fence."

Could anything then come out of this week's Merkel-Obama meeting? For sure, she will be praised as a great leader—while other views of reality, at least publicly, are pushed aside.

About reality in April 2014: Michael Naumann, who served as the minister of culture in Gerhard Schröder's second-term cabinet, offered me a definition in a conversation last week. "The Germans, now and historically, are scared of Russia," said Mr. Naumann, "and Putin knows this."

Mr. Obama can't miss taking this reality into consideration as the United States comes to terms with facing Russia essentially alone.

Mr. Vinocur is former executive editor of the International Herald Tribune.

Putin's Useful Idiots 102,110

APRIL 28, 2014



Slawomir Sierakowski

Western intellectuals have long had a soft spot for Russia. Voltaire, the French teacher of tolerance and [a great friend of Catherine the Great](#), said that he would gladly move to Russia, though only if its capital were Kiev, not icy St. Petersburg. Johann Gottfried von Herder, the German philosopher of enlightened nationalism, dreamed that he would obtain earthly glory as the “new Luther and Solon” for an as-yet-unspoiled Ukraine, which he would transform into a “new Greece” within the Russian empire.

And in the last century intellectuals like André Gide, Pablo Neruda and Jean-Paul Sartre all stumped for the Soviet Union as what Lenin allegedly called “useful idiots,” apologizing for its monstrosities long after the rest of the world recognized them.

To those in the Eastern Europe left — myself included — who know Russia better than most, such naïveté has long been a source of chagrin. And yet it continues, even today, as many American and Western European intellectuals do all they can to minimize the dangerous aggression by Vladimir V. Putin.

Writing in *The Nation*, the Russia scholar [Stephen F. Cohen](#) argued that Mr. Putin was largely blameless for the conflict in Ukraine, that he had tried to avoid it but that the West had forced his hand. In Mr. Cohen’s eyes, the West has unnecessarily humiliated Russia by inviting countries like Poland, the Czech Republic and Hungary to join NATO.

Ukraine, he wrote, is part of Russia’s sphere of influence, so why can’t we just accept Mr. Putin’s proposal that Ukraine be federalized, with neutrality guaranteed in a new constitution?

Mr. Cohen’s defense of Russia’s sphere of influence overlooks the question of whether the countries that fall within it are there by choice or coercion. Ukraine is willing to be in the Western sphere of influence because it receives support for civil society, the economy and national defense — and Russia does nothing of the kind.

Mr. Cohen and others don’t just defend Russia; they attack the pro-democracy activists in Ukraine. Another American pundit, [Max Blumenthal](#), described the Euromaidan movement as “filled with far-right street-fighting men pledging to defend their country’s ethnic purity.”

True, such people were present at the square, but they were marginal figures, and slogans about ethnic purity never gained popularity. Yes, generally speaking, Ukraine has its skinheads and its anti-Semites and even serial killers, pedophiles and Satanists. They are not present in smaller or larger numbers than in any other country, even in the most mature European state.

In one particularly egregious passage, Mr. Blumenthal writes about how the “openly pro-Nazi politics” of the Ukrainian political party Svoboda and its leader, Oleg Tyagnibok, “have not deterred Senator John McCain from addressing a Euromaidan rally,” nor did it “prevent Assistant Secretary of State Victoria Nuland from enjoying a friendly meeting with the Svoboda leader this February.”

That distorts how these things work. A whole range of Western political leaders traveled to Euromaidan, and virtually all of them were photographed with Mr. Tyagnibok. For better or worse, Svoboda was part of the coalition of parties behind the Euromaidan movement, and they had agreed to support one another. Americans would behave exactly the same way in a similar situation.

Strangely, Western intellectuals seem unbothered by anyone who notes the similarity between their pronouncements and Russian propaganda. Indeed, they dismiss such charges out of hand. Zoltan Grossman, who teaches at Evergreen State in Olympia, Wash., writes that it is “wrong and irresponsible to assert that the presence of fascists and Nazis in the new government is merely Russian propaganda.”

For Dr. Grossman, inconvenient details are less important than the fact that Dmytro Yarosh, the leader of the far-right organization Right Sector, had been appointed deputy secretary of the National Security and Defense Council.

That sounds ominous, until you realize that Mr. Yarosh is not formally a member of the government, and that in February he met with Israel’s ambassador to Ukraine and gave public assurances that Right Sector intended to fight all instances of anti-Semitism, xenophobia and chauvinism.

What naïve American intellectuals say free of charge, the canny Gerhard Schröder, the former German chancellor, says for 250,000 euros a year as a board member of Gazprom, the Russian oil giant. Mr. Schröder, the German father of “Gazprom socialism” — a new subspecies of limousine liberalism — has repeatedly embarrassed Berlin by supporting Russia’s annexation of Crimea.

He isn’t alone — another former chancellor, Helmut Schmidt, has likewise sung Russia’s praises of late, as has Günter Verheugen, a prominent former European Union commissioner.

What drives these men? Is it a case of poorly conceived pacifism? An eruption of remorse for war crimes carried out against Russians, so many years ago? Or the Stockholm syndrome of a victim fascinated by his executioner?

Obviously, they are entitled to their opinions. But in speaking out this way they are doing great damage to Germany’s postwar government, built on a commitment to democracy and national self-determination, everything that is currently under attack by Mr. Putin.

The irony is that by standing beside Russia and pointing fingers at fascist phantoms in Ukraine, Western intellectuals are aligning themselves not just with the autocrat in the Kremlin, but the legions of far-right parties across Europe that have come to Russia’s defense, among them Hungary’s Jobbik, Vlaams Belang in Belgium, Austria’s Freedom Party, Italy’s Lega Nord and the French Front National. Who says Russia needs propaganda? It already has its useful idiots.

Slawomir Sierakowski is a sociologist, a founder of the Krytyka Polityczna movement and the director of the Institute for Advanced Study in Warsaw. This article was translated by Maria Blackwood from the Polish.



Europe and Deflation Paranoia 102,112

by *Frank Hollenbeck* on April 29, 2014

There is a current incessant flow of articles warning us of the certain economic calamity if [deflation](#) is allowed to show its nose for even the briefest period of time. This ogre of deflation, we are told, must be defeated with the printing presses at all costs. Of course, the real objective of this fear mongering is to enable continued government theft through debasement. Every dollar printed is a government tax on cash balances.

There are two main [sources of deflation](#). The first comes from a general increase in the amount of goods and services available. In this type of deflation, a reduction in costs, in a competitive environment, leads to lower prices. The high technology sector has thrived in this type of deflation for decades as technical progress (e.g., the effect of Moore's Law) has powered innovations and computing power at ever-decreasing costs. The same was true for most industries during much of the nineteenth century, as the living standard increased considerably. Every man benefited from the increase in real wages resulting from lower prices.

The second source of deflation is from a reduction in the money supply that comes from an increase in the desire of the public or banking sectors to hold cash (i.e., hoarding).[1] An uncomplicated example will make this point clearer. Suppose we have 10 pencils and \$10. Only at an equilibrium price of \$1 will there be no excess output or excess money.

Suppose the production cost of a pencil is 80 cents. The rate of return is 25 percent. Now suppose people hoard \$5 and stuff money in their mattress instead of saving it. The price of a pencil will be cut in half, falling from \$1 to 50 cents, since we now have a money supply of \$5 chasing 10 apples. If input prices also fall to 40 cents per pencil then there is no problem since the rate of return is still 25 percent. In this example, a drop in output prices forced an adjustment in input prices.

The Keynesian fear is that input prices will not adjust fast enough to a drop in output prices so that the economy will fall into a deflation-depression spiral. The Keynesian-monetarist solution is to have the government print \$5 to avoid this deflation.

Yet, this money creation is distortive and will cause a misallocation of resources since the new money will not be spent in the same areas or proportions as the money that is now being "hoarded" (as defined by Keynesians). Furthermore, even if the government could find the right areas or proportions, it would still lead to misallocations, since the hoarding reflects a desire to realign relative prices closer to what society really wants to be produced. The printing of money may actually increase the desire to hold cash, as we see today. Holding cash may be the preferred choice over consumption or investment (savings) when relative and absolute prices have been distorted by the printing press.

Of course, no one is really asking the critical questions. Why does holding more cash change the money supply, and why did the public and banks decide to increase their cash holdings in the first place?[2] Without fractional reserve banking, neither the public nor the banks could significantly change the money supply by holding more cash, nor could banks extend credit faster than slow-moving savings. The boom and ensuing malinvestments would be a thing of the past and, thus, so would the desire to hold more cash during the bust phase of the business cycle. If central banks are really concerned about this type of deflation, they should be addressing the cause — fractional reserve banking — and not the result. Telling a drunk that he can avoid the hangover by drinking even more whiskey is simply making the situation worse.[3] The real solution is to have him stop drinking.

According to the European Central Bank's Mario Draghi,

The second drawback of low inflation ... is that it makes the adjustment of imbalances much more difficult. It is one thing to have to adjust relative prices with an inflation rate which is around 2%, another thing is to adjust relative prices with an inflation rate which is around 0.5%. That means that the change in certain prices, in order to readjust, will have to become negative. And you know that prices and wages have a certain nominal rigidity which makes these adjustments more complex.

Draghi is confusing the first source of deflation with the second. The recent low inflation in the Euro zone can be attributed primarily to a strengthening of the Euro, and a drop in food and energy prices.

Economists at the Bundesbank must be quietly seething. They are obviously not blind to the ECB's excuses to indirectly monetize the southern bloc's debt. Draghi's ["whatever it takes"](#) comment gave southern bloc countries extra time. Yet, little has been done to reign in the size of bloated public sectors. Debt to GDP ratios continue to rise and higher taxes in southern bloc countries have caused an even greater contraction of the private sector. Many banks in southern Europe are technically bankrupt. Non-performing loans in Italy have gone from about 5.8 percent in 2007 to over 15 percent today. And, the situation is getting worse.

Greece recently placed a five-year bond at under 5 percent which was eight times oversubscribed. This highlights the degree to which the financial sector in Europe is now dependent on the ["Draghi put."](#) As elsewhere in the world, interest rates in Europe are totally distorted and no longer serve the critical function of allocating resources according to society's time preference of consumption, or even reflect any real risk of default.

The ECB will likely impose negative rates shortly but will discover, as the Fed and others did before it, that you can bring a horse to water but cannot make him drink. QE will then be on the table, but unlike the Fed, the ECB is limited in the choice of assets it can purchase since direct purchase of Euro government bonds violates the German constitution. One day, Germany and the southern bloc countries, including France, will clash on what is the appropriate role of monetary policy.

Germany would be wise to plan, today, for a [possible Euro exit](#).

